

Département de l'Aisne



REVISION N°1

DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Bilan de la concertation

Sommaire

Sommaire	2
Introduction	3
PLANNING PREVISIONNEL	6
Concertation avec les mairies	7
<i>Charte de gouvernance:</i>	7
<i>Rendez-vous communaux :</i>	14
Comptes rendus des réunions de concertation	16
<i>Réunion à destination des Personnes Publiques Associées :</i>	16
• Réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 15 octobre 2021	16
• Réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 13 mai 2022	20
<i>Réunions à destination du public :</i>	24
• Réunion publique du 22 février 2022 à Villers-Cotterêts	24
• Réunion publique du 23 février 2022 à Ambleny	27
• Réunion publique du 17 mai 2022 à Vic-sur-Aisne	31
• Réunion publique du 18 mai 2022 à Villers-Cotterêts	36
Observations reçues	39
annexes – formalités de publicité réalisées	46
<i>Liste des participants à la réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 15 octobre 2021</i>	46
<i>Liste des participants à la réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 13 mai 2022</i>	47
<i>Liste des participants à la réunion publique du 22 février 2022</i>	48
<i>Liste des participants à la réunion publique du 23 février 2022</i>	49
<i>Liste des participants à la réunion publique du 17 mai 2022</i>	51
<i>Liste des participants à la réunion publique du 18 mai 2022</i>	54
<i>Extrait du support présenté lors des réunions de concertation de présentation du diagnostic du 15 octobre 2021</i>	55
<i>Extrait du support présenté lors des réunions de concertation de présentation du projet de PLUi du 13 mai 2022</i>	60
<i>Extrait du support présenté lors des réunions publiques de concertation de présentation du projet de PLUi du 22 et 23 février 2022</i>	64
<i>Extrait du support présenté lors des réunions publiques de concertation de présentation du projet de PLUi du 17 et 18 mai 2022</i>	70
<i>Articles de presse</i>	74
<i>Affiches de la CCRV</i>	78
<i>Site de la CCRV</i>	80
<i>Publication Facebook</i>	81
<i>Extrait du registre dématérialisé</i>	83

Introduction

La CCRV a approuvé son premier Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) le 21 février 2020. Il est entré en vigueur le 23 mars 2020 sur l'ensemble des communes de l'ex-CCVCFR et le 23 avril 2020 sur les communes de l'ex-CCPVA et de l'ex-CCOC.

Le PLUi est un document de planification unique qui remplace les 35 documents d'urbanisme communaux existants et couvre désormais les 19 communes qui n'en avaient aucun. Il fixe les objectifs en termes d'urbanisme pour les 10 à 15 années à venir mais il ne s'agit pas d'un document figé. Il doit évoluer régulièrement en fonction des besoins du territoire et des éventuels changements législatifs.

Le Conseil Communautaire a ainsi voté, le 11 décembre 2020, la mise en révision du PLUi dont les études seront lancées au premier trimestre 2021 pour se terminer courant 2023.

Objectifs de la révision du PLUi

Les objectifs poursuivis dans le cadre de la révision du PLUi visent à :

- à la rectification des erreurs matérielles du PLUi en vigueur soulignées par les communes à la CCRV et par les services de la CCRV

- A l'adaptation du règlement écrit en fonction du bilan du service commun de l'application du droit des sols de la CCRV,
- à la prise en compte des résultats de l'enquête publique relative à l'élaboration du PLUi approuvé le 21 février 2020, notamment en ce qui concerne :
- les doléances pour lesquelles la CCRV n'a pas pu répondre favorablement dans l'immédiat et devant être étudiées lors d'une prochaine évolution du PLUi ;
- les préconisations de la Commission d'Enquête,
- les avis des personnes publiques associées dont celui de la MRAE
- les avis des communes pour lesquelles la CCRV n'a pas pu répondre favorablement dans l'immédiat et devant être étudiée lors d'une prochaine évolution du PLUi
- à l'intégration des projets qui ont émergés depuis l'arrêt de projet du PLUi et/ou issus de l'enquête publique
- à la mise en compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat (en cours d'élaboration et dont l'approbation est prévue fin 2021)
- à l'intégration de l'AVAP de la Ferté-Milon valant SPR (en cours d'élaboration et dont l'approbation est prévue fin 2020/début 2021)
- à la prise en compte de l'étude du BRGM (en fonction de son évolution) sur le territoire de la commune de Taillefontaine relative aux cavités souterraines
- à la prise en compte des révisions et modifications des PPRi impactant les communes du territoire, notamment celles de Chouy, Montgobert, Saint-Bandry et Soucy.
- à la prise en compte des études menées à l'échelle du territoire de la CCRV et/ou à l'échelle du PETR qui enrichiraient le PLUi, notamment dans le domaine du tourisme et des déplacements

Modalités de la concertation

La concertation a permis d'informer les professionnels, les associations mais aussi les habitants et de recueillir leurs remarques sur le projet de PLUi du territoire.

La collectivité a ainsi prévu dans sa délibération de prescription les modalités de concertation suivantes :

- Diffusion d'éléments d'information sur le contenu et l'avancement des études et de la procédure PLUi sur le site internet de la CCRV ;
- Diffusion d'information dans le magazine d'information de la CCRV ;
- Organisation de plusieurs réunions publiques tout au long de l'élaboration du PLUi ;
- Mise en place d'un registre de concertation dématérialisé et de deux registres de concertation papier au Pôle Aménagement du Territoire de la CCRV et à l'antenne de la CCRV de Vic-sur-Aisne.

Ces modalités ont été intégralement réalisées afin d'assurer une information la plus large possible sur le projet. Ont notamment été mises en place :

- La tenue de réunions dédiées aux Personnes Publiques Associées, le 15 octobre 2021 à 10h et le 13 mai 2022 à 10h00.
- La tenue de réunions publiques les 22 et 23 février 2022 à 19h.
- La tenue de réunions publiques les 17 et 18 mai 2022 à 19h

Ces modalités ont été mises en place de janvier 2021 à juillet 2022.

Les personnes intéressées ont été informées des dates et des modalités de la concertation et via :

- Le site internet de la CCRV, alimenté régulièrement, à compter de janvier 2021 : <https://www.cc-retz-en-valois.fr/vie-pratique/urbanisme/amenagements-territoire-intercommunal-plui/>
- La diffusion d'articles de presse dans le magazine de la CCRV ;
- La diffusion d'articles de presse dans la presse locale ;
- La diffusion d'information sur les réseaux sociaux et le site de la CCRV concernant la mise en place de la concertation et ses modalités ainsi que sur la tenue d'une réunion publique annoncée sur la page Facebook de la CCRV ;
- L'invitation des Personnes Publiques Associées (PPA), à participer aux réunions dédiées ;

Ces modalités avaient pour objectif :

1°) de rappeler les dates de la concertation ;

2°) de prévenir de la tenue d'une réunion publique sur le projet de PLUi ;

3°) de préciser que le projet était consultable en version papier dans les locaux de la CCRV et qu'un registre papier permettait de réagir à la CCRV;

4°) d'avertir que le projet était disponible en ligne sur le site Internet de la Communauté de Communes Retz-en-Valois et que des observations pouvaient être transmises via un registre dématérialisé : www.democratie-active.fr/concertation-plui-rlpi-retzenvalois/

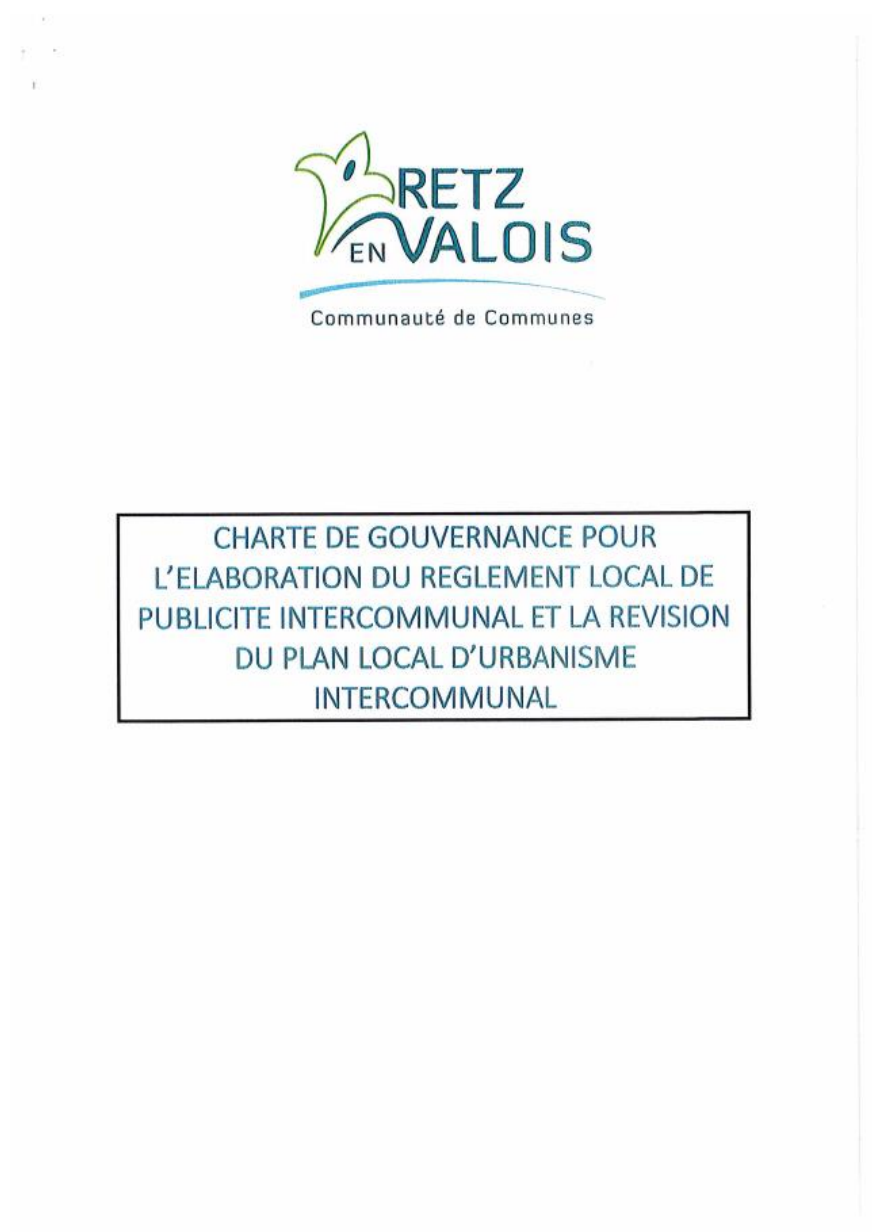
La commune remercie l'ensemble des contributeurs du projet. Cela a permis de co-construire le projet de PLUi.

PLANNING PREVISIONNEL

[illegible]

Concertation avec les mairies

Charte de gouvernance:



2020-2022

Préambule

Le PLUi est un document d'urbanisme. La CCRV a approuvé son premier Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) le 21 février 2020. Le PLUi est opposable sur le territoire de l'ex-CCVCFR couvert par un SCoT, depuis le 23 mars 2020 et sur le territoire de l'ex-CCPVA et de l'ex-CCOC, non couverts par un SCoT, depuis le 23 avril 2020. Le PLUi s'applique sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes Retz-en-Valois (537 km²).

Ce PLUi a remplacé les documents d'urbanisme communaux qui existaient auparavant sur 35 communes du territoire et couvre également les 19 communes qui n'en avaient pas. Ce document unique simplifie et rend cohérente la politique d'urbanisme sur l'ensemble de l'intercommunalité.

C'est un document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du territoire de la CCRV pour les années à venir. C'est aussi un outil réglementaire qui fixe les règles et les modalités de mise en œuvre du projet de territoire communautaire en définissant les règles d'utilisation des sols sur l'ensemble du territoire de la CCRV. Enfin, c'est un outil de programmation urbaine qui permet la mise en œuvre des projets d'aménagement urbain.

Le PLUi fixe des objectifs pour les 10 à 15 années à venir mais il ne s'agit pas d'un document figé. Il doit régulièrement évoluer en fonction des besoins du territoire et des éventuels changements législatifs. Le volet projet du PLUi nécessite de le suivre régulièrement pour l'adapter le plus finement possible aux besoins du territoire.

A ce jour, plusieurs modifications du PLUi sont nécessaires et justifient une révision du PLUi, dont les études pourraient être lancées début 2021.

La commune de Villers-Cotterêts est couverte par un Règlement Local de Publicité (RLP) arrêté le 14 janvier 2009. Ce document est annexé au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Retz-en-Valois (CCRV). La CCRV est compétente en matière de règlements locaux de publicité.

Le RLPI est un outil permettant aux collectivités d'adapter la réglementation nationale issue du code de l'environnement applicable en matière de publicité, enseigne et pré-enseigne.

Le RLPI définit une ou plusieurs zones où s'appliquent des règles plus restrictives que les prescriptions de la réglementation nationale en adaptant la réglementation à chaque partie du territoire, en fonction de ses spécificités et des enjeux en matière de cadre de vie. Il peut également comporter des assouplissements sur des points précis prévus par le code de l'environnement.

Le RLP permet notamment de contrôler l'implantation d'enseignes qui deviennent soumises à autorisation préalable et de réintroduire de la publicité dans les lieux où elle est en principe

interdite : zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques.

Depuis la loi dite « ENE » n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, la procédure d'élaboration ou de révision d'un RLP est identique à celle d'un PLUi. (Articles L.123-6 et suivants du Code de l'Urbanisme).

L'article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement a organisé la caducité des règlements locaux de publicité adoptés avant la loi ENE, prévoyant que « les réglementations spéciales qui sont en vigueur à la date de publication de [la loi ENE] restent valables jusqu'à leur révision et pour une durée maximale de dix ans à compter de cette date. ».

Cette disposition devait entraîner la caducité du RLP de Villers-Cotterêts au 14 juillet 2020.

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, a précisé que les RLP approuvés avant le 13 juillet 2010 ne seraient pas caducs le 13 juillet 2020, mais seulement le 13 juillet 2022, si l'élaboration d'un RLP intercommunal était prescrite avant le 13 juillet 2020.

L'article 29 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à la crise sanitaire a reporté de 6 mois l'échéance de caducité des RLP de 1^{re} génération.

La caducité du RLP de Villers-Cotterêts est ainsi actuellement fixée au 13 janvier 2021.

La CCRV a jusqu'au 13 janvier 2021 pour prescrire l'élaboration d'un RLPI intercommunal et bénéficier ainsi du report au 13 juillet 2022 pour éviter la caducité du RLP de Villers-Cotterêts.

La CCRV a sollicité la Ville de Villers-Cotterêts qui a manifesté son souhait de continuer à être couverte par un RLP.

Le retour au règlement national de publicité signifierait pour Villers-Cotterêts la perte de règles de protection très utiles, notamment sur les formats maximaux des dispositifs autorisés, la réglementation nationale étant plus permissive pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Par délibération en date du 11 décembre 2020, le Conseil Communautaire de la CCRV a prescrit la révision du PLUi et l'élaboration d'un RLPI. Ces procédures peuvent être mutualisées.

La présente Charte de Gouvernance a été rédigée afin de préciser l'esprit communautaire et collaboratif selon lequel le PLUi révisé et le RLPI devront être élaborés. Les éléments de cette Charte ont été présentés et validés lors de la conférence intercommunale des Maires du 06 novembre 2020. Cette Charte est annexée à la délibération en date du 11 décembre 2020 du Conseil Communautaire de la CCRV qui définit les modalités de collaboration entre la CCRV et les 54 communes membres relatives aux procédures de révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) et de l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI).

Objectifs liés à la révision du PLUi et à l'élaboration du RLPi

Les principaux objectifs poursuivis pour la révision du PLUi sont les suivants :

- La rectification des erreurs matérielles du PLUi en vigueur soulignées par les communes à la CCRV et par les services de la CCRV ;
- L'adaptation du règlement écrit en fonction de son application au sein du service commun de l'application du droit des sols de la CCRV ;
- La prise en compte des résultats de l'enquête publique relative à l'élaboration du PLUi approuvé le 21 février 2020, notamment en ce qui concerne :
 - les doléances du public et les demandes des conseils municipaux pour lesquelles la CCRV a émis un avis favorable mais qu'elle n'a pas pu prendre en compte avant l'approbation du PLUi pour des raisons juridiques ou techniques et devant être étudiées lors d'une prochaine évolution du PLUi ;
 - les préconisations de la Commission d'Enquête qui n'auraient pas déjà été prises en compte ;
 - les préconisations issues des avis des personnes publiques associées dont celui de la MRAE qui n'auraient pas déjà été prises en compte ;
- L'intégration des projets qui ont émergé depuis l'arrêt de projet du PLUi et/ou issus de l'enquête publique.
- La mise en compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat (en cours d'élaboration et dont l'approbation est prévue fin 2021) ;
- L'intégration de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de la Ferté-Milon valant Site Patrimonial Remarquable (SPR) (en cours d'élaboration et dont l'approbation est prévue début 2021) ;
- La prise en compte de l'étude du BRGM sur le territoire de la commune de Taillefontaine relative aux cavités souterraines (en fonction de son évolution) ;
- La prise en compte des révisions et modifications des PPRI impactant les communes du territoire, notamment celles de Chouy, Montgobert, Saint-Bandry et Soucy ;
- La prise en compte des études menées à l'échelle du territoire de la CCRV et/ou à l'échelle du PETR qui enrichiraient le PLUi, notamment dans le domaine du tourisme et des déplacements.

Les principaux objectifs poursuivis pour l'élaboration du RLPI sont les suivants :

- Éviter la caducité du RLP de Villers-Cotterêts au 13 janvier 2021 ;
- Étudier si des règles différentes de la réglementation nationale en matière de publicités pourront être instaurées pour d'autres communes de la CCRV.

Les 4 engagements communautaires pour la co-construction du PLUi

1. La CCRV veille à ce qu'une place pleine et entière soit faite aux élus des communes et à leurs équipes, tout au long de la révision du PLUi et de l'élaboration du RLPI.
2. La CCRV prend l'engagement qu'au travers de l'élaboration du RLPI et la révision du PLUi, chaque commune soit pleinement associée à la construction du projet.
3. La CCRV s'engage à ne pas s'opposer aux évolutions souhaitées par les communes dans la mesure où celles-ci sont réalisables juridiquement et techniquement à un coût d'études maîtrisé et qu'elles ne sont pas contradictoires avec les objectifs validés par le Conseil Communautaire, ni avec le cadre réglementaire national.
4. La CCRV s'engage, lorsqu'un projet communautaire représente une évolution significative dans une commune, à réaliser une étude au plan technique, social et financier, afin notamment de vérifier si la commune concernée est en capacité de faire face aux coûts induits à sa seule charge. Si l'étude met en évidence que cette commune est dans l'incapacité de s'engager financièrement, une concertation devra avoir lieu avec la CCRV pour trouver les financements nécessaires. À défaut le projet sera différé pour que la commune puisse s'organiser en conséquence.

Les instances de collaboration

Le Conseil Communautaire

- ✓ adopte la Charte de Gouvernance du PLUi et du RLPI, dans laquelle figurent les modalités de co-construction ;
- ✓ prescrit le RLPI et la révision du PLUi ;
- ✓ débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi et sur les orientations du RLPI ;
- ✓ arrête le projet de PLUi révisé et de RLPI avant l'enquête publique ;
- ✓ approuve le PLUi révisé et le RLPI ;

La Conférence Intercommunale des Maires :

- ✓ rassemble l'ensemble des maires des communes membres ;
- ✓ approuve les modalités de collaboration et de co-construction à inscrire dans la charte de gouvernance du PLUi et du RLPi ;
- ✓ est réunie après l'enquête publique sur le projet de PLUi arrêté et avant l'approbation.

Le Comité de Pilotage :

- ✓ est composé du :
 - de Monsieur le Président de la CCRV ;
 - de Monsieur le Vice-président à l'aménagement du territoire et des partenariats supra-communautaire ;
 - de l'ensemble des autres Vice-présidents ;
 - des membres du bureau communautaire ;
 - de l'ensemble des maires du territoire ;
 - de la Directrice générale des services.
- ✓ est réuni à chaque étape importante de la procédure qu'il valide.
- ✓ coordonne l'élaboration du RLPi et de la révision du PLUi et des éventuelles études complémentaires.
- ✓ s'assure de la bonne marche du projet.

Le Comité Technique :

- ✓ est composé :
 - du Vice-président à l'aménagement du territoire,
 - du Directeur du pôle Aménagement du Territoire,
 - de la chargée de mission Urbanisme.
- ✓ constitue l'interlocuteur privilégié de la maîtrise d'œuvre (bureau d'étude),
- ✓ assure la conduite technique et administrative de l'ensemble de la procédure,
- ✓ organise le travail de l'ensemble des autres instances,
- ✓ anime la concertation avec les communes.

Les Personnes Publiques Associées :

- ✓ sont listées à l'article L121-4 du code de l'urbanisme ;
- ✓ sont réunies à chaque étape importante de la procédure ;
- ✓ leur association n'est pas formalisée, elle peut prendre la forme de réunions thématiques organisées en fonction de l'état d'avancement du projet, mais également de tout procédé qui permette une élaboration associée effective.

Les Groupes de Travail Thématiques :

- ✓ sont créés au besoin pour étudier de façon approfondie une problématique spécifique.

Les outils de la co-construction du PLUi

- ✓ Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.
- ✓ Lorsqu'une commune membre de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de plan local d'urbanisme à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.
- ✓ Chaque année sera organisée par la CCRV un débat sur la politique locale de l'urbanisme, qui permettra aux maires et conseillers communautaires d'échanger sur le projet de territoire de la CCRV et de formuler des propositions, pouvant justifier, le cas échéant, la modification du document d'urbanisme.

Rendez-vous communaux :

En lien avec le bureau d'études Altereo en charge de la révision du PLUi, la CCRV a organisé des rendez-vous communaux destinés à étudier la faisabilité et l'opportunité des modifications du règlement graphique et écrit du PLUi avec chacun des maires des 54 communes.

De plus, les communes ont été associées tout au long de la procédure pour la récolte des besoins, l'étude ou la validation des modifications apportées aux différentes pièces du PLUi.

			NOM	MAIRIE
VILLERS-COTTERETS au 35 rue du Général Leclerc pôle ADT)	lundi 13/12/2021	8h45-9h30	M. KIPRIJANOVSKI	Mairie de Noroy-sur-Ourcq
		9h30-10h15	M.GOBBE	Mairie de Soucy
		10h15-11h00	M.CHAUVIN	Mairie d'Haramont
		11h00-11h45	M. MOLLARD	Mairie de Coeuvres-et-Valsery
		11h45-12h30	M. DAVALAN	Mairie de Longpont
		13h30-14h15	M. BAZIN	Mairie de Saint Pierre Aigle
		14h15-15h00	Mme VALIERGUE	Mairie de Taillefontaine
		15h00-15h45	Mme OLRy	Mairie de Oigny-en-Valois
		15h45-16h30	Mme POTTIER	Mairie de Vezaponin
	mardi 14/12/2021	8h45-9h30	M. LETRILLART	Mairie de Cutry
		9h30-10h15	M. NELATON	Mairie de Coyolles
		10h15-11h00	M. PHILIPON	Mairie de Chouy
		11h00-11h45	M. DANGER	Mairie de Fleury
		11h45-12h30	M.HERMAN	Mairie de Vivrières
		13h30-14h15	M. SIODMAK	Mairie de Retheuil
		14h15-15h00		
		15h00-15h45		
		15h45-16h30		
		16h30-17h15		
		17h15-18h00		
VIC-SUR-AISNE, salle Pinson, rue Lucien Damy (à l'entrée à gauche de la salle polyvalente)	mercredi 15/12/2021	9h00-9h45	Mme MOUNY	Mairie de Montigny-Lengrain
		9h45-10h30	M. THIEL	Maire de la commune de Vassens
		10h30-11h15	M. RUELE/Mme DEVAL	Mairie de Vic-sur-Aisne
		11h15-12h00	Mme DESCAMPS/M. BOUVIER	Mairie d'Ambleny
		14h00-14h45		
		14h45-15h30		
		15h30-16h15		

		16h15-17h00	M. ZIMMER	Mairie de Fontenoy
		17h00-17h30	M. THERON	Mairie d'Audignicourt
LA FERTE-MILON, Mairie de La Ferté-Milon	jeudi 16/12/2021	9h00-9h45	M. DAVIN Benoît	Mairie de Mortefontaine
		9h45-10h30	M. CARION	Mairie de Dammard
		10h30-11h15	M. DESBOVES	Mairie d'Ancienville
		11h15-12h00	Mme GAUTIER	Mairie de Troësnes
		13h30-14h15		
		14h15-15h00		
		15h00-15h45		
		15h45-16h30		
		16h30-17h15		
VILLERS-COTTE- RETS au 35 rue du Général Le- clerc pôle ADT)	vendredi 17/12/2021	8h45-9h30	Mme LE FRERE/M. LAVOIX	Mairie de La Ferté Milon
		9h30-10h15	M. BERSON	Mairie de Dommiers
		10h15-11h00	M. SEGUIN	Mairie de Dampleux
		11h00-11h45	M. BRIFFAUT	Mairie de Villers-Cotterêts
		11h45-12h30		
		13h30-14h15		
		14h15-15h00		
		15h00-15h45		
		15h45-16h30		
		16h30-17h15		
		17h15-18h00		

Comptes rendus des réunions de concertation

Réunion à destination des Personnes Publiques Associées :

- Réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 15 octobre 2021



COMPTE-RENDU DE RÉUNION Vendredi 15 octobre 2021 10h00 - siège CCRV

E21147 - Révision du PLUi de la CC Retz en Valois

Type de réunion : Réunion des personnes publiques associées - PADD et diagnostic RLPI

Participants

Nom et prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
Eve CŒUR	Altereo	Responsable d'agence	e.coeur@altereo.fr 07 62 36 82 86
Mélanie BRELAY	Altereo	Cheffe de projet PLUi	m.brelay@altereo.fr 06 72 76 25 73
Julie FAUVEL	Go Pub	Cheffe de projet RLPI	julie.fauvel@ccpubconseil.fr 06 75 89 18 37
Alexandre de MONTESQUIOU	CC Retz en Valois	Président - Maire de Montgobert	
Jean-Pascal BERTON	CC Retz en Valois	1 ^{er} Vice-président à l'ADT Maire de Dommiers	
Édouard JUN	CC Retz en Valois	Directeur du Pôle Aménagement du Territoire	e.jun@retzenvalois.fr
Loïc FRANÇOIS	CC Retz en Valois	Chargé d'étude urbanisme	l.francois@retzenvalois.fr 03 23 96 99 91
Emmanuelle QUEVAL	DDT		
Adrien JUBAULT	Chambre d'agriculture (02)	Chargé d'étude en urbanisme	
Xavier MICHEL	Commune Saint-Pierre les Bitry	Maire-Adjoint	
Cécile PITON	Conseil départemental (02)	Direction de la voirie départementale	

Objet de la réunion

La présentation porte sur les présentations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi et du diagnostic du RLPI.

Les supports de présentations PLUi et RLPI et le PADD du PLUi ont été envoyés en amont aux participants.

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Présentation du PLUi – Évolution du diagnostic et du PADD

La réunion débute par la présentation de l'évolution du PLUi aux personnes publiques associées.

Mélanie BRELAY (ALTEREO) présente les différentes évolutions souhaitées par la CCRV ayant conduit au lancement de la révision du PLUi. Après une approbation du PLUi en février 2020, cette révision lancée en avril 2021 vise à ajuster le document existant sur certains points précis, sans remise en cause du projet de territoire du PLUi approuvé validé par les élus.

Les évolutions réalisées à ce stade sont présentées :

- mise à jour des données sociodémographiques, économiques et résidentielles du diagnostic du PLUi, sur la base des données INSEE 2018
- mise à jour du diagnostic au regard des documents supra-communaux : SRADDET des Hauts de France (adopté le 30 juin), Schéma directeur Cyclable du Soissonnais et du Valois (version arrêtée en avril 2021), Programme Local de l'Habitat intercommunal de la CCRV (PLHi, version arrêtée en mars 2021)
- mise à jour du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) : objectifs chiffrés d'évolution de la population et de production de logements ; prise en compte des retours des élus formulés lors du COPIL de présentation du PADD du 17 septembre 2021

L'actualisation des données sociodémographiques et la prise en compte du PLHi, faisant état d'une dynamique de développement de la population plus mesurée que celle prévue dans le PLUi en vigueur, le PADD est actualisé en conséquence. Les objectifs d'évolution de croissance de la population ont été recalculés et la répartition du nombre de logements à produire ont été réévalués à l'échelle du territoire mais aussi des secteurs.

La prise en compte de ces nouveaux objectifs de production de logements et l'actualisation du potentiel de création de logements au sein de l'enveloppe urbaine ont permis de redéfinir les besoins en extensions : Pour répondre à l'objectif de production de logements revu à la baisse, 23 ha d'extensions sont désormais prévus, contre 28 ha dans le PLUi en vigueur.

	Objectif PLUi en vigueur	Objectif actualisé - Révision du PLUi
Territoire CCRV		
Logements à produire horizon 2035	2 645 logements	2 448 logements

Objectifs actualisés détaillés horizon 2035 – Révision PLUi :

- Potentiel de création dans l'enveloppe urbaine : 2 024 logements (selon une densité moyenne de 12 lgts/ha pour les communes hors Villers-Cotterêts et 34 lgts/ha pour Villers-Cotterêts)
- Logements à créer en extension : 424 logements soit 20 ha (202 logements soit 13 ha pour les communes hors Villers-Cotterêts selon une densité moyenne de 15 lgts/ha ; 222 logements soit 6,3 ha pour Villers-Cotterêts selon une densité moyenne de 35 lgts/ha)
- Extensions actualisées prévues par le PLUi : 457 logements sur une surface d'extension (zones AU) de 23 ha (avec 12,3 ha sur le secteur Vallée de l'Aisne, 1,67 ha sur le secteur des Plaines et 9,5 secteur sur le secteur Forêt de Retz dont 6,3ha pour la commune de Villers-Cotterêts)

Remarques sur les tendances du territoire

Malgré une tendance de ralentissement de la dynamique de territoire la CCRV constate qu'avec la crise sanitaire des franciliens rachètent des maisons sur les départements de l'Aisne et de l'Oise.

Remarques sur les objectifs chiffrés du PADD

La chambre d'agriculture s'interroge sur la justification des prévisions d'accueil de nouveaux habitants sur les 18 prochaines années selon une dynamique plus forte que celle constatée actuellement.

La CCRV indique qu'un certain nombre de projets à venir permettent d'envisager une redynamisation du territoire à moyen terme : projet d'usines à Vic-sur-Aisne ; projet de château à Villers-Cotterêts ; projet d'écoquartier à Ressons-le-Long ; opération Nexity à Villers-Cotterêts. A cela s'ajoute les dynamiques d'emplois suscitées par le nombre important d'entreprises à Villers-Cotterêts et l'influence du secteur de Soissons (entreprise Rockwool).

Mme QUEVAL (DDT) demande des précisions sur les chiffres de production de logements. Elle indique que le dossier du PLUI est suivi par M. LOMBARD. À ce stade la DDT n'a pas de remarque particulière à formuler.

La CCRV indique que les remarques sur le PADD devront être transmises au plus vite, pour une prise en compte dans la version devant être débattue le 12 novembre.

ALTEREO demande à la DDT la possibilité d'avoir un retour sur la prise en compte du SRADET dans le PLUI, la région se concentrant sur la prise en compte du SRADET dans le SCoT.

Présentation du RLPI – Réalisation du diagnostic

Julie FAUVEL (GO PUB) anime à l'appui d'un support Powerpoint la réunion RLPI. L'objet de cette réunion est de présenter le diagnostic réalisé et de proposer les premières orientations du territoire.

Dans un premier temps, le diagnostic aborde les spécificités nationales puis locales en matière de publicité extérieure et dresse l'état des lieux en matière de publicité extérieure sur le territoire.

Les objectifs de la CCRV fixés dans la délibération de prescription du 11 décembre 2020 et complétés par la délibération du 24 septembre 2021 sont également rappelés.

Cette réunion donne lieu à plusieurs échanges :

- **Concernant les préenseignes dérogatoires** : La représentante de la DDT indique que les préenseignes dérogatoires ont fait l'objet d'une réforme importante il y a quelques années. Cette réforme explique notamment les raisons du nombre d'infraction élevé dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants. En effet, le bureau d'études rappelle qu'avant 2015 il était possible de signaler, par des préenseignes dérogatoires, les activités utiles aux personnes en déplacement (restauration, hébergement, station-service, etc.). Depuis 2015, la liste des préenseignes dérogatoires est beaucoup plus restrictive. Elle ne concerne plus que 4 types d'activités :
 - o les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
 - o les activités culturelles ;
 - o les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;
 - o à titre temporaire, les opérations exceptionnelles et manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique.

Le bureau d'études précise également que les produits de la ferme ne sont pas considérés comme des produits du terroir. Néanmoins, le département à une application souple de la réglementation nationale. Le président de la CCRV indique qu'il conviendra de préciser cette application pour ne pas handicaper certaines activités, surtout dans la logique actuelle de mise en valeur des circuits courts.

- **Concernant la mise en conformité des supports illégaux** : Le Code de l'environnement pose des délais et une procédure précise. Les délais de mise en conformité sont les suivants :

Infraction au Code de l'environnement		Infraction au RLP
Publicités et préenseignes	Mise en conformité sans délai	Délai de 2 ans à compter de l'approbation du RLP pour se mettre en conformité
Enseignes	Mise en conformité sans délai	Délai de 6 ans à compter de l'approbation du RLP pour se mettre en conformité

Le bureau d'études précise que ces délais ne peuvent être modifiés.

- **Sur la possibilité d'être plus permissif que la réglementation nationale** : Le bureau d'études précise qu'un RLP ne peut être que plus restrictif que la réglementation nationale, à l'exception des possibilités de réintroduction de la publicité dans les secteurs d'interdiction relative de publicité (art. L.581-8 du C. env.). En 2009, il était possible d'avoir des règles plus permissives mais la réforme de la réglementation en matière de publicité extérieure est venue restreindre ces possibilités.
- **Sur l'application de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE)** : Le bureau d'études indique que la mise en place de la TLPE est indépendante de l'élaboration du RLPI. En effet, la TLPE est mise en place à la discrétion des communes en fonction des barèmes de droit commun fixés par la loi et réévalué annuellement. Des exonérations légales sont également prévues. Pour être appliquée, la TLPE doit faire l'objet d'une délibération spécifique. La compétence TLPE peut être transférée à un EPCI sous certaines conditions. Actuellement, ce n'est pas le cas sur la CCRV, la compétence TLPE reste communale et seule Villers-Cotterêts l'applique.
- **Sur les chartes nationales de certains groupes** : La représentante de la DDT indique que la CCI, lors d'une réunion de travail sur le RLP de Lens a précisé que la réglementation locale puisse prendre en compte les chartes nationales de certaines grandes enseignes. Le bureau d'études indique que ces chartes n'ont pas de valeur juridique contrairement au Code de l'environnement et au RLPI. Ainsi, c'est normalement la réglementation nationale et locale qui s'appliquent en priorité. Par ailleurs, l'application du RLPI appartiendra à chaque Maire. Ceux-ci pourront être plus ou moins souple dans son application.

Date de la prochaine réunion RLPI :	21 Octobre 2021
Ordre du jour :	Présentation du diagnostic aux professionnels de l'affichage
Date de la prochaine réunion PLUI :	19 Novembre 2021 à 10h
Ordre du jour :	COPIL Évolutions réglementaires

EN L'ABSENCE DE REMARQUES SOUS UN DÉLAI DE 15 JOURS, LE COMPTE RENDU EST RÉPUTÉ APPROUVÉ PAR TOUS LES INTERVENANTS

- Réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 13 mai 2022



COMPTE-RENDU DE RÉUNION

Vendredi 13 mai 2022

10h00 - siège CCRV

E21147 - Révision du PLUi de la CC Retz en Valois

Type de réunion : Réunion des personnes publiques associées – 2^e débat du PADD et avancement phase réglementaire du PLUi

Participants

Nom et prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
Mélanie BRELAY	Altereo	Cheffe de projet PLUi	m.brelay@altereo.fr 06 72 76 25 73
Florence LAVIGNE	Go Pub	Cheffe de projet RLPI	florence.lavigne@gopubconseil.fr 07 48 88 49 34
Alexandre de MONTESQUIOU	CC Retz en Valois	Président – Maire de Montgobert	
Jean-Pascal BERSON	CC Retz en Valois	1 ^{er} Vice-président à l'ADT Maire de Domiers	
Édouard JUN	CC Retz en Valois	Directeur du Pôle Aménagement du Territoire	e.jun@retzenvalois.fr
Loïc FRANÇOIS	CC Retz en Valois	Chargé d'étude urbanisme	l.francois@retzenvalois.fr 03 23 95 99 91
Olivier LOMBARD	DOT		
Jean-Sébastien BRES	DOT		
Adrien JUBAULT	Chambre d'agriculture (02)	Chargé d'étude en urbanisme	
Amandine TALLE	DGD CCOC		
Maxime BLIN		Chargé de développement	
Xavier MICHEL	Commune Saint-Pierre les Bâty	Maire-Adjoint	
Cécile POTTER	CCPV Mardres	Vice présidente 1 ^{ère} adjointe	
Cécile PITON	Conseil départemental (02)	Direction de la voirie départementale	
Maria Godeleine GANVET	CCI de l'Aisne		
Emmanuel DURU	PETR du Soissonnais		
Uella HARD	CA de Soissons		

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Objet de la réunion

La présentation porte sur la présentation des évolutions apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi et aux documents réglementaires.

Les documents mis à jour du PLUi (PADD, plans de zonage et le règlement) ont été mis à la disposition des personnes publiques associées en amont de la réunion.

Évolution du PADD

La réunion débute par la présentation de l'évolution du PLUi.

Altereo rappelle que cette réunion PPA fait suite à une première réunion PPA qui s'est tenue en octobre 2021 et portait sur l'évolution apportée au PADD notamment l'objectif de développement de la population et création de logements.

Afin d'intégrer un projet touristique de rayonnement intercommunal (Parc Résidentiel de Loisirs à Berny-Rivière, le PADD a été modifié et débattu une seconde fois courant mars 2022. À cet effet la mention du projet a été précisée et les objectifs chiffrés de modération de la consommation des espaces ont été mis à jour. Les ajustements demandés par les communes lors de leur consultation en décembre, entraînant quelques évolutions des surfaces en habitat, équipements et activités ont aussi pu être pris en compte dans la mise à jour de ces objectifs.

Les surfaces concernant les deux équipements d'envergure du territoire (Cité internationale de la Langue française à Villers-Cotterêts et PRL de Berny-Rivière) sont précisées séparément par rapport à la consommation foncière globale destinée aux équipements.

Altereo indique l'emprise du projet de camping de Berny-Rivière. Pour sa mise en œuvre une évolution réglementaire du PLUi et du PPRI est nécessaire. L'évolution du PLUi pour l'emprise globale du projet est prévue en deux temps : la moitié de la superficie du terrain est intégrée en zone AU et l'autre conserve un zonage agricole à ce stade.

L'intégration d'un tel projet est jugée optimiste au regard des enjeux que soulève la logique du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

M. le Président de la CCRV indique que des dérogations sont possibles selon les projets d'envergure de territoire et que l'intégration de ce projet se fait en consultation régulière avec les services de l'état et du préfet.

M. Jun précise que pour la surface qui concerne le projet du château de Villers-Cotterêts, celle-ci englobe le domaine mais qu'il n'y aura pas d'artificialisation du parc. M. Lombard confirme que cette donnée avait bien été observée comme cela lors de la précédente révision du PLUi.

Par ailleurs la DDT indique que cette révision consiste en une mise à jour du PLUi, dont les objectifs de croissance modérée mis à jour selon le PLH s'inscrivent dans la logique de limitation de l'impact de la consommation foncière.

Synthèse des évolutions apportées aux documents réglementaires

Altereo présente ensuite les principales évolutions apportées aux documents réglementaires.

Plusieurs nouveaux secteurs ont été créés pour répondre à des besoins spécifiques :

- Un secteur N-pv dédié à l'installation de centrales solaires (destination autorisée jusqu'ici en zone A mais pas en zone N). Un secteur a ainsi été créé à Villers-Cotterêts sur un espace de friche pour permettre la création d'un projet déjà identifié.
- Un secteur Np a été créé pour permettre des évolutions sur deux sites patrimoniaux, afin de permettre des projets en accord avec les volumes et caractéristiques architecturales de ces domaines. M. Jun précise par ailleurs que le projet sur le site de Bourfontaine est encadré par la DRAC et un architecte du patrimoine.
- Trois secteurs AU ont été ajoutés pour apporter une traduction réglementaire à trois nouvelles zones AU (2 zones AU à destination d'habitat à Vic-sur-Aisne, et une zone AU à destination d'équipement pour le PRL de Berny-Rivière.)
- Un STECAL a été ajouté sur le parc de Viviers pour un projet de chalets touristiques sur pilotis. La possibilité de création d'habitations légères de loisirs a été ajoutée au règlement du STECAL UHh pour permettre le projet.

- D'autres précisions ont été apportées suite à l'application du règlement par les services instructeurs sur l'implantation par rapport aux limites séparatives, sur les annexes de moins de 20m² et sur l'interdiction des antennes relais et éoliennes en zones As et Ns.

M.Lombard alerte sur une implantation possible des annexes à 1m de la limite séparative pouvant devenir des zones de dépôts et gêner le voisinage. E.Jun indique que cette proposition de règle est reprise de l'ancien PLU de Villers-Cotterêts.

Altereo présente l'évolution législative concernant la création d'un échancier dans les OAP pour l'ouverture à l'urbanisation des zones AU. Les délais sont proposés sur un échancier basé sur des échéances court/moyen et long termes par période de 2 ans. E.Jun indique que les propositions ont été faites et doivent être validées par les élus.






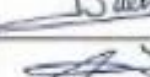
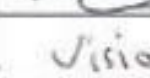
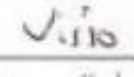
Mme Ganivet alerte sur des délais court terme qui ne tiendraient pas compte de délais de travaux notamment de fouilles archéologiques. La DDT indique que ces délais sont indicatifs, pour permettre aux collectivités de suivre l'ouverture à l'urbanisation de ces secteurs.

Un échange sera à prévoir entre la CCRV et la DDT au sujet du boulevard urbain à Villers-Cotterêts avec que le PLU puisse en tenir compte si possible (intégration périmètre).

Date de la prochaine réunion PLU :	17 Mai 2022 à 19h
Ordre du jour :	Réunion publique

EN L'ABSENCE DE REMARQUES SOUS UN DÉLAI DE 5 JOURS, LE COMPTE RENDU EST REPUTÉ APPROUVÉ PAR TOUTS LES INTERVENANTS.

Région de l'Aisne
Région des Prisonniers Publiques Associés
DU 15 MAI 2022

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
TALLE	Amélie	XG CCOC	
Blin	Maxime	Charge développement	
LOMBART	Olivier	DDT	
BRES	Benoît	DDT	
TRICHEL	Xavier	Adjoint St Pierre les Broy	
JUN	Edouard	Directeur pôle ADP	
POTIER	Cécile	Vice PDG CCA 1er Adjoint pôle	
SUBAULT	Adrien	CAOZ	
GANIVET	Marie-Gabrielle	CCI de l'Aisne	Visio
DURU	Emmanuel	PETR Siennais	Visio
PITON	Cécile	Conseil départemental	Visio
HARO	Ulielle	CA de l'Aisne	Visio

Réunions à destination du public :

- Réunion publique du 22 février 2022 à Villers-Cotterêts



COMPTE-RENDU DE RÉUNION
Mardi 22 janvier 2022
19h00 – Salle Demoustier Villers-Cotterêts

E21147 - Révision du PLUi de la CC Retz en Valois

Type de réunion : Réunion publique

Participants

Nom et prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
Jean-Pascal BERSON	CC Retz en Valois	Elu communautaire Maire de Dommiers	
Édouard JUN	CC Retz en Valois	Directeur du Pôle Aménagement du Territoire	e.jun@retzenvalois.fr
Loïc FRANCOIS	CC Retz en Valois	Chargé d'étude urbanisme	l.francois@retzenvalois.fr 03 23 96 99 91
Mélanie BRELAY	Altereo (PLUi)	Urbaniste - Cheffe de projet	m.brelay@altereo.fr 06 72 76 25 73
Floriane LAVIGNE	Go Pub Conseil (RLPi)	Urbaniste - Responsable de Projets	floriane.lavigne@gopubconseil.fr 07 48 88 49 34
Public : cf feuilles émagement en pièces jointes			

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Compte-rendu de réunion

Objet : Réunion publique organisée dans le cadre des missions PLUi et RPLi

La réunion débute à 19h00.

Deux réunions publiques conjointes ont été fixées les 22 et 23 février 2022, en phase réglementaire d'élaboration des missions de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et du Règlement Local de Publicité intercommunal.

La réunion se déroule en deux temps : une présentation de la mission du PLUi puis la présentation portant sur le RPLi.

Le bureau d'étude Altereo présente l'objet de la révision du PLUi, la structuration des documents règlementaires, et les principales observations recueillies à ce jour ainsi que l'organisation du travail.

Un rappel des temps et moyens de concertation prévus sur la mission sont rappelés. La CCRV indique, sous réserve de validation du report de calendrier en COPIL du 4 mars 2022, qu'une nouvelle réunion publique devrait être prévue avant l'arrêt.

Un administré questionne la CCRV au sujet de l'éolien et des possibilités d'établir un cadre sur certains secteurs. La CCRV indique que l'éolien peut difficilement être réglementé. La Communauté de communes est sollicitée mais pour avis simple.

Une question est posée sur la prise en compte des risques (notamment cavités) dans le PLUi. La CCRV indique que l'ensemble des documents liés aux risques constituant des servitudes sont pris en compte par le PLUi. Les cavités lorsqu'elles sont connues font l'objet de relevés cartographiques qui sont reportés sur le plan de zonage du PLUi. C'est notamment le cas pour la commune de Taillefontaine où une étude spécifique a été réalisée.

M. Jun vient apporter des compléments sur les enjeux de limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles liés aux zones AU, abordés dans le déroulé de la présentation. Il indique que la Loi Climat et Résilience vient renforcer l'analyse de la consommation foncière et limiter les possibilités d'extensions, avec un objectif de diminution par 2 de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers à 10 ans, et un objectif de zéro artificialisation nette en 2050.

La réunion est close à 20h40.

Date de la prochaine réunion :

23 février 2022


Ordre du jour :

Réunion publique

EN L'ABSENCE DE REMARQUES SOUS UN DÉLAI DE 15 JOURS, LE COMPTE RENDU EST RÉPUTÉ APPROUVÉ PAR TOUS LES INTERVENANTS

RLPi
REUNION PUBLIQUE

DU 22 FEVRIER 2022

NOM	PRENOM	FONCTION/ETABLISSEMENT	SIGNATURE
MASCITTI	Alain	ETS MASCITTI SA	
COLLIN	Sylvie	Particulier Villiers Cottreêts	
H. Blangéot Cousot	Charles	Particulier Matoferme	
CHAVIN	CHRISTIAN	Maître Harnat	
Blangéot	Eveline	Particulier Villiers Cottreêts	
Dequecher	Jean Claude	Emprise	
LEPORCE	Vincent	Agence LEPORCE	
Helminger	Betty	Amx Harnat Plais, rs	
JARNO	François	EPOXY 02	
COLIARD	Philippe	Villiers Cottreêts Hôtel de la gent	
SIKORSKI	JACQUES	Villiers Cottreêts	
SAADI AHMED	Brahim	SAB Adhésif Enseigne / Signalétique	

- Réunion publique du 23 février 2022 à Ambleny



COMPTE-RENDU DE RÉUNION
Mercredi 23 janvier 2022
19h00 – Salle La Vigne Catherine Ambleny

E21147 - Révision du PLUi de la CC Retz en Valois

Type de réunion : Réunion publique

Participants

Nom et prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
Jean-Pascal BERSON	CC Retz en Valois	Elu communautaire Maire de Dommiers	
Édouard JUN	CC Retz en Valois	Directeur du Pôle Aménagement du Territoire	e.jun@retzenvalois.fr
Loïc FRANCOIS	CC Retz en Valois	Chargé d'étude urbanisme	l.francois@retzenvalois.fr 03 23 96 99 91
Mélanie BRELAY	Altereo (PLUi)	Urbaniste - Cheffe de projet	m.brelay@altereo.fr 06 72 76 25 73
Floriane LAVIGNE	Go Pub Conseil (RLPi)	Urbaniste - Responsable de Projets	floriane.lavigne@gopubconseil.fr 07 48 88 49 34
Public : cf feuilles élargement en pièces jointes			

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Compte-rendu de réunion

Objet : Réunion publique organisée dans le cadre des missions PLUi et RPLi

La réunion débute à 19h00.

Deux réunions publiques conjointes ont été fixées les 22 et 23 février 2022, en phase réglementaire d'élaboration des missions de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et du Règlement Local de Publicité intercommunal.

La réunion se déroule en deux temps : une présentation de la mission du PLUi puis la présentation portant sur le RPLi.

Le bureau d'étude Altereo présente l'objet de la révision du PLUi, la structuration des documents règlementaires, et les principales observations recueillies à ce jour ainsi que l'organisation du travail.

Plusieurs observations sont formulées au cours de la présentation :

Un administré s'oppose à la règle d'inconstructibilité en lisière des boisements principaux dans une bande de 50m qui selon lui n'est pas suffisamment justifiée. Altereo indique qu'une orientation de protection est présente dans le SCoT de la CC Villers-Cotterêts-Forêt-de-Retz, ayant conduit à cette traduction réglementaire de manière généralisée sur tout le PLUi par souci de cohérence. M.Jun précise que cette règle s'appuie sur celle qui était présente dans le PLU de Villers-Cotterêts. Un rendez-vous est fixé entre la CCRV et l'administré pour échanger plus en détail sur le sujet.

Par ailleurs, l'administré s'étonne d'écarts de dénomination entre les zonages antérieurs et ceux du PLUi, qui selon lui ne tiennent plus compte de la typologie existante. M.Jun indique qu'il faut observer la description et teneur du nouveau règlement vis-à-vis de la zone et non comparer les noms de zones entre anciens et nouveaux règlements.

Un administré réagit au sujet de la consommation des zones agricoles. Selon lui, la réglementation (Loi Notre) n'a pas été respectée car des zones en extensions ont été autorisées sur les zones agricoles.

M. Jun rappelle le cadre dans lequel s'inscrivent les possibilités d'implantations en zones agricoles. Les surfaces en extensions sont encadrées par les SCoT. Dans le cas de communes non couvertes par un SCoT les demandes d'extensions sont soumises pour avis à la CDPENAF et à demande de dérogation préfectorale.

Altereo précise par ailleurs que le code de l'urbanisme est assez strict sur les possibilités de constructions en zones A et N, et certaines des possibilités autorisées sont également soumises à avis de la CDPENAF.

Plusieurs élus interrogent la collectivité au sujet du projet de camping de Berry-Rivière et de sa superficie. La CCRV indique que le projet prévoit une emprise de 90ha. Mme Delval, élue de Vic-sur-Aisne ne comprend pas la possibilité d'extension qui serait offerte à ce type d'activité alors qu'aucune extension n'est possible à Vic-sur-Aisne pour le développement de l'habitat. Un ancien élu indique le paradoxe à vouloir développer le projet sur une zone actuellement identifiée au PPRI.

La CCRV indique avoir connaissance de ces problématiques, que les faisabilités sont étudiées et que le projet est observé pour sa valeur économique et les retombées pour le territoire.

Mme Delval indique son étonnement d'être informée du projet au travers du PLUi et non via la commission de développement économique.







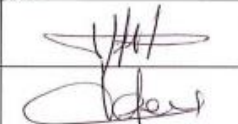
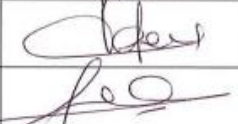


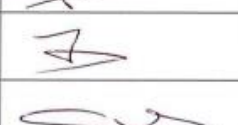


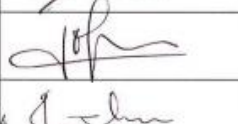
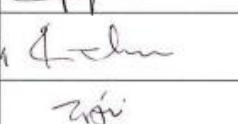
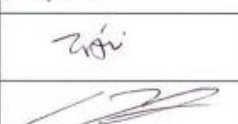

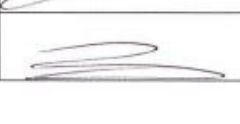
La CCRV indique que le projet va être présenté en comité de pilotage le 4 mars prochain. Les élus pourront aussi se prononcer sur l'intégration du projet dans le PADD lors du nouveau débat du PADD.

La réunion est close à 20h45.

Date de la prochaine réunion :	4 Mars 2022
Ordre du jour :	COPIL

EN L'ABSENCE DE REMARQUES SOUS UN DÉLAI DE 15 JOURS, LE COMPTE RENDU EST RÉPUTÉ APPROUVÉ PAR TOUS LES INTERVENANTS

RUP
REUNION PUBLIQUE
DU 23 FEVRIER 2022

NOM	PRENOM	FONCTION/ETABLISSEMENT	SIGNATURE
MOUZY	Chantal	Maire	
Descamps	Isidore	CCAR	
DAUPHY	Soef	Montey	
Dauphy	Christelle	Montigny	
CHOPIN	Christine	Resident	
BOUVIER	Jean-Marie	Maire	
PROFFIT	Dominique	Resident	
Depreux	Claude	Resident VASSERS	
GRÉLOT	Jacques François	Resident Ambley	
GRELOT	Françoise	Resident	
DELVAL	Yveline	1 ^{er} Adg	
Sanchez	Thierry	C. Municipal Sour-Rien	
BOUDIN	Gilbert	Resident	
MONNIER	Jean-Claude	conseiller municipal Montigny-lez-Lens	
REGULSKA	Lucyue	Resident Montigny-lez-Lens	
CHARGEVIN	Zoi	Resident Montigny-lez-Lens	
DESCAMPS	Christiane	Ambley	
TESTART	Serge	Ambley	

- Réunion publique du 17 mai 2022 à Vic-sur-Aisne



COMPTE-RENDU DE RÉUNION

Mardi 17 mai 2022
19h00 – Vic-sur-Aisne

E21147 - Révision du PLUi de la CC Retz en Valois

Type de réunion : Réunion publique n°3 – 2^e débat du PADD et avancement phase réglementaire du PLUi

Participants

Nom et prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
Mélanie BRELAY	Altereo	Cheffe de projet PLUi	m.brelay@altereo.fr 06 72 76 25 73
Floriane LAVIGNE	Go Pub	Cheffe de projet RLPi	floriane.lavigne@gopubconseil.fr 07 48 88 49 34
Jean-Pascal BERSON	CC Retz en Valois	1 ^{er} Vice-président à l'ADT Maire de Dommiers	
Édouard JUN	CC Retz en Valois	Directeur du Pôle Aménagement du Territoire	e.jun@retzenvalois.fr
Loïc FRANCOIS	CC Retz en Valois	Chargé d'étude urbanisme	l.francois@retzenvalois.fr 03.23.96.99.91
Invités : cf feuilles d'émargement en pièce jointe			

Objet de la réunion

La présentation porte sur la présentation des évolutions apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi et aux documents réglementaires depuis les deux précédentes réunions publiques.

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Introduction

Tour de table des participants qui se présentent.

Introduction par M.Berson : la réunion publique va porter sur la présentation de l'avancement du PLUi et du RLPi assurée respectivement par les bureaux d'études Altereo et Go Pub.

M.Berson laisse la parole au bureau d'étude Altereo pour démarrer cette réunion.

Présentation des évolutions du PADD

La réunion débute par la présentation de l'évolution du PLUi.

Altereo rappelle que cette réunion PPA fait suite à deux premières réunions publiques qui se sont tenues en février dernier. La présentation de ce jour vise à présenter les évolutions apportées au PADD depuis sa première version et les évolutions du règlement écrit et graphique.

La présentation du PADD introduit un des deux principaux sujets ayant conduit à son évolution : le projet de Parc Résidentiel de Loisirs de Berny-Rivière, consistant en une extension du camping existant. Ce sujet suscite de nombreuses interrogations et remarques :

- On demande aux communes de modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels, on supprime des zones d'extension pour l'habitat à juste titre et en même temps on propose un tel projet sur 90ha. Ça n'a pas de sens. Est-ce juste le pouvoir de l'argent ?
 - *Le porteur de projet répond en indiquant que les retombées économiques générées par le camping profitent à la commune et à ces habitants.*
- Pourquoi traite-t-on ce projet en 2 fois dans le PLUi ? Que veut-on cacher ? Il s'agit d'une présentation mensongère car on modifie le zonage de 45ha mais en réalité le projet en concerne 90.
 - *E.Jun précise que l'objectif est de pouvoir profiter de la révision du PLUi pour traiter le sujet du Parc Résidentiel de Loisirs. Le projet est introduit en deux fois en lien avec l'état actuel des sites. La moitié Est est une zone qui présente des enjeux nécessitant des études environnementales plus approfondies. Ces études sont en cours de réalisation, avec un calendrier qui ne s'insère pas dans celui du PLUi d'où une intégration envisagée dans un second temps lors d'une procédure spécifique permettant l'évolution du PLUi. C'est pourquoi une seule partie rentre dans le calcul de la consommation foncière. Cependant l'intégralité du projet est bien affichée sur l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui porte sur l'emprise totale du projet.*
- Les personnes présentes expriment le sentiment de ne pas se sentir concertées. Il n'avait pas été fait mention du projet jusqu'à maintenant et les choses semblent déjà décidées.
 - *E.Jun indique que les réunions publiques organisées présentement donnent cette possibilité d'échange. Par ailleurs le projet est discuté également avec les services de l'état, et cette partie du territoire n'étant pas couverte par un SCoT, ce secteur d'extension sera aussi soumis à validation du préfet.*
- La méthode consistant à modifier le PLUi avant que le PPRI soit modifié, donc de rendre constructible un terrain inondable, est illégale.
- En aucun cas on ne parle des pollutions : visuelles, auditives, générées par les activités.
- On va détruire un espace agricole, utile pour l'alimentation (cf. Contexte de la guerre en Ukraine) et détruire de la biodiversité : tout ça pour le bien de seulement quelques privilégiés.
- Comment va-t-on traiter les eaux usées ? Il y a déjà des problèmes avec l'assainissement aujourd'hui (odeurs).
 - *Le porteur de projet indique qu'une petite station d'épuration est prévue pour le futur projet.*
- Le projet est réalisé dans un intérêt personnel ou pour des touristes, au détriment du bien être des habitants subissant au quotidien les nuisances générées par le camping. On ne peut pas confisquer un territoire, un paysage, à ses habitants.

- Bien que le camping ait profité à la commune de Berny-Rivière, il faut savoir s'arrêter dans ses projets d'extension : le camping n'est plus ce qu'il a été, il se dégrade et ça se voit dans les commentaires sur Internet.
- Il serait plus logique de faire les choses dans l'ordre et d'être sûr que le PPRI modifié va permettre la réalisation de ce projet, avant de modifier le PLUi.
- Les acquisitions de terres agricoles faites par M. LEFEVRE vont faire monter les prix pour tous les agriculteurs des environs.
- Est-ce que les gens qui, dans leurs bureaux, vont donner un avis sur ce projet, connaissent seulement le site et le terrain ?
- Pour l'instant, les communes n'ont pas "validé" le projet dans le PLUi : il y a seulement eu des échanges sur les modifications envisagées.

Présentation des évolutions réglementaires

Les évolutions apportées au règlement écrit, au plan de zonage et aux OAP n'amènent pas de question.

Rappel des étapes de la concertation et prochaines échéances

E.Jun rappelle les moyens de concertation mis à disposition du public pour faire part de ses remarques jusqu'à l'arrêt du projet : registres papiers et dématérialisés. Une fois l'arrêt prononcé, le public pourra s'exprimer sur le dossier final au cours de l'enquête publique.


Il précise qu'après l'arrêt du PLUi en conseil communautaire les communes sont consultées sur le projet du PLUi.

Date de la prochaine réunion PLUi :	18 Mai 2022 à 19h
Ordre du jour :	Réunion publique

EN L'ABSENCE DE REMARQUES SOUS UN DÉLAI DE 15 JOURS, LE COMPTE RENDU EST RÉPUTÉ APPROUVÉ PAR TOUS LES INTERVENANTS

PLU/RLP
REUNION PUBLIQUE

DU 17 MAI 2022 à VIC SUR AISNE

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
Hottendorff	H. Hotte	Retraite	
Hottendorff	Jean-Pierre	Retraite	
Ruelle	Bernard	de sur Anne	
BONO	Sean Baul	VK-sur Anne	
de FAY	Jean-François		
P. GERRE	Claudie	Retraite Berny	
PIERRE	PIERRE	Retraite Berny	
Sala	Gilles		
MOUNS	Chantal	Maire	
MAUDEN	Christina	Conseiller	
OSTER	Antoine	Adjoint	
HERTAUT	Florence	Maire	
BRABANT	Pierre	Colares	
LEVEQUE	Jean-Marc	Retraite Berny	
LEVEQUE	Joëlle	Retraite	
BRAX	Jacques	Retraite	
BRAX	Françoise	Retraite	
Deleau	Alain	Vezupain	

ALLI	FREDERIQUE	conseiller	
LEFEBVRE	Fernand	Retraite	
Dominique	Jocelyne	Maire adjoint M. Benoit	
Cayre	Sandrine	—	
Laviolette	Dominique	adjoint BERRY	
LAVIOLETTE	Dominique	Représentant	
Leblond	Georges-Louis	Habitat Berry Agent Technique	
INIGOUYAN	Redou	Berry Rive	
Mabry	Zddy	Berry Rivier	
DUFOUR	Roger	Berry Riviere	
FLORET	Dominique	Berry Riviere	
VASSEUR	Benjamin Sélie	Berry Riviere	
RESERAT	Nicolas	Ressons-le-Loup	
SANCHEZ	Thierry	Berry Rivier	
VIDOT	Bertrand	Berry Riviere	
VASSEUR	Philippe	Berry	
VASSEUR	Richelle	Berry	
LEFFURE	PHILIPPE	Vic	
SARSON	M. (2)	Tahgué	
Aruselmo	Nathalie	Berry	
Bricaut	Damien	Berry	

- Réunion publique du 18 mai 2022 à Villers-Cotterêts



COMPTE-RENDU DE RÉUNION

Mardi 17 mai 2022 19h00 – Villers-Cotterêts

E21147 - Révision du PLUI de la CC Retz en Valois

Type de réunion : Réunion publique n°4 – 2^e débat du PADD et avancement phase réglementaire du PLUI

Participants

Nom et prénom	Organisme	Fonction	Coordonnées
Mélanie BRELAY	Altereo	Cheffe de projet PLUI	m.brelay@altereo.fr 06 72 76 25 73
Floriane LAVIGNE	Go Pub	Cheffe de projet RLPi	floriane.lavigne@gopubconseil.fr 07 48 88 49 34
Jean-Pascal BERSON	CC Retz en Valois	1 ^{er} Vice-président à l'ADT Maire de Dommiers	
Édouard JUN	CC Retz en Valois	Directeur du Pôle Aménagement du Territoire	e.jun@retzenvalois.fr
Loïc FRANCOIS	CC Retz en Valois	Chargé d'étude urbanisme	l.francois@retzenvalois.fr 03.23.96.99.91
Invités : cf feuilles d'émargement en pièce jointe			

Objet de la réunion

La réunion porte sur la présentation des évolutions apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUI et aux documents réglementaires depuis les deux précédentes réunions publiques.

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Introduction

Tour de table des participants qui se présentent.

Introduction par M.Berson : la réunion publique va porter sur la présentation de l'avancement du PLUi et du RLPi assurée respectivement par les bureaux d'études Altereo et Go Pub.

M.Berson laisse la parole au bureau d'étude Altereo pour démarrer cette réunion.

Présentation des évolutions apportées au PLUi

La réunion débute par la présentation de l'évolution du PLUi.

Altereo rappelle que cette réunion PPA fait suite à deux premières réunions publiques qui se sont tenues en février dernier. La présentation de ce jour vise à présenter les évolutions apportées au PADD depuis sa première version et les évolutions du règlement écrit et graphique.

Questions/remarques des participants

- Le maire de Villers-Cotterêts indique que les PLU(i) vont être amenés à évoluer de plus en plus en lien avec les évolutions réglementaires régulières.
 - *En effet, différents types de procédures existent, proportionnées aux évolutions souhaitées.*
- Le projet du camping de Berny-Rivière est prévu sur une zone inondable, comment cela est-il possible ?
 - *E.Jun indique que la commune de Berny-Rivière doit prochainement délibérer sur le projet de camping.*
 - *Le porteur de projet indique que cette version tient compte des remarques qui avait été faites à une précédente version envisagée, pour développer un projet résilient par rapport à son environnement.*
- Des erreurs sont à signaler dans le relevé du patrimoine de la commune de Fleury, de même que dans le zonage notamment sur l'identification du PPRI. Une zone Ns ne semble pas justifiée.
 - *Altereo indique que les demandes de vérifications et compléments sur les livrets patrimoine ont été rappelés plusieurs fois aux élus en COPIL. Les retours le cas échéant ont été transmis à la CCRV et au bureau d'étude.*
- Le PLUi en projet est-il actuellement consultable sur le site de la CCRV.
 - *E.Jun indique que le document en ligne est le PLUi en vigueur. Altereo précise que la version finale complète sera consultable par tous lors de l'enquête publique.*

Rappel des étapes de la concertation et prochaines échéances

Altereo rappelle les différents temps d'échanges réalisés avec les communes et avec la population.

E.Jun rappelle les moyens de concertation mis à disposition du public pour faire part de ses remarques jusqu'à l'arrêt du projet : registres papiers et dématérialisés. Une fois l'arrêt prononcé, le public pourra s'exprimer sur le dossier final au cours de l'enquête publique.

Date de la prochaine réunion PLUi :	18 Mai 2022 à 19h
Ordre du jour :	Réunion publique

EN L'ABSENCE DE REMARQUES SOUS UN DÉLAI DE 15 JOURS, LE COMPTE RENDU EST RÉPUTÉ APPROUVÉ PAR TOUS LES INTERVENANTS

PLU/RLP
REUNION PUBLIQUE

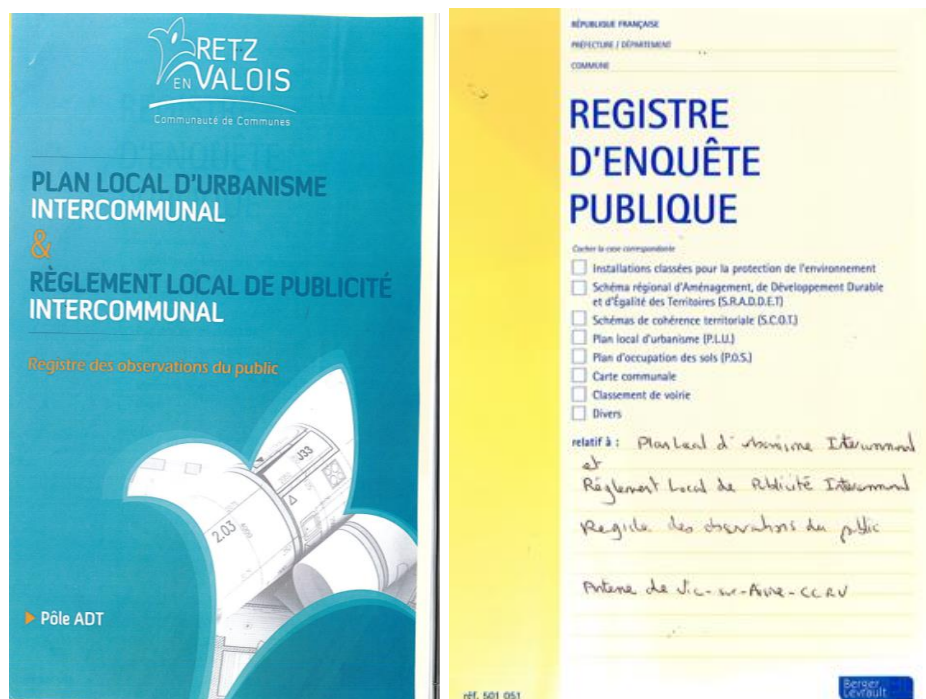
DU 18 MAI 2022 à Villers-Cotterêts

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
LEFEVRE	PHILIPPE		
LA CROIX	Bernard		
Blangest	Gild.	Conseil Blangest	
FERY	Robert	Retraite	
FERY	Catherine	"	
Fouquere	Nathalie		
FRANQUELIN	Christian	Retraité	
CHAUVIN	Christian	Retraité d'Haut	
BLANGEST	Eveline	Maire-Adjointe	
GILQUIN	Jade	Conseillère Communautaire	
Grenot	Didier	Habitant V.C.	
Branquart	Indre	Maire adjoint VC	
BRIFFAUT	FRANCK	MAIRE DE VILLERS-COT. VP CCRV	
POISSON	Sylvie	Ch. K. / Indre	
Jill DEANS			
BOUSSERT	Aurora		

Observations reçues

Observations reçues sur les registres papiers

Les registres papiers mis à disposition au Pôle Aménagement de la CCRV et à l'antenne de la CCRV de Vic-sur-Aisne ont fait l'objet de 4 remarques de la part des habitants.



Observations reçues sur le registre papier, sur le registre dématérialisé et par courrier

En plus des deux registres papiers mis à la disposition du public, la CCRV a mis à disposition un registre dématérialisé.

La plateforme dématérialisée permet de consulter des documents mis en ligne et de déposer une contribution visible par le publique.

Recensement des observations reçues

N° de contribution	Date de la demande	Civilité	NOM/PRE NOM	Mode de réception de la demande	ADRESSE	CODE POSTAL	COMMUNE	OBJET
1	05/02/2022	Monsieur	Jean-Pierre PIGONI	Registre papier	51 rue de Selve	02600	HARAMONT	1. zone réservé extension du cimetière 2. Constructibilité des parcelles C1150 ; C709 et C710 3. zone réservé pour chemin C203 et C204 4. C194 et C195 en zone agricole
2	15/04/2021	Monsieur	Patrick DELACOUR	Registre papier	34 rue de la Fontaine des Hutins	02600	DOMMIERS	Constructibilité de la parcelle ZD 133 à Dommiers
3	17/05/2021	Monsieur	Jean-Pascal BERSON	Registre Papier	blaglaux@wanadoo.fr	02600	DOMMIERS	Constructibilité de la parcelle ZB14 à Dommiers
4	17/05/2021	Madame	Brigitte BOISSEAU	Registre papier	Ferme du Mont Pernant	02200	PERNANT	Constructibilité de la parcelle ZN 154 à Ambleny
5	01/08/2020	Monsieur	Geoffroy POIRIER	Courrier	21 Allée des Langoustines	59270	PLOEMEUR	Classement en zone constructible de la parcelle AE 44 à Villers-Cotterêts
6 (N°1 sur RD)	08/02/2021	Madame	Florence TOUZOT	Registre dématérialisé	contacterft@gmail.com	02600	HARAMONT	Classement en zone constructible de la parcelle C1006 à Haramont
5 (N°10 sur RD)	08/02/2021	Monsieur	Jacques GRELOT / SCI FJJP Montaigu	Courrier + Registre dématérialisé le 14/02/2022	13 rue de Montaigu	02290	AMBLENY	Retrait du 13 rue de Montaigu de la Lisière de Boisement et classement en zone N de la parcelle 371 et 370
6 (N°2 sur RD)	08/02/2021	Monsieur	Xavier DUPUIS	Courrier	22 rue Saint Antoine	02600	FAVEROLLES	Classement en zone constructible des parcelles C236 et ZB 14 à Faverolles

7	28/02/2021	Monsieur	Xavier DUPUIS	Registre dématérialisé	xdupuis.favrolles@gmail.com	02600	FAVROLLES	Classement en zone constructible de la parcelle C236 et une partie de la parcelle ZB14 à Faverolles
8 (N°3 sur RD)	25/03/2021	Monsieur	Denis CARION	Registre dématérialisé	commune-dammard@wanadoo.fr	02460	DAMMARD	Remarques sur le règlement du PLUi (angle toitures, et hauteur des clôtures)
9	06/04/2021	Madame	Michèle JEROME	Courrier	1 rue Octovre Feuillet	75116	PARIS	Classement d'un arbre remarquable sur la parcelle 165 à Dampleux
10	19/04/2021	Madame	DELAHAYE Sylviane	Courrier	8 rue du Lavoir	02600	DOMMIERS	Classement en zone constructible de la parcelle ZD 109 à Dommiers
11	03/05/2021	Madame	Valérie MONGUILLON	courriel : valerie.monguillon@orange.com		02600	VIVIERES	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle AB n°221 à Vivières
12	04/05/2021	Monsieur	Jean-Luc PAMART	Courrier		02290	BERNY-RIVIERE	Classement en zone constructible de la parcelle A 959 à Berny-Rivière
13	11/05/2021	Monsieur	Arnaud CARON	Courrier	12 rue principale	02290	VASSENS	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle B812 à Vassens
14 (N°4 sur RD)	11/05/2021	Monsieur	Gerald BLANGEOT	Registre dématérialisé	gerald.blangeot@wanadoo.fr	02600	TAILLEFONTAINE	Classement en zone constructible des parcelles AB471 et AB 472 à Taillefontaine
15	20/05/2021	Madame	Anne de Bagneux - Héripret	Courrier	25 rue de Mainville	02290	RESSONS LE LONG	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle B190 à Ressons-le-Long
16 (N°5 sur RD)	20/05/2021	Madame	Sylvie COLLIN	Courrier et registre dématérialisé	2 rue de l'Eglise sylvie-collin@orange.fr	02600	VILLERS-HELON	Déclassement des parcelles C288 et C287 à Villers-Hélon
17	26/05/2021	Madame	Océane NODOT	Courrier	43 rue du Champs à loup	95410	GROSLAY	Classement en zone constructible de la parcelle B 389 à Laversine
18	04/06/2021	Monsieur	Gérard Martin	Courrier	35 rue principale	02600	NOROY-SUR-OURCQ	Classement en zone constructible de la parcelle B84 à Noroy-sur-Ourcq
19 (N°6 sur RD)	06/06/2021	Monsieur	Régis BLATRIER	Registre dématérialisé	rgs.blt@sfr.fr	02290	SAINT-CHRISTOPHE-A-BERRY	Classement en zone constructible de la parcelle AC28 à Saint-Christophe-à-Berry
20	11/06/2021	Monsieur	Claude DEPREUX	Courrier	4 chemin du bosquet	02290	VASSENS	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle ZD 67 à Vassens
21	05/07/2021	Madame et Monsieur	GILQUIN	Courrier	4 impasse des charbonniers	02600	VILLERS-COTTERETS	Classement en zone constructible de la parcelle A 562 à Ancienville
22	03/08/2021	Monsieur	Franck CORROYER	Courriel : adeline0200@hotmail.fr	12 rue de la vallée	02600	VIVIERES	Classement en zone constructible de la parcelle AL128 à Vivières

23	10/08/2021	Monsieur	Guillaume BERSON	Courrier	1 chemin de Laglaux	02600	DOMMIERS	Pastillage de la ferme pour changement de destination des bâtiments (gite)
24	17/08/2021	Monsieur	Alain PETIT	Courrier	8 rue des Fosses	02290	AMBLENY	Classement en zone constructible de la parcelle ZN17 à Ambleny
25	31/08/2021	Monsieur	Bernard HENIN	Courrier	13 rue dessous	02290	SAINT BANDRY	Classement en zone constructible des parcelles AL79 et AL81 à Saint Bandry
26	20/09/2021	Madame	Brigitte GABRYSCH	Courriel : brigitte.gabrysch@gmail.com		02600	LONGPONT	Classement en zone constructible de la parcelle AD112 à Longpont
27	23/09/2021		Par la mairie de Montigny-Lengrain			02290	MONTIGNY-LENGRAIN	Classement en zone constructible des parcelles AE 28 et AE 29 à Montigny-Lengrain
28	24/09/2021	Monsieur	Laurent DUVAL	Courrier	20 rue de l'EpINETTE	02290	AMBLENY	Classement en zone constructible de la parcelle AV 217 à Ambleny
29 (N°7 sur RD)	03/10/2021	Monsieur	José AMEYE	Registre dématérialisé	ameyebeatrice@orange.fr	02290	VASSENS	Classement en zone constructible des parcelles B 983 et B 1330-1337 à Vassens
30 (N°8 sur RD)	15/10/2021	Madame	Sylvie NORTIER	Registre dématérialisé	sylvie.couvignou9@orange.fr	02460	TROESNE	Avis défavorable sur un projet d'antenne relais à Troësnes (hors PLUi/RLPi)
31	04/11/2021		SCI JARNO	Courrier	10 rue de Villers	02460	LA FERTE-MILON	Revoir le classement des parcelles ZC489 et ZC 126 en zone urbaine à vocation d'activité vers une zone urbaine à vocation d'habitat
32	09/11/2021	Monsieur	Dominique DUHEM CLAVIER	Courriel : dominique.duhem02@orange.fr		02600	VILLERS-COTTERETS	Classement en zone constructible de la parcelle AN294 à Villers-Cotterêts
33	Le 08/03/2021 (registre papier) et le 13/11/2021 (courrier)	Monsieur le Directeur	Agence de la Salamandre	Courrier	26, Place du Docteur Mouffler	02600	VILLERS-COTTERETS	Classement en zone constructible de la parcelle A 324 à Berny-Rivière
34	15/11/2021		SCI AGH	Courrier	1 rue Principale	02600	NOROY-SUR-OURCQ	Classement en zone constructible de la parcelle A 85 à Noroy-sur-Ourcq
35	22/11/2021	Monsieur	Sébastien KAMMINGA	Courriel	sebastien.kamminga@orange.fr	02290	AMBLENY	Classement en STECAL des parcelles 51 et 53 à Ambleny

36	25/11/2021	Monsieur		Courriel de la mairie d'Ambleny		02290	AMBLENY	Classement en zone constructible des parcelles ZH68 et ZH219 à Ambleny
37	01/12/2021	Monsieur	Jérémie BOUCHE	Courrier	53, rue du Bazin	02600	NOROY-SUR-OURCQ	Classement en zone constructible des parcelles B n°298/353/354/355/356/440/439
38 (N°9 sur RD)	19/12/2021	Monsieur	M. Bruno NANIN	Registre dématérialisé	brunobermine@gmail.fr	02600	VILLERS-HELON	Reconnaitre comme ELEMENT du PATRIMOINE, le lavoir (repéré parcelle cadastrale 197) avec sa source, à Villers-Hélon sur la dite « PLACE du LAVOIR » à l'intersection de la Rue du Four et de la rue des Bruyeres, et au débouché de la ruelle de la Pissotte.
39	22/12/2021		SCI du Château de Maucieux	Courrier	12 Villa Saïd 900 849 217 RCS Paris	75116	PARIS	Classement en zone A du domaine du château
40	15/01/2022	Madame	Marine LEBON	Courrier	7 rue de la Douve	02290	RESSONS LE LONG	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle ZL43 à Ressons-le-Long
41 (N°11 sur RD)	20/02/2022	Monsieur	Jérôme MORELLE HANRYON	Registre dématérialisé	jdgmorelle@aol.com	02290	MONTIGNY-LENGRAIN	Classement en zone constructible de la parcelle AI 85 à Montigny-Lengrain
42	20/02/2022	Monsieur	Jean-Luc LAMBERT	Courrier	18 rue des Charmes	02600	CORCY	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle A568 à Corcy
43	28/02/2022	Monsieur	Bernard MAILLARD	Courriel de la mairie d'Audignicourt : christophe.theron4@wanadoo.fr	35 rue principale le mesnil	02290	VASSENS	Classement en zone constructible d'une partie de la parcelle ZE 15 à Audignicourt
44	28/02/2022	Monsieur	Bernard LACROIX	Courrier du 28/02/2022 et du 28/03/2022	14 rue de Montaigu	02290	AMBLENY	Retrait du 14 rue de Montaigu de la lisière de boisement
45	08/11/2021	Monsieur	Olivier KUNTZEL	Courriel de la mairie d'Haramont		02600	HARAMONT	Revoir le classement de la propriété au PPRI
46	17/03/2022	Monsieur	Antoine MOYON	Courriel de la mairie d'Audignicourt		02300	AUDIGNICOURT	Classement en zone constructible d'une partie des parcelles ZE n° 67 et 36 à Audignicourt
47	21/03/2022	Monsieur	GAY	RDV au pôle ADT de la CCRV	env.foret@wanadoo.fr Tél : 06 71 92 15 80	02290	FONTENOY	Reconfiguration de la zone d'activité de Fontenoy (secteur d'habitation et secteur d'activité).
48 (N°12 sur RD)	23/03/2022	Monsieur	Louis MOUGET	Registre dématérialisé	mouget.laurent@bbox.fr	02600	HARAMONT	Classement en zone constructible des parcelles C10 et C11 à Haramont

49 (N°13 sur RD)	23/04/2022	Monsieur	Dannie PERRENOT	Registre dématérialisé	danie.perrenot@gmail.com		PAYSAGE DE France	Remarques sur le règlement du RLPi
50 (N°14 sur RD)	24/04/2022	Monsieur	Dannie PERRENOT	Registre dématérialisé	danie.perrenot@gmail.com		PAYSAGE DE France	Remarques sur le règlement du RLPi
51 (N°15 sur RD)	01/05/2022	Madame	Véronique Samson	Registre dématérialisé	banrusams on@yahoo.fr	02290	MONTIGNY-LENGRAIN	Demande de prise en compte de la dernière version du PPRicb (notamment pour Bois Barnu)/demande de classement de la parcelle ZL110 dans l'EBC/effacer le chemin à préserver sur le Bois Barnu
52 (N°16 et 18 sur RD)	02/05/2022	Monsieur	Christian FRANQUELIN	Registre dématérialisé le 02/05/2022 et le 20/05/2022	cfranquelin@live.fr	02600	FLEURY	Observations sur le changement de zonage du POS au PLUi approuvé au 21 février 2020 + remarques sur des erreurs dans l'inventaire du patrimoine bâti
53	07/04/2022	Madame	Consorts BERTRAND	Courrier	15 impasse des Devises 7 rue Charles Briand 32 rue de Deutellières	14390 02600 95570	VERAVILLE VILLERS-COTTERETS BOUFFEMONT	Demande de classement en zone U de la parcelle AH n°180 à Villers-Cotterêts
54 (N°17 sur RD)	13/05/2022	Monsieur	Bertrand POIX	Registre dématérialisé	bertrand.poix@wanadoo.fr	02130	ARCY SAINTE RESTITUE	Demande de mesure interdisant les projets éoliens
55 (N°31 sur RD)	31/05/2022	Monsieur	Roland FERRY SCILLA MADELON	Registre dématérialisé	feryapv@yahoo.fr	02600	VILLERS-COTTERETS	Demande de modification de la voie d'accès de l'OAP Portes du Valois
56 (N°20 sur RD)	14/06/2022	Monsieur	Gérard BEAUDELOT	Registre dématérialisé	lanii02@aliceadsl.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
57 (N°21 sur RD)	14/06/2022	Monsieur	Pedro INIGO YANEZ	Registre dématérialisé	ccrv@inigo yanez.com	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
58 (N°23-25-32 sur RD)	14/06/2022	Monsieur	Thierry SANCHEZ	Registre dématérialisé le 14/06/2022, le 16/06/2022, le 18/06/2022	th.sanchez@laposte.net	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
59 (N°22 sur RD)	14/06/2022	Monsieur	Ludovic JOVENE	Registre dématérialisé		02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
60 (N°24 sur RD)	17/06/2022	Madame	Michèle METTENDORFF	Registre dématérialisé	michele.mettendorff@hotmail.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
61 (N°26 sur RD)	16/06/2022	Monsieur	Roger DUFOUR	Registre dématérialisé	roro.delormo@orange.fr	02200	SOISSONS	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière

62 (N°27 sur RD)	17/06/2022	Monsieur	Nicolas JUMEAUX	Registre dématérialisé	Jumeauxns@yahoo.fr		GUEGON	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
63 (N°28 sur RD)	17/06/2022	Monsieur	Jacques BRAUX	Registre dématérialisé	jbraux@orange.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
64 (N°29 sur RD)	17/06/2022	Monsieur	Philippe VASSEUR	Registre dématérialisé	philippe.vasseur-02290@orange.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
65 (N°30 sur RD)	17/06/2022	Madame	Michelle VASSEUR	Registre dématérialisé	vmichelle@wanadoo.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
66 (N°31 sur RD)	17/06/2022	Monsieur	Philippe RUELLE	Registre dématérialisé	ruellephilippe02@orange.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
67 (N°33 sur RD)	19/06/2022	Monsieur	Eddy MALATRAY	Registre dématérialisé	Non renseigné	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
68 (N°34 sur RD)	19/06/2022	Madame	Marie LEMERCIER	Registre dématérialisé	lemercier-marie@orange.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
69 (N°35 sur RD)	20/06/2022	Monsieur	Frédérique STOLARCZYK	Registre dématérialisé	frederique.stolarczyk@ac-amiens.fr	02290	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
70 (N°36 sur RD)	20/06/2022	Madame	Céline DEQUECKER	Registre dématérialisé	celinedqk@yahoo.fr	02600	VILLERS-COTTERETS	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
71 (N°37 sur le RD)	21/06/2022	Monsieur	Mickaël SUEUR	Registre dématérialisé	sueurmickael80@gmail.com	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
72 (N°38 sur le RD)	21/06/2022	Madame	Audrey FLEGNY	Registre dématérialisé	audrey.flegny@orange.fr	02390	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
73 (N°39 sur le RD)	21/06/2022	Madame	Emilie MALATRAY	Registre dématérialisé	Non renseigné	02390	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
74 (N°49 et 46 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Anaïs TANQUERE L	Registre dématérialisé à deux reprises le 22/06/2022	Anais.tanquerel14@gmail.com	02200	SOISSONS	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
75 (N°41 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Clémence CASTEL	Registre dématérialisé	castel719@gmail.com		TESSY BOCAGE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
76 (N°42 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Sarah CONNOR	Registre dématérialisé	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
77 (N°43 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Linda CARLIER	Registre dématérialisé	carlier.linda@orange.fr	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
78 (N°44 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Patricia LUCOT	Registre dématérialisé	patricia.lucot@orange.fr	02390	RESSONS LE LONG	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
79 (N°45 sur le RD)	22/06/2022	Monsieur	Joël BORDET	Registre dématérialisé	jbordet@firm-sa.fr	02390	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière





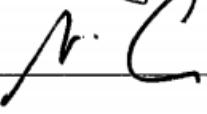
78 (N°47 sur le RD)	22/06/2022	Monsieur	Pascal PEROT	Registre dématérialisé	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
79 (N°48 sur le RD)	22/06/2022	Monsieur	Bertrand POINTIER	Registre dématérialisé	pointier.bertrand@wanadoo.fr	02390	RESSONS LE LONG	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
80 (N°49 et 63 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Mélissa FOURS	Registre dématérialisé à deux reprises (doublon)	melissafoursy9@gmail.com	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
81 (N°50 sur le RD)	22/06/2022	Monsieur	Jean-Paul ELOI	Registre dématérialisé	jeanpaul.eloi@sfr.fr	02390	BERNY-RIVIERE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
82 (N°51 sur le RD)	22/06/2022	Monsieur	Alexandre de la ROCHE	Registre dématérialisé	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
83 (N°52 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Karine GAZAILLE	Registre dématérialisé	karine2511@hotmail.fr	02390	VIC-SUR-AISNE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
84 (N°53 sur le RD)	22/06/2022	Monsieur	Jérôme LIENNARD	Registre dématérialisé	JERLIENARD@hotmail.com	02390	RESSONS-LE-LONG	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
85 (N°54 sur le RD)	22/06/2022	Madame	Béatrice HINCELIN	Registre dématérialisé	Chezmoissossons@orange.fr	02200	SOISSONS	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
86 (N°55 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Gilbert MARGOTTE	Registre dématérialisé	gilbertmargottet@gmail.com	02390	RESSONS-LE-LONG	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
87 (N°56 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Didier COUVERCELLE	Registre dématérialisé	sarl.couvercelle@orange.fr	02390	VIC-SUR-AISNE	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
88 (N°57 sur le RD)	23/06/2022	Madame	Mélanie AUDINET	Registre dématérialisé	Non renseigné	02390	AMBLENY	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
89 (N°58 sur le RD)	23/06/2022	Madame	Laure MEDOT	Registre dématérialisé	lauremedot@gmail.com	02390	RESSONS-LE-LONG	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
90 (N°59 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Rémi GURHEM	Registre dématérialisé	Non renseigné	02390	AMBLENY	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
91 (N°60 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Elie BOUCHER	Registre dématérialisé	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
92 (N°61 et 62 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Hugo SUEUR	Registre dématérialisé à deux reprises (doublon)	xfayerx60@gmail.com	02390	PERNANT	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
93 (N°64 sur le RD)	23/06/2022	Madame	Sylvia De SOUZA	Registre dématérialisé	desouzasyvia@gmail.com	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
94 (N°65 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	François Vieillard	Registre dématérialisé	francoisvieillard@yahoo.fr	02200	SOISSONS	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
95 (N°66 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Kyllian FOURS	Registre dématérialisé	tikitiki545@gmail.com	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière

95 (N°67 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Charles FERTE	Registre dématérialisé	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
96 (N°68 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Eric BLOT	Registre dématérialisé	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière
97 (N°69 sur le RD)	23/06/2022	Monsieur	Frédéric PHILIPPOT	Registre dématérialisé	bernyburger@aol.com	Non renseigné	Non renseigné	Observations sur le projet d'extension du camping de Berny-Rivière

annexes – formalités de publicité réalisées

Liste des participants à la réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 15 octobre 2021

PLUI/RLPI
REUNION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES
DU 15 OCTOBRE 2021

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
JUBAULT	Adrien	chargé d'études environnement (CAO)	
MICHEL	Xavier.	Adjoint St Pierre les Bity	
BERSON	X.	VP CC RV	
PITON	Cécile	CSO21 DUD	
de Andresen	Alexis	Adh CCW	
Mme Quival	Emmanuelle	DDT	

Liste des participants à la réunion avec les personnes publiques associées (PPA) du 13 mai 2022

PLUI/RLPI

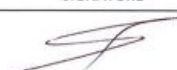

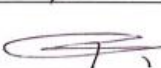

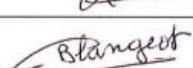
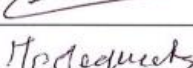
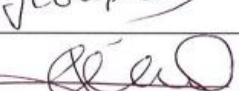
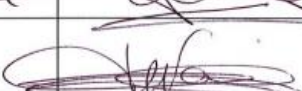
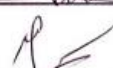



REUNION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

DU 13 MAI 2022

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
TALLE	Ammeline	DG CCOC	
Blin	Maxime	Charge développement	
LOMBART	Olivier	DDT	
BRES	Benoit Sébastien	DDT	
RICHEL	Xavier	Adjoint St Pierre les B. try	
JUN	Edouard	Directeur pôle ADT	
POTIER	Cécile	Vice pôle CCPV 1 ^{ère} Adjointe pôle ADT	
JUBAULT	Adrien	CAO2	





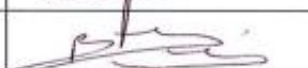
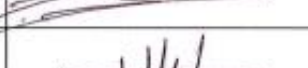
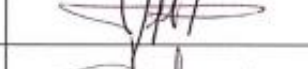








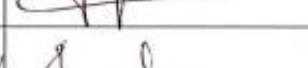
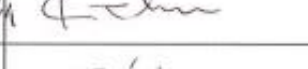
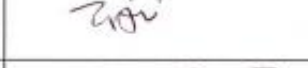
Liste des participants à la réunion publique du 22 février 2022

RLPi **
REUNION PUBLIQUE
DU 22 FEVRIER 2022

NOM	PRENOM	FONCTION/ETABLISSEMENT	SIGNATURE
MASCITTI	Alain	ETS MASCITTI SA	
COLLIN	Sylvie	Particulier Villers-Holain	
M. Blangeot Cousart	Gérard	Particulier Mareuil	
CHAVVIN	CHRISTIAN	Pointe Harnat	
Blangeot	Eveline	Particulier Villers-Cotterêts	
Dequecher	Jean Claude	Embrasse	
LEPORCE	Vincent	Agence LEPORCE	
Helminger	Betty	Aux Yonnes Plaisirs	
JARNO	François	EPOXY 02	
COLUARD	Philippe	Villers-Terny Hotel le Regent	
SIKORSKI	JACQUES	Villers-Cotterêts	
SAADI AHMED	Brahim	SAB Adhisiq Enseigne / Signalétique	

Liste des participants à la réunion publique du 23 février 2022

PLURIPARTI
REUNION PUBLIQUE
DU 23 FEVRIER 2022

NOM	PRENOM	FONCTION/ETABLISSEMENT	SIGNATURE
MOUNY	Chantal	Maire	
Descamps	Isidore	CDD	
DAUPHY	Loel	Montigny	
Dauphy	Christelle	Montigny	
CHOPIN	Christine	Résidente	
BOUVIER	Jean-Marc	Maire	
PROFFIT	Dominique	Resident	
Depress	Claude	Resident VASSOIS	
GRÉLOT	Jacques Amberg	Resident Amberg	
GRÉLOT	Françoise	Resident	
DELVAL	Yveline	1 ^{re} AdS	
Sanchez	Thierry	C. National Dont-Rien	
BOUDIN	Gilbert	Resident	
MONNIER	Jean-Claude	conseiller municipal Montigny-lez-Tours	
REGULSKA	Lucyane	Resident Montigny-lez-Tours	
SARGEVIN	Yolvi	Resident Montigny-lez-Tours	
DESCAMPS	Christian	Montigny	
TESTART	Serge	Amberg	

SALSON	Thérèse	—	sg
ROSSIER	Nicolas	Mme Rossier-Lecy	
THIEL	Patrick	Mme de Varnon	P. Thiel
Florelle	Jérôme		
GY	Stéphane		
RUELLE	Bernard	Vic	

Liste des participants à la réunion publique du 17 mai 2022

ALLI	TRÉDIERE	conseil-	
LYENE	Fernand	Retraite	
Dominique	Joelyne	Maire adjoint Vieux-Collège	
Cayre	Sandrine	-	
Laviolette	Dominique	3adjoit. BERNY	
LAVIOLETTE	Jean-Marie	Représentant	
Leblond	Georges-Louis	Habitat Berny Agent Technique	
INIGOYAN	Reda	Berny Rive	
MAIRIAUX	Zddy	Berny Rivier	
DUFOUR	Roger	Berny-Rivière	
FLORET	Dominique	Berny Rivière	
VASSEUR	Benjamin Sophie	Berny Rivière	
REZAC	Nicolas	Rezac-le-Cor	
SANCHEZ	Thierry	Berny-Rivier	
VADOT	Bertrand	Berny Rivière	
VASSEUR	Philippe	Berny	
VASSEUR	Richelle	Berny	
LEFEVRE	PHILIPPE	vic	
SARSON	M. (2)	Tahirey	
Anselme	Nathalie	Berny	
Bricaut	Damien	Berny	

ALLI	TRÉPAILLE	comant-	Signature
Lefevre	Fernand	Retraite	Signature
Dominique	Jocelyn	main adjoint Vice-Collecteur	Signature
Cayre	Sandrine	—	Signature
Laviolette	Dominique	3 adjoint BERNY	Signature
LAVIOLETTE	Jean-Marie	Reparteur	Signature
Ceballos	Georges-Louis	Maître Berny Agent Technique	Signature
INIGOYANZ	Redou	Berny Rucde	Signature
Mabrey	Eddy	Berny Rivier	Signature
DUFORA	Roger	Berny Rivier	Signature
FLORET	Dominique	Berny Rivier	Signature
VASSEUR	Benjamin Sophie	Berny Rivier	Signature
RESORT	Nicolas	Ressons-le-Loup	Signature
SANCHEL	Thierry	Berny Rivier	Signature
VIDOT	Beckand	Berny Rivier	Signature
VASSEUR	Philippe	Berny	Signature
VASSEUR	Richelle	Berny	Signature
LEFEVRE	PHILIPPE	vic	Signature
SARSON	JP (2)	Tachy	Signature
Pruscho	Daphné	Berny	Signature
Bricaut	Damien	Berny	Signature

Liste des participants à la réunion publique du 18 mai 2022

PLUi/RLPi REUNION PUBLIQUE DU 18 MAI 2022 à Villers-Cotterêts			
NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
LEFEVRE	PHILIPPE		
LA CROIX	Bernard		
Blangest	Gérard	Conseil d'agglomération	
FERY	Robert	Retraité	
FERY	Catherine	"	
Fouquere	Nathalie		
FRANQUELIN	Christian	Retraité	
CHAVIN	Christien	Retraité d'Harank	
BLANGEST	Eveline	Présidente Agglomération	
GILQUIN	Jacques	Conseiller Communautaire	
GRENOT	Didier	Habitant V.C.	
Branquart	André	maire adjoint VC	
BRIFFAUT	FRANCK	MAIRE DE VILLERS-COT. VP CCRV	
Rosier	Sylvie	Ch. K. Lichy, p. n.	
Jules BENS			
BOUSSERT	Aurora		

Extrait du support présenté lors des réunions de concertation de présentation du diagnostic du 15 octobre 2021



Révision du PLUi et élaboration du RLPI de la CC Retz-en-Valois

Réunion PPA
Vendredi 15 octobre 2021

Les objectifs de la révision du PLUi



- Intégrer les nouveaux projets et mises à jour réglementaires
- Rectification d'erreurs matérielles, amélioration du règlement écrit, réinterrogations des doléances qui nécessitent un approfondissement de la réflexion
- Prendre en compte les études d'échelle intercommunale et/ou du PETR ayant été finalisées après l'approbation du PLUi
- Mutualiser la procédure avec l'élaboration du RLPI
- Mise à jour du PLUi par rapport au SRADDET, PLH, SDAGE, PPRI, etc



Déroulé de la présentation

1. Synthèse des enjeux socio-démographiques et résidentiels
2. La prise en compte des documents supra-communaux
3. La mise à jour du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et des objectifs chiffrés de production de logements
3. Calendrier



1. Synthèse des enjeux socio-démographiques et résidentiels





Dynamiques démographiques



- Une tendance à la **baisse de la population** qui se **confirme en 2018**
(29 643 habitants en 2017 contre 29 361 habitants en 2018 ; une trentaine de communes en baisse dont Villers-Cotterêts)
- Une **perte démographique** qui s'accroît dans les secteurs ruraux : déficit du solde naturel et plus encore du solde migratoire
 - Enjeu de maintien de la population, notamment les jeunes et seniors
 - Renforcer l'attractivité pour favoriser la dynamisation du territoire
 - Une tendance de desserrement des ménages identique à celle du département et du pays, à prendre en compte

Dynamiques résidentielles





- Une **décorrélation** entre la taille des ménages de plus en plus petite et une forte proportion de grands logements
- Une **augmentation** du taux de vacance (7,8% en 2017)
- Un **taux important** de résidences secondaires (10%)
- Enjeux de maîtrise de la production de logements neufs pour éviter la surproduction et la hausse de la vacance sur certaines communes
- Diversification des typologies de logements

2. La prise en compte des documents supra-communaux



La prise en compte du SRADDET des Hauts de France (adopté le 30 juin 2020)



Le SRADDET identifie une structuration du territoire autour de Villers-Cotterêts maillé par l'axe ferroviaire qui traverse le territoire :

- La CCRV est incluse dans la zone d'influence des échanges avec l'Île-de-France
- Villers-Cotterêts constitue un pôle intermédiaire et un pôle d'échange multimodal de rabattement vers les métropoles
- L'axe TER Picardie Laon / Paris Gare du nord via Villers-Cotterêts identifié comme ligne à accélérer / cadencer / moderniser

La prise en compte du SRADDET des Hauts de France

Des dynamiques territoriales et de préservation de la biodiversité prises en compte dans le PLUI actuel :

- Un fonctionnement du territoire en lien avec les polarités définies dans le PADD et la prise en compte des aires d'influence extérieures au territoire
- Les prescriptions patrimoniales « espaces naturels contribuant aux continuités écologiques et paysagères »
- La zone naturelle sensible (Nz) couvre notamment le réservoir de biodiversité de la forêt de Retz
- Les Espaces Boisés Classés
- OAP Déplacement : prise en compte d'éléments paysagers (entrée de villes/bourgs), de voies douces ; OAP Vallée de l'Aisne : aménagement urbain et insertion paysagère

La prise en compte du Schéma Directeur Cyclable (SDC) du Soissonnais et du Valois (document arrêté en avril 2020)

Le réseau cyclable sur la CCRV à l'horizon 2035 :

- 5 itinéraires structurants et des itinéraires complémentaires
 - Au nord : rabattements vers Vic-sur-Aisne
 - Au sud : rabattements vers Villers-Cotterêts
- Une vocation à usages de loisirs et de déplacements utilitaires : accès aux polarités, aux principaux équipements et zones d'activités
- Des aménagements principalement en voies vertes

La prise en compte du Schéma Directeur Cyclable (SDC) du Soissonnais et du Valois (document arrêté en avril 2020)

Une prise en compte dans le PADD actuel :

4.3 Développer les mobilités alternatives à la voiture et favoriser les déplacements doux

La prise en compte dans 1 OAP thématique « Déplacements » à l'échelle de la CCRV et dans 15 OAP (8 communes concernées par les itinéraires)

Réseau détaillé à l'échelle de la commune de Villers-Cotterêts : A prendre en compte dans le cadre de la révision du PLUI :

Lien à créer avec les différents secteurs de projets, en particulier :

- OAP Château François 1^{er}
- OAP Gare de Villers-Cotterêts

Des emplacements réservés à prévoir selon les besoins en foncier pour réalisation des aménagements

La prise en compte du Plan Local de l'Habitat intercommunal (document arrêté en mars 2020)

SCÉNARIO PLHI ARRÊTÉ – 2022-2027 :

Un scénario mesuré et réaliste de stabilisation de la population basé sur la dynamique économique en présence

SCÉNARIO PLHI APPROUVÉ – HORIZON 2035 :

Un scénario plus volontariste avec une échéance plus lointaine et une évolution différenciée entre Villers-Cotterêts et les autres communes

Une mise à jour des projections de populations pour 2035 et des objectifs de production de logements dans le PADD

Une stratégie en deux temps, sur la base du PLHI à court terme puis de reprise de dynamique après 2027

3. La mise à jour du PADD et des objectifs chiffrés de production de logements

Un PADD sous forme de deux documents complémentaires

- UN GRAND TERRITOIRE > Enjeux généraux du PADD
- UN TERRITOIRE STRUCTURÉ EN PÔLES PAR SECTEURS > Enjeux sectoriels du PADD

Les objectifs du PADD général

- Objectif 1 : Consolider l'attractivité du territoire en respectant son armature naturelle
- Objectif 2 : Agir sur la qualité urbaine, en s'appuyant sur le patrimoine local et en renforçant les équipements
- Objectif 3 : Concevoir un habitat de qualité qui réponde aux besoins en logements d'une intercommunalité multipolarisée
- Objectif 4 : Poursuivre le développement d'une offre de déplacements, en cohérence avec l'objectif de développement durable

Les orientations précisées par secteur

Des objectifs précisés dans chacun des 5 secteurs par thématiques

Des cartes associées

- Cadre de vie et développement touristique
- Activités et mobilités
- Démographie

Les objectifs sectoriels adaptés à l'armature du territoire

2 pôles primaires et 1 pôle primaire complémentaire, 5 pôles relais et des espaces transitoires

Pôles primaires

> Secteurs de développement principaux avec volonté marquée de développement de la population

Pôle primaire complémentaire

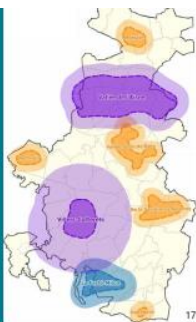
> Volonté de développement marquée, de manière complémentaire au pôle primaire

Pôles relais

> Secteur de développement intermédiaire avec volonté de croissance modérée de la population

Espaces transitoires des pôles

> Secteur de développement assurant le maintien de la population - Valorisation des territoires par l'amélioration du cadre de vie (patrimoine bâti et paysages, équipements, ...) et soutien aux activités agricoles et forestières



Les évolutions par rapport au PADD du PLUi en vigueur



UNE MISE À JOUR QUI PORTE ESSENTIELLEMENT SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS POUR :

→ Tenir compte du scénario retenu par le PLH

SCENARIO PLH ARRÊTÉ :

> Un scénario mesuré et réaliste de stabilisation de la population basé sur la dynamique économique en présence et l'augmentation de la vacance :

> Objectif pour la période 2022-2027 :

- Taux de croissance de la population à 0% soit un maintien à 29 090 habitants
- 522 logements à produire en 6 ans soit 87 logements/an (production passée 2008-2016 : 79 logements/an)

→ Proposer un développement du territoire affiné, en lien avec la tendance observée sur la dernière période (2013-2018)

OBJECTIFS CHIFFRÉS

Territoire CCRV



Évolution de la population

Avant (2008 - 2018)

2008 : 29 343 habitants
2018 : 29 361 habitants

+ 18 habitants sur 10 ans

Dont une évolution plus mesurée ces 5 dernières années :

2013 : 30 077 habitants
2018 : 29 361 habitants

-716 habitants sur 5 ans



Après (2018 - 2035)

2018 : 29 361 habitants
2035 : 30 712 habitants
[Objectif PLUi en vigueur : 33 559 habitants]

+ 1 351 habitants sur 18 ans

Ce qui représente environ
+750 habitants sur 10 ans en moyenne

Objectifs de production de logements

Hypothèse choisie

Taux de variation annuel de la population pour 2019-2035 :

0,25%

[Objectifs PLUi en vigueur : 0,55%]

Selon une phase "PLH" 2019-2027 : 0%
Et une phase 2027-2035 de reprise de dynamique : 0,50%



Besoins en logements :

2 448

[Objectif PLUi en vigueur : 2 645 logements]

Soit

163 logements / an

OBJECTIFS CHIFFRÉS

Villers-Cotterêts



Évolution de la population

Avant (2008 - 2018)

2008 : 10 168 habitants
2018 : 10 676 habitants

+ 508 habitants sur 10 ans

Dont une évolution plus mesurée ces 5 dernières années :

2013 : 10 797 habitants
2018 : 10 676 habitants

-121 habitants sur 5 ans



Après (2018 - 2035)

2018 : 10 676 habitants
2035 : 11 111 habitants
[Objectif PLUi en vigueur : 13 200 habitants]

+ 435 habitants sur 18 ans

Ce qui représente environ
+241 habitants sur 10 ans en moyenne

Objectifs de production de logements

Hypothèse choisie

Taux de variation annuel de la population pour 2019-2035 :

0,22%

[Objectifs PLUi en vigueur : 1%]

Selon une phase "PLH" 2019-2027 : 0%
Et une phase 2027-2035 de reprise de dynamique : 0,50%



Besoins en logements :

902

[Objectif PLUi en vigueur : 910 logements]

Soit

60 logements / an

La suite de la démarche

Pièces réglementaires

- > **19 Novembre 2021**
COPIL sur les évolutions réglementaires et graphiques
- > **13-17 Décembre 2021**
RDV communaux


Finalisation du projet

- > **18 Février 2022**
Réunion des personnes publiques associées avant arrêt du PLUi
- > **22-23 Février 2022**
Réunions publiques de présentation du PLUi
- > **11 mars 2022**
COPIL d'arrêt du PLUi

Merci, avez-vous des questions ?



Extrait du support présenté lors des réunions de concertation de présentation du projet de PLUi du 13 mai 2022




Révision du PLUi et élaboration du RLPi de la CC Retz-en-Valois

Réunion des Personnes Publiques Associées
Vendredi 13 Mai 2022


Déroulé de la présentation

1. Rappel des étapes d'élaboration du PLUi
2. Évolution du PADD suite au 1^{er} débat
3. Synthèse des évolutions apportées aux documents réglementaires
4. La suite de la démarche




2

Les étapes de l'élaboration du PLUi



13/05/2022 – 2^e Réunion PPA

2. Évolution du PADD suite au 1^{er} débat



4

Orientations principales du PADD et armature territoriale


Objectif 1 : Consolider l'attractivité du territoire en respectant son armature naturelle

Objectif 2 : Agir sur la qualité urbaine, en s'appuyant sur le patrimoine local et en renforçant les équipements

Objectif 3 : Concevoir un habitat de qualité qui réponde aux besoins en logements d'une intercommunalité multipolarisée

Objectif 4 : Poursuivre le développement d'une offre de déplacements, en cohérence avec l'objectif de développement durable

Évolution du PADD



6

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERNY-RIVIÈRE DANS LE PLUI

Modifications intégrées au PADD pour 2nd débat

ÉVOLUTIONS DES ORIENTATIONS GÉNÉRALES

2.4.2. Mettre en valeur des secteurs d'attractivité existants et en développement.

Accompagner la transformation du château de Villerot-Cottellets en Cité Internationale de la langue Française et penser un projet intégré au territoire

- Mettre en place les conditions permettant la mutation du château et de son domaine
- Profiter de ce projet à rayonnement national comme vecteur de développement du territoire de la CCV
- Veiller à la capacité d'accueil et à la gestion des flux

Développer l'offre en hébergement touristique en lien avec les spécificités du territoire et en accompagnement des projets de grande échelle sur le territoire de la CCV.

Développer les itinéraires de promenade entre les sites remarquables du territoire

Valoriser le patrimoine bâti existant en facilitant le changement de destination des constructions vers des usages d'habitat de tourisme, etc.

Une orientation générale dans laquelle s'inscrit le projet

PROPOSITION DE PRÉCISION :

Compléments avec la mention du projet d'extension du camping

« Accompagner l'extension et la montée en gamme du camping de Berny-Rivière, vecteur d'attractivité et de rayonnement pour le territoire. »

Un projet déjà identifié dans les orientations du SCoT SEPOAS « Porter des actions fortes autour du château de Pierrefonds, du camping-caravaning de Berny-Rivière et du thème de la Grande Guerre »

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERNY-RIVIÈRE DANS LE PLUI

Modifications intégrées au PADD pour 2nd débat

ÉVOLUTIONS DES ORIENTATIONS SECTORIELLES

Vallée de l'Aisne : cadre de vie et développement touristique

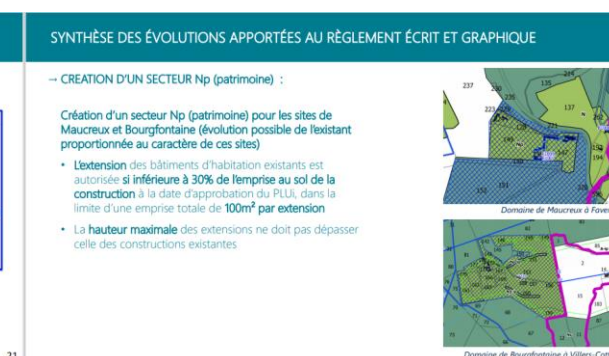
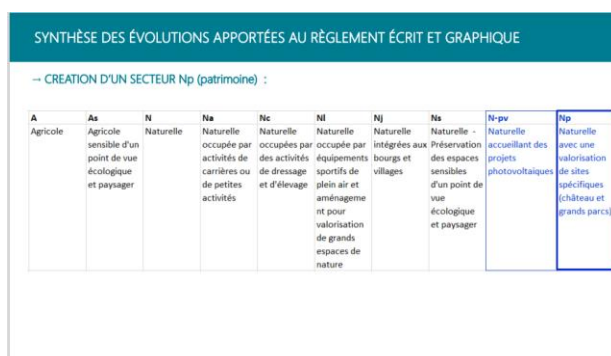
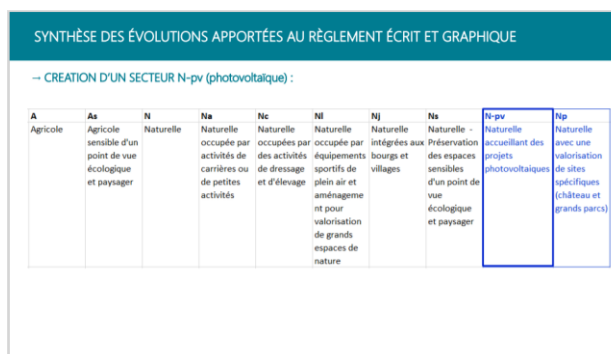
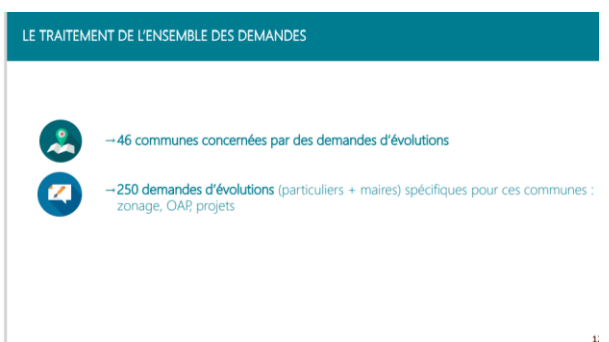
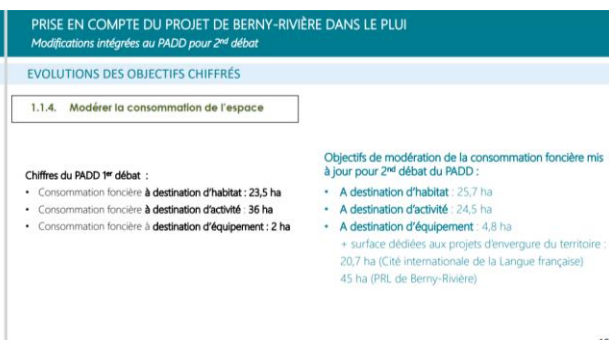



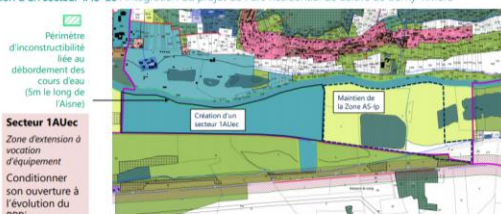

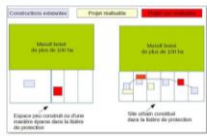

PROPOSITION D'ÉVOLUTION :

Ajout de la localisation de l'extension du camping dans les « Projets touristiques à développer »

7

8



<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>→ CREATION DE 5 NOUVELLES ZONES AU, DONT 3 SECTEURS NOUVEAUX CREEES :</div><div><table><tr><td>1AU-A5 Habitat</td><td>1AU-A7 Habitat</td><td>1AU-B1 Habitat</td><td>1AU-B3 Habitat</td><td>1AU-C1 Habitat</td><td>1AU-C2 Habitat</td><td>1AU-C3 Habitat</td><td>1AU-C4 Habitat</td><td>1AU-C5 Habitat</td><td>1AU-C6 Habitat</td></tr><tr><td>1AU-1a Activité</td><td>1AU-1b Entrepot et Industrie</td><td>1AU-Ea Équipements sociaux, scolaires, hospitaliers</td><td>1AU-Eb Équipements</td><td>1AU-Ec Équipement de loisirs</td><td>1AU-G vocation mixte</td><td>1AU-R OAP réglementaire</td><td>2AU</td><td></td><td></td></tr></table></div></div> <div>23</div>	1AU-A5 Habitat	1AU-A7 Habitat	1AU-B1 Habitat	1AU-B3 Habitat	1AU-C1 Habitat	1AU-C2 Habitat	1AU-C3 Habitat	1AU-C4 Habitat	1AU-C5 Habitat	1AU-C6 Habitat	1AU-1a Activité	1AU-1b Entrepot et Industrie	1AU-Ea Équipements sociaux, scolaires, hospitaliers	1AU-Eb Équipements	1AU-Ec Équipement de loisirs	1AU-G vocation mixte	1AU-R OAP réglementaire	2AU			<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>→ Nouveaux secteurs AU créés :</div><div><div>VIC-SUR-AISNE</div><ul style="list-style-type: none">Création d'un secteur 1AU-C6 : Intégration du règlement créé par la DP de Vic-sur-Aisne pour une résidence séniorCréation d'un secteur 1AU-C1 : Intégration du règlement pour le projet d'extension à Vic-sur-Aisne en prolongement du projet de résidence sénior</div><div><p>Zones 1AU-C1 et 1AU-C6 à Vic-sur-Aisne</p></div></div> <div>23</div>
1AU-A5 Habitat	1AU-A7 Habitat	1AU-B1 Habitat	1AU-B3 Habitat	1AU-C1 Habitat	1AU-C2 Habitat	1AU-C3 Habitat	1AU-C4 Habitat	1AU-C5 Habitat	1AU-C6 Habitat												
1AU-1a Activité	1AU-1b Entrepot et Industrie	1AU-Ea Équipements sociaux, scolaires, hospitaliers	1AU-Eb Équipements	1AU-Ec Équipement de loisirs	1AU-G vocation mixte	1AU-R OAP réglementaire	2AU														
<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>→ Nouveaux secteurs AU créés :</div><div><div>BERRY RIVIERE :</div><ul style="list-style-type: none">Création d'un secteur 1AU-Ec : Intégration du projet de Parc Résidentiel de Loisirs de Berry-Rivière</div><div><p>Secteur 1AU-Ec Zone d'extension à vocation d'équipement Conditionner son ouverture à l'évolution du PPRI</p></div></div> <div>23</div>	<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>→ EVOLUTION DU STECAL UHh :</div><div><table><tr><td>UH1</td><td>UH2</td><td>UH3A</td><td>UH3B</td><td>UH4</td><td>UH5</td><td>UHh</td><td>UHh</td></tr><tr><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td><td>STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat</td></tr></table></div><div><ul style="list-style-type: none">Création d'un STECAL UHh à Vivrières (Projet touristique de chalets démontables sur pilotis)Évolution du règlement du STECAL UHh : Autoriser l'implantation d'habitations légères de loisirs</div><div><p>STECAL UHh à Vivrières</p></div></div> <div>23</div>	UH1	UH2	UH3A	UH3B	UH4	UH5	UHh	UHh	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat				
UH1	UH2	UH3A	UH3B	UH4	UH5	UHh	UHh														
STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat	STECAL Éléments isolés en zones A ou N Habitat														
<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>→ AUTRES EVOLUTIONS PRINCIPALES APPORTEES :</div><div><ul style="list-style-type: none">Clarification des règles sur les implantations par rapport aux limites séparativesFlexibilité apportée sur l'implantation des annexes, notamment pour les annexes de moins de 20 m² (aspect et implantation)Interdiction des antennes relais et de l'éolien en zones As et Ns pour motifs de sensibilité environnementale et paysagère des sites : compléments à apporter au rapport de présentation</div></div> <div>21</div>	<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>→ AUTRES EVOLUTIONS PRINCIPALES APPORTEES :</div><div><ul style="list-style-type: none">Précision de la règle liée à la bande d'inconstructibilité de 50m en lisières des massifs boisés de + de 50ha : Compléments pour tenir compte de l'intersection de la bande d'inconstructibilité avec des « Sites urbains constitués »</div><div><div>→ Définition d'un Site urbain constitué :</div><div><ul style="list-style-type: none">Unité foncière viabilisée et desservie par voie goudronnéesLa densité est comparable à celle des ensembles urbains les plus proches hors bande de protection de la lisièreLe volume des constructions existantes est similaire à celui des ensembles urbains les plus proches situés hors bande de protection de la lisière</div><div><p>Ne peuvent être considérés comme des SUIC des espaces peu construits ouverts de manière anarchique (habitat diffus) constituant un début de mitage de la lisière ou la protection de la forêt est encore possible.</p><p>L'existence d'un site urbain constitué et ses limites sont appréciés au cas par cas, en tenant compte des limites physiques et des voiries existantes.</p></div><div><div>→ Prise en compte d'une notion de front d'urbanisation entre les constructions existantes qui font la limite d'implantation des nouvelles constructions</div><div><p>Exemple du SDUP : Règle d'implantation dans la bande de 50 m depuis les lisières de massifs boisés</p></div></div></div><div>22</div></div>																				
<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</div> <div><div>Pièce relative aux prescriptions (5.10)</div><div><div>→ Mise à jour de la formulation concernant les changements de destination conformément à l'article L151-11 du Code de l'urbanisme : élargi à l'ensemble des bâtiments et aux zones agricoles, naturelles et forestières</div><div><div>Localisation des bâtiments agricoles pouvant changer de destination</div><div><p>L'article 15 de la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 prévoit des possibilités d'évolution du patrimoine rural des communes. En effet, les bâtiments agricoles situés dans les zones A du PLU peuvent faire l'objet d'un changement de destination, sous réserve d'une analyse préalable dans les principaux critères sont énoncés par l'article L151-11 du Code de l'urbanisme qui indique :</p><p>La loi ALUR doit pour l'accès au logement et un Urbanisme Revitalisé puis la loi LAM d'avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, adoptées en 2014, ont précisée les possibilités de constructions en zones A et N. Le règlement du PLU peut désigner sous les bâtiments peuvent faire l'objet d'un changement de destination conformément à l'article L151-11 du Code de l'urbanisme, qui indique :</p><p>« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L151-11, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. »</p><p>« Dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole. »</p></div></div></div><div>23</div></div>	<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX SERVITUDES</div> <div><div>Sur les plans de zonage</div><div><div></div><div>→Prise en compte des PPRI des communes de Montgobert, Saint-Bandry et Chouy sur leurs plans de zonages respectifs :</div><div><ul style="list-style-type: none">Ajout de la mention -lp sur les zones concernéesAjout des axes de ruissellement et coulées de boues</div><div><div></div><div>→ Ajout de l'AVAP de la Ferté-Milon sur le plan de zonage</div></div></div><div>24</div></div>																				
<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP</div> <div>Modifications graphiques et nouvelles OAP</div>	<div>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP</div> <div>Modifications graphiques et nouvelles OAP</div>																				

SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP
Modifications graphiques et nouvelles OAP

→ 12 OAP modifiées, notamment modifications graphiques :

- 8 OAP Habitat
(La Ferté-Milon, Remant, Ressons-le-Long, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterêts)
- 2 OAP Équipement
(Pernant OAP EHPAD, Villers-Cotterêts OAP Château)
- 2 OAP Activité
(Villers-Cotterêts : ZA des Portes du Valois et Scienc)

→ 2 OAP supprimées :

- 1 OAP Habitat
(Villers-Cotterêts OAP Fosse Salmon ~100 logements)
- 1 OAP Équipement
(Couvres-et-Valsery OAP Château)

25

SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP
Modifications graphiques et nouvelles OAP

→ Création de 6 nouvelles OAP sectorielles [en cours de validation par les communes]

VOCATION	Détails	Statut
HABITAT	Villers-Cotterêts – Secteur ancienne scierie (2ha ~70 logements)	Renouvellement
	Ressons-le-Long – Secteur de la Dentelette (1,7ha ~15 logements)	Extension
	Taillefontaine – Secteur Rue du Mont Gillon (0,8ha ~4 logements)	Extension
ACTIVITE	Vic-sur-Aisne – Sous le Blanc Muret	Extension
	Ressons-le-Long – Secteur de la Vache noire (2,4 ha)	Extension
EQUIPEMENT	Berry-Rivière – Parc Résidentiel de Loisirs (90ha)	Extension
	La Ferté-Milon – Aménagement secteur gare (~ 0,6 ha)	Renouvellement

26

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERRY-RIVIÈRE DANS LE PLUI
Création d'une OAP correspondante

Schéma de l'OAP

0 250 500 m

27

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERRY-RIVIÈRE DANS LE PLUI
Création d'une OAP correspondante

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

1ers résultats
Sous réserve des études complémentaires à mener

Carte TVB PLUI
Corridor multitrane du SRCE lié à l'Aisne

Source : Données APUR - LYON

28

SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP
Prise en compte de la loi Climat et Résilience

→ Ajout dans les OAP d'un échéancier pour l'ouverture à l'urbanisation et l'aménagement des zones AU

→ Définition d'une temporalité de la manière suivante :

- Court terme : 0-2 ans
- Moyen terme : 2-4 ans
- Long terme : 4-6 ans

→ Ajout de cette temporalité en introduction de chaque OAP concernée [en cours de réalisation, et validation par les élus]

29

4. La suite de la démarche

30

La suite de la démarche

Phase réglementaire	Date	Événement
Finalisation du projet	> 17-18 mai 2022	Réunions publiques de présentation du PLUI
	> 3 Juin 2022	COPII d'arrêt du PLUI
	> 1er Juillet 2022	ARRET DU PLUI en Conseil Communautaire

31

Merci, avez-vous des questions ?

32

Extrait du support présenté lors des réunions publiques de concertation de présentation du projet de PLUi du 22 et 23 février 2022



Révision du PLUi et élaboration du RLPI de la CC Retz-en-Valois

Réunions Publiques
Mardi 22 et Mercredi 23 Février 2022

Déroulé de la présentation

1. Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ?
2. Le projet de territoire (PADD)
3. Les outils réglementaires
 - Le plan de zonage
 - Le règlement écrit
 - Les OAP
4. Recueil des évolutions et concertation
5. La suite de la démarche

1. Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ?



Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal ?



Un document d'urbanisme pour réglementer l'occupation du sol et la construction



2035
Un document de court et moyen terme



Il fixe les grands objectifs de développement du territoire



Il détermine les moyens pour les atteindre : règles et intentions d'aménagement

Les étapes de réalisation

Avril 2021 Juillet 2021 Octobre 2021 **Réunions publiques 22-23 février 2022** Juillet 2022 Début 2023

LE DIAGNOSTIC

Quel territoire aujourd'hui ?

LE P.A.D.D.

Quel territoire en 2035 ?

LE REGLEMENT

Quelles règles appliquer sur le territoire pour mettre en œuvre le projet ?

VALIDATION

Consultation des personnes publiques puis enquête publique

CONCERTATION DE LA POPULATION

Un document en plusieurs volets

LE DIAGNOSTIC

Diagnostics multi-thématiques
Définition d'enjeux

LE P.A.D.D.

Projet de territoire
Orientations d'aménagement
Objectifs chiffrés (habitants, logements,...)

LE REGLEMENT

Règlement écrit et graphique
Règles et évolutions spatialisées

Justifications
Explication des choix de développement

La révision du PLUi de la CCRV



Un PLUi initial approuvé en Février 2020

Aujourd'hui une révision pour intégrer des évolutions



Les documents « supra-communaux »



De nouveaux projets de territoire apparus après l'approbation du PLUi



Des rectifications pour une meilleure compréhension et usage du document

Les évolutions du PLUi



Les documents « supra-communaux »

- SRADDET des Hauts de France adopté le 30 juin 2020
- Schéma directeur cyclable du Soissonnais et du Valois, arrêté en avril 2021
- Programme local de l'habitat (PLH), adopté le 10 décembre 2021



De nouveaux projets de territoire apparus après l'approbation du PLUi

- L'intégration de l'AVAP valant SPR sur la commune de la Ferté-Milon
- L'intégration des PPRI des communes de Chouy, Montgobert, Saint-Bandry et Soucy
- La vérification du zonage et des risques liés aux cavités souterraines, selon l'étude BRGM
- La prise en compte de nouveaux projets (touristiques, éoliens, de centrales solaires)



Des rectifications pour une meilleure compréhension et usage du document

- Clarification du règlement écrit et du plan de zonage pour une meilleure lecture
- Des évolutions dans l'écriture du règlement concernant les annexes, les toitures, les menuiseries, les clôtures
- Des demandes de changements de zones sur des parcelles au cas-par-cas
- Des évolutions sur certaines OAP

2. Le projet de territoire (PADD)

9

4 orientations principales

10

- Objectif 1 :** Consolider l'attractivité du territoire en respectant son armature naturelle
- Objectif 2 :** Agir sur la qualité urbaine, en s'appuyant sur le patrimoine local et en renforçant les équipements
- Objectif 3 :** Concevoir un habitat de qualité qui réponde aux besoins en logements d'une intercommunalité multipolarisée
- Objectif 4 :** Poursuivre le développement d'une offre de déplacements, en cohérence avec l'objectif de développement durable

Des objectifs sectoriels

adaptés à l'armature du territoire

11

Une évolution du PADD

Sur ces objectifs chiffrés

UNE MISE À JOUR DES OBJECTIFS DE POPULATION ET DE LOGEMENTS À PRODUIRE POUR TENIR COMPTE :

→ Du scénario retenu par le Programme Local de l'Habitat (PLHi) adopté le 10 décembre 2021

→ De l'évolution de la population plus mesurée sur la période 2013-2018 (actualisation par rapport à l'élaboration du PLUi)

Nouvel objectif de population pour 2035 :
30 712 habitants
Objectif PLUi en vigueur : 33 559 habitants

Besoins en logements actualisés pour 2035:
2 448 logements
Solt 163 logements/an
Objectif PLUi en vigueur : 2 645 logements

12

Synthèse population et logements projetés à l'horizon 2035

13

Evolution population projetée 2018-2035

Production de logements 2021-2035

14

3. Les outils réglementaires

LE PLAN DE ZONAGE
LE REGLEMENT ECRIT
LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

15

Du projet de territoire au règlement

Une traduction réglementaire des objectifs du PADD

LE RÈGLEMENT DU PLU
Les règles écrites

LE PLAN DE ZONAGE
La traduction graphique du règlement

LES OAP
Des règles thématiques ou sectorielles

Ces pièces définiront les règles d'urbanisme s'appliquant à l'ensemble des communes du territoire

16

Le plan de zonage

16

Le plan de zonage

Les zones

> Un travail à l'échelle communautaire mais un plan de zonage pour chaque commune

Le plan de zonage

Les zones

> Un territoire découpé en zones, elles-mêmes découpées en secteurs

> Des règles de constructions différentes à respecter

U Les zones urbaines

Zones d'habitat, d'équipements, activités

AU Les zones à urbaniser

Zones d'urbanisation future

A Les zones agricoles

Espaces dédiés à l'agriculture, à protéger pour leur qualité agronomique, économique, biologique

N Les zones naturelles

Espaces occupés par des boisements, lisières, corridors écologiques, zones de loisirs

> Pour les communes couvertes par un Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI), les règles du PPRI s'ajoutent et priment

Le plan de zonage

Les zones

U Les zones urbaines

> Déclinées selon :

Zone UA

Tissu ancien des cœurs de bourg

Zone UB

Tissu mixte en continuité des centres anciens et hameaux importants

Zone UC

Tissu récent d'habitat pavillonnaire ou collectif

Zone UE

Zone d'équipement

Zone UI

Zone d'activité

Zone UH

Bâti isolé en zone agricole ou naturelle

STECAL

Le plan de zonage

Les zones

AU Les zones à urbaniser

> Déclinées selon :

Zone AU

Zone à urbaniser à vocation d'habitat

23,5 ha

Zone AUii

Zone à urbaniser à vocation industrie

36 ha

Zone AUe

Zone à urbaniser à vocation d'équipement

2 ha

Elles répondent au besoin en extensions identifiées au PADD :

OBJECTIFS :

• Construire en priorité au sein des villages :

• Mobiliser le potentiel foncier

• Mobiliser les logements vacants

• Éviter les réserves foncières

Le plan de zonage

Les zones

A et N Les zones agricoles et naturelles

> Déclinées selon l'usage du sol et leur sensibilité écologique / paysagère :

> Y sont autorisées (Sauf secteurs As et Ns)

• Les constructions nouvelles nécessaires à l'exploitation forestière / à l'activité agricole

• Les évolutions du bâti existant comme les extensions et annexes limitées (piscines, abris de jardins, etc.)

• Les changements de destination sur les bâtiments ciblés au plan de zonage (sous réserve de validation par la CDPENAF)

Le plan de zonage

Les zones

A Les zones agricoles

> Elles reprennent les terrains actuellement cultivés et ceux à préserver pour leurs qualités agronomiques

> Déclinées selon :

Zone A

Zone agricole

Zone As

Zone agricole sensible, d'un point de vue écologique ou paysager, ou identifiée au PPRI

> Y sont autorisés :

• Les évolutions du bâti existant jusqu'à 40m² (annexes, extensions)

• Les constructions nouvelles liées à l'activité agricole

• Les changements d'usage vers de l'habitation

Le plan de zonage

Les zones

N Les zones naturelles

> Elles reprennent l'armature de la trame verte et bleue, les continuités écologiques, les jardins à préserver

> Déclinées selon leurs sensibilités écologiques et leur zonage :

Zone N

Zone naturelle

Zone Na

Activité de carrière

Zone Nc

Activités de dressage

Zone Nj

Jardins privés et cœurs d'îlots à préserver

Zone Ni

Équipements sportifs et de loisirs

Zone Npv

Accueillant des projets photovoltaïques

Zone Np

Secteurs de sites patrimoniaux d'envergure

Zone Ns

Milieux fragiles, réservoirs de biodiversité ou liés à la gestion inondations (PPRI)

> Y sont autorisés :

• Les évolutions du bâti existant : annexes jusqu'à 40m², ou 20m² en Nj ; extensions jusqu'à 40m² ou 25m² en Nj

Le plan de zonage

Les prescriptions spécifiques

Les prescriptions patrimoniales

> Espaces boisés classés

> Prescriptions patrimoniales surfaciques

Éléments de la trame verte et bleue, ensembles bâtis remarquables, continuités paysagères, parcs

> Prescriptions patrimoniales linéaires

Alignements d'arbres, murets, chemins

> Prescriptions patrimoniales ponctuelles

Châteaux, habitations et édifices remarquables, édifices religieux, fermes, lavoirs et fontaines, vues

■ Espaces Boisés Classés

■ prescriptions patrimoniales surfaciques : espaces naturels contribuant aux continuités écologiques et paysagères, espaces de paysage, ensembles bâtis et paysagers

★ prescriptions patrimoniales ponctuelles : édifices et éléments bâtis, cœurs de vau, arbres

— prescriptions patrimoniales linéaires : murs, murets, chemins et venelles, alignements d'arbres



Les orientations d'aménagement et de programmation

> Des **principes d'aménagement** pour orienter le développement de secteurs ou thématiques stratégiques

> Un **schéma d'aménagement + un texte** qui donnent les grands axes du projet :

- Insertion architecturale, urbaine et paysagère
- Mixité fonctionnelle et sociale
- Qualité environnementale et prévention des risques
- Desserte et accès

Deux types d'OAP :



OAP thématique



OAP sectorielle

33

Les OAP



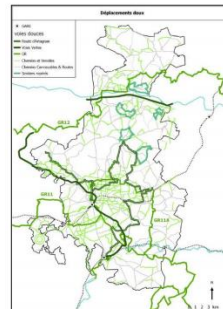
OAP thématique



OAP Déplacement

> Définis des secteurs d'enjeux et des préconisations liées aux déplacements

Entrées de ville, cheminements doux, transports en commun...



34

Les OAP



OAP thématique



OAP Vallée de l'Aisne

> Donne des clefs de lecture du paysage et d'insertion dans les caractéristiques de la vallée

Créer ou renforcer la présence d'équipement, espaces de tourisme et loisirs, dessertes cyclables



35

Les OAP



OAP thématique



OAP Habitat Villiers-Cotterêts

> Identifie des secteurs sur lesquels produire plus particulièrement le développement de logements

Futures opérations, niveau de densité, diversification des logements



36

Les OAP



OAP sectorielles



OAP sectorielles Habitat / Équipement / Activités

> Obligatoire sur les zones d'extensions urbaines (Zones AU)

> Orientations pour des secteurs stratégiques/de projet (en extension ou renouvellement urbain)

> Certaines à valeur réglementaire

> Définition de densité minimum



37

5. Recueil des évolutions et concertation

altéreo



38

Une démarche de recueil des évolutions en continu



39

Le traitement de l'ensemble des demandes



→ Un document de suivi pour compiler l'ensemble des souhaits d'évolution

- Par documents du PLUI pour les demandes générales
- Par commune pour les demandes spécifiques



→ 46 communes concernées par des demandes d'évolutions



→ 250 demandes d'évolutions (particuliers + maires) spécifiques pour ces communes : zonage, OAP projets

40

6. La suite de la démarche

41

altéreo

Finalisation de la réalisation des documents réglementaires

Finalisation du projet

Phase de consultation

> Mars - Juin 2022

> 13 mai 2022

Réunion des personnes publiques associées avant arrêt du PLUi

> 3 juin 2022

COPIL avant arrêt du PLUi

> 1^{er} Juillet 2022

Arrêt du PLUi Mai 2022

> Juil - Oct 2022

Personnes publiques associées

> Nov - Dec 2022

Enquête publique

Approbation et mise en vigueur du PLUi : 1^{er} trimestre 2023

42

Merci de votre attention

Avez-vous des questions ?

43

altéreo

44

Extrait du support présenté lors des réunions publiques de concertation de présentation du projet de PLUi du 17 et 18 mai 2022




Révision du PLUi et élaboration du RLPi de la CC Retz-en-Valois

Réunions publiques
Mardi 17 et mercredi 18 Mai 2022

Déroulé de la présentation

1. Rappel : Étapes d'élaboration du PLUi
2. Le projet de territoire (PADD)
3. Synthèse des évolutions apportées aux documents réglementaires
4. Recueil des évolutions et concertation
5. La suite de la démarche



2

1. Rappel : Étapes d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

QU'EST-CE QU'UN PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL ?



Un document d'urbanisme pour réglementer l'occupation du sol et la construction



Un document de court et moyen terme



Il fixe les grands objectifs de développement du territoire



Il détermine les moyens pour les atteindre : règles et intentions d'aménagement

4

OBJECTIF DE LA RÉVISION DU PLUi DE LA CCRV



Un PLUi initial approuvé en Février 2020

➔

Aujourd'hui une révision pour intégrer des évolutions

-  Les documents « supra-communaux »
-  De nouveaux projets de territoire apparus après l'approbation du PLUi
-  Des rectifications pour une meilleure compréhension et usage du document

LES ÉTAPES DE L'ÉLABORATION DU PLUi



2 Réunions publiques
22-23 février 2022

2 Réunions publiques
17-18 Mai 2022

6

2. Le projet de territoire (PADD)

4 orientations structurantes





- Objectif 1 :**
Consolider l'attractivité du territoire en respectant son armature naturelle
- Objectif 2 :**
Agir sur la qualité urbaine, en s'appuyant sur le patrimoine local et en renforçant les équipements
- Objectif 3 :**
Concevoir un habitat de qualité qui réponde aux besoins en logements d'une intercommunalité multipolarisée
- Objectif 4 :**
Poursuivre le développement d'une offre de déplacements, en cohérence avec l'objectif de développement durable

2

Déclinées en objectifs sectoriels adaptés à l'armature du territoire

Des objectifs chiffrés de développement

UNE MISE À JOUR DES OBJECTIFS DE POPULATION ET DE LOGEMENTS À PRODUIRE POUR TENIR COMPTE :

- Du scénario retenu par le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté le 10 décembre 2021
- De l'évolution de la population plus mesurée sur la période 2013-2018 (actualisation par rapport à l'élaboration du PLUI)

Objectif de population pour 2035 :
30 712 habitants

Population actuelle : 29 361 habitants (INSEE 2018)

Objectif PLUI en vigueur : 33 559 habitants

Besoins en logements pour 2035:
2 448 logements

Soit 163 logements/an

Objectif PLUI en vigueur : 2 645 logements

Évolution du PADD

- Un 1^{er} débat du PADD en conseil communautaire le 12 Novembre 2021
- Un 2^e débat du PADD en conseil communautaire le 18 mars 2022 :
 - Intégration d'un projet d'intérêt communautaire à vocation touristique : Un Parc résidentiel de loisirs sur la commune de Berny-Rivière
 - Mise à jour des objectifs chiffrés de la consommation foncière pour tenir compte du projet

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERNY-RIVIÈRE DANS LE PLUI

Modifications intégrées au PADD pour 2nd débat

ÉVOLUTIONS DES ORIENTATIONS GÉNÉRALES

2.4.2. Mettre en valeur des secteurs d'attractivité existants et en développement.

Accompagner la transformation du château de Villen-Cocherits en Cité Internationale de la langue française et penser un projet intégré au territoire

- Mettre en place les conditions permettant la mutation du château et de son domaine
- Profiter de ce projet à rayonnement national comme vecteur de développement du territoire de la CCRV
- Véhiculer la capacité de déplacements et à la gestion des flux

Développer l'offre en logements touristiques en lien avec les spécificités du territoire et en accompagnement des actions de grande échelle sur le territoire de la CCRV

Développer les itinéraires de promenade entre les sites remarquables du territoire

Valoriser le patrimoine bâti existant en facilitant le changement de destination des constructions vers des usages d'habitat, de tourisme, etc.

Une orientation générale dans laquelle s'inscrit le projet

PROPOSITION DE PRÉCISION :

Compléments avec la mention du projet d'extension du camping

« Accompagner l'extension et la montée en gamme du camping de Berny-Rivière, vecteur d'attractivité et de rayonnement pour le territoire. »

Un projet déjà identifié dans les orientations du SCOT SEPOAS « Porter des actions fortes autour du château de Pierrefonds, du camping-caravaning de Berny-Rivière et du thème de la Grande Guerre »

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERNY-RIVIÈRE DANS LE PLUI

Modifications intégrées au PADD pour 2nd débat

ÉVOLUTIONS DES ORIENTATIONS SECTORIELLES

Vallée de l'Aisne : cadre de vie et développement touristique

PROPOSITION D'ÉVOLUTION :

★ Ajout de la localisation de l'extension du camping dans les « Projets touristiques à développer »

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERNY-RIVIÈRE DANS LE PLUI

Modifications intégrées au PADD pour 2nd débat

PRISE EN COMPTE DU PROJET DE BERNY-RIVIÈRE DANS LE PLUI

Modifications intégrées au PADD pour 2nd débat

ÉVOLUTIONS DES OBJECTIFS CHIFFRÉS

1.1.4. Modérer la consommation de l'espace

Chiffres du PADD 1^{er} débat :

- Consommation foncière à destination d'habitat : 23,5 ha
- Consommation foncière à destination d'activité : 36 ha
- Consommation foncière à destination d'équipement : 2 ha

Objectifs de modération de la consommation foncière mis à jour pour 2nd débat du PADD :

- A destination d'habitat : 25,7 ha
- A destination d'activité : 24,5 ha
- A destination d'équipement : 4,8 ha

+ surface dédiées aux projets d'envergure du territoire : 20,7 ha (Cité internationale de la Langue française) 45 ha (PRL de Berny-Rivière)

3. Synthèse des évolutions apportées aux documents réglementaires

<p>LE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES DEMANDES</p> <p>→ 46 communes concernées par des demandes d'évolutions (sur les 54 communes du territoire)</p> <p>→ + de 250 demandes d'évolutions (particuliers + maires) spécifiques pour ces communes sur les documents suivants :</p> <div> <p>LE RÈGLEMENT DU PLU Les règles écrites</p> <p>LE PLAN DE ZONAGE La traduction graphique du règlement</p> <p>LES OAP Les règles thématiques ou sectorielles</p> </div>	<p>AMÉLIORATION DE LA LECTURE DES PLANS DE ZONAGE</p> <p>→ Export centré sur les communes pour une meilleure lecture par commune</p> <p>→ Ajout de la légende sur chaque plan</p> <p>→ Amélioration du graphisme pour mieux identifier chaque élément</p>
<p>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</p> <p>U Les zones Urbaines</p> <p>> Déclinées selon :</p> <p>Zone UA Tissu ancien des cœurs de bourg</p> <p>Zone UB Tissu mixte en continuité des centres anciens et hameaux importants</p> <p>Zone UC Tissu récent d'habitat pavillonnaire ou collectif</p> <p>Zone UE Zone d'équipement</p> <p>Zone UI Zone d'activité</p> <p>→ Des reprises à la parcelles mais pas de modification des secteurs</p>	<p>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</p> <p>A et N Les zones Agricoles et Naturelles</p> <p>> Déclinées selon :</p> <p>Zone A Zone agricole – Terrains actuellement cultivés et ceux à préserver pour leur qualité agronomiques</p> <p>Zone As Zone agricole sensible, d'un point de vue écologique ou paysager, ou identifiée au PPR</p> <p>Zone N Zone naturelle</p> <p>Zone Na Activité de carrière</p> <p>Zone Nc Activités de dressage</p> <p>Zone Nj Jardins privés et cours d'îlots à préserver</p> <p>Zone Ni Équipements sportifs et de loisirs</p> <p>Zone Ns Milieux fragiles, réservoirs de biodiversité ou liés à la gestion inondations (PPRI)</p> <p>→ Création de 2 nouveaux secteurs :</p> <p>Zone Npv Accueil de projets photovoltaïques (Les centrales solaires relèvent Destination « Équipement d'intérêt collectif » et de la sous-destination « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées »)</p> <p>Zone Np Secteurs de sites patrimoniaux d'envergure</p> <p>Domaine de Maucoux à Fomelles Domaine de Bourgentaine à Villers-Cotterêts</p>
<p>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</p> <p>AU Les zones Urbaines</p> <p>> Déclinées selon :</p> <p>Zones AU Zone à urbaniser à vocation d'habitat</p> <p>Zones AUi Zone à urbaniser à vocation d'activité, d'entrepôt et industrie</p> <p>Zones AUe Zone à urbaniser à vocation d'équipement</p> <p>→ Ajout de 5 nouvelles zones AU, dont 3 nouveaux secteurs créés :</p> <p>Secteur 1AU-C1 Intégration du règlement pour le projet d'extension à Vic-sur-Aisne en prolongement du projet de résidence sénior</p> <p>Secteur 1AU-C6 Intégration du règlement créé par la DP de Vic-sur-Aisne pour la résidence sénior</p> <p>Secteur 1AU-Ec Intégration du projet de Parc Résidentiel de Loisirs (PRL) de Berry-Rivière</p>	<p>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</p> <p>Uh Les STECAL</p> <p>> Bâti isolé en zone agricole ou naturelle</p> <p>> Déclinées selon :</p> <p>Secteur UH1,UH2,UH3A,UH3B Secteur d'habitat</p> <p>Secteur UHA Secteurs de carrières</p> <p>Secteur UHE Secteurs de cimetières</p> <p>Secteur UHh Secteurs de gîtes et hébergements hôteliers</p> <p>Secteur UHi Secteurs d'équipements et de loisirs</p> <p>→ Évolution du STECAL UHh :</p> <ul style="list-style-type: none"> Création d'un STECAL UHh à Vivrières (Projet touristique de chalets démontables sur pilotis) Évolution du règlement du STECAL UHh : Autoriser l'implantation d'habitations légères de loisirs <p>STECAL UHh à Vivrières</p>
<p>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</p> <p>→ AUTRES ÉVOLUTIONS PRINCIPALES APPORTÉES :</p> <ul style="list-style-type: none"> Clarification des règles sur les implantations par rapport aux limites séparatives Flexibilité apportée sur l'implantation des annexes, notamment pour les annexes de moins de 20 m² (aspect et implantation) Mise à jour de la formulation concernant les changements de destination conformément à l'article L151-11 du Code de l'urbanisme : élargi à l'ensemble des bâtiments présents en zones agricoles, mais aussi en zones naturelles et forestières 	<p>SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE</p> <p>→ AUTRES ÉVOLUTIONS PRINCIPALES APPORTÉES :</p> <ul style="list-style-type: none"> Précision de la règle liée à la bande d'inconstructibilité de 50m en lisières des massifs boisés de + de 50ha : Compléments pour tenir compte de l'intersection de la bande d'inconstructibilité avec des « Sites urbains constitués » Définition d'un Site urbain constitué : <ul style="list-style-type: none"> Unité foncière viabilisée et desservie par voie goudronnées La densité est comparable à celle des ensembles urbains les plus proches hors bande de protection de la lisière Le volume des constructions existantes est similaire à celui des ensembles urbains les plus proches situés hors bande de protection de la lisière <p>Ne peuvent être considérés comme des SUIC des espaces peu construits ou/et de manière anarchique (habitat diffus) constituant un début de mitage de la lisière ou la protection de la forêt est encore possible.</p> <p>L'existence d'un site urbain constitué et ses limites sont appréciés au cas par cas, en tenant compte des limites physiques et des voiries existantes.</p> Prise en compte d'une notion de front d'urbanisation entre les constructions existantes qui fixe la limite d'implantation des nouvelles constructions <p>Exemple du SDRIF : Règle d'implantation dans la bande de 50 m depuis les lisières de massifs boisés</p>

SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX SERVITUDES

- Prise en compte des PPRI des communes de Montgobert, Saint-Bandry et Chouy sur leurs plans de zonages respectifs :
 - Ajout de la mention –ip sur les zones concernées
 - Ajout des axes de ruissellement et coulées de boues
- Ajout de l'AVAP de la Ferté-Milon sur le plan de zonage

SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP

Modifications graphiques et nouvelles OAP

→ 12 OAP modifiées, notamment modifications graphiques :

- 8 OAP Habitat
(La Ferté-Milon, Remant, Ressons-le-Long, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterêts)
- 2 OAP Équipement
(Remant OAP EHPAD, Villers-Cotterêts OAP Château)
- 2 OAP Activité
(Villers-Cotterêts : ZA des Portes du Valois et Scierie)

→ 2 OAP supprimées :

- 1 OAP Habitat
(Villers-Cotterêts OAP Fosse Salmon –100 logements)
- 1 OAP Équipement
(Cœuvres-et-Villevy OAP Château)

SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS APPORTÉES AUX OAP

Modifications graphiques et nouvelles OAP

→ Création de 6 nouvelles OAP sectorielles [en cours de validation par les communes]

VOCATION	Détails	Statut
HABITAT	Villers-Cotterêts – Secteur ancienne scierie (2ha –70 logements)	Renouvellement
	Ressons-le-Long – Secteur de la Dentelette (1,7ha –15 logements)	Extension
	Tailfontaine – Secteur Rue du Mont Gillon (0,8ha –4 logements)	Extension
	Vic-sur-Aisne – Sous le Blanc Muret	Extension
ACTIVITE	Ressons-le-Long – Secteur de la Vache noire (2,4 ha)	Extension
EQUIPEMENT	Berry-Rivière – Parc Résidentiel de Loisirs (90ha)	Extension
	La Ferté-Milon – Aménagement secteur gare (~ 0,6 ha)	Renouvellement

4. Recueil des évolutions et concertation

Une démarche de recueil des évolutions en continu

→ Depuis le démarrage de la mission : Retours des communes et de la population (mails, courriers), Registres au pôle A27 Villers-Cotterêts et antenne CCRV de Vic-sur-Aisne, Registre dématérialisé : site internet de la CCRV

→ Aout – Septembre 2021 : Rendez-vous communaux spécifiques organisés par la CCRV

→ 13 au 17 décembre 2021 : Rendez-vous proposés à toutes les communes, avec Altereo et la CCRV, 29 communes rencontrées sur 54

→ Réunions publiques : 22 et 23 Février 2022 (Villers-Cotterêts et Amélie)

→ Réunions publiques : 17 et 18 Mai 2022 (Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts)

→ Arrêt du PLU : juillet 2022

→ Consultation des personnes publiques associées → Enquête publique → Consultation de la population → Arrêt du 1er trimestre 2023

5. La suite de la démarche

La suite de la démarche

Étape	Date / Événement
Finalisation du projet	> 3 Juin 2022 : COPIL d'arrêt du PLU
	> 1er Juillet 2022 : ARRÊT DU PLU en Conseil Communautaire
Approbation et mise en vigueur du PLU	> 1er trimestre 2023

Merci, avez-vous des questions ?

Urbanisme : participez à la concertation !

Parmi les compétences de la Communauté de Communes, on compte l'aménagement de l'espace communautaire. Les règles d'urbanisme en font notamment partie comme la révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et l'élaboration du premier Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi). On vous explique de quoi il est question !

Qu'est-ce que le PLUi et le RLPi ?

Le **PLUi** précise l'ensemble des règles d'urbanisme et la politique de la collectivité en matière d'habitat, de transports et de déplacements. Document de référence destiné à évoluer, il permet d'avoir une vision à long terme pour l'ensemble du territoire.

Le **RLPi** quant à lui, est un document de réglementation de l'affichage publicitaire. Sa vocation n'est pas d'interdire la publicité mais de rendre cohérent et harmonieux cet affichage avec le territoire intercommunal et ses caractéristiques.

Du nouveau pour ces documents d'urbanisme

Par délibération en date du 11 décembre 2020, le Conseil Communautaire de la CCRV a prescrit la **révision du PLUi** et

l'élaboration de son 1^{er} RLPi.

Pour assister la collectivité, deux bureaux d'études ont été sélectionnés et une concertation est organisée tout au long des deux procédures. À ce titre, un registre de doléances est ouvert à destination du public. Vous pouvez ainsi partager vos remarques : sur la version papier disponible au Pôle Aménagement du Territoire, 35 rue du Général Leclerc à Villers-Cotterêts ou via la version électronique : www.democratie-active.fr/concertation-plui-rlpi-retzenvalois/

Réunions d'information en 2021

La **révision du PLUi** doit permettre d'améliorer un certain nombre de points réglementaires. Elle permettra de prendre en compte et d'accompagner de nouveaux projets, notamment touristiques. Des réunions publiques auront lieu pour vous informer :

- Mardi 5 octobre à 19h à Villers-Cotterêts (salle Labouret)
- Mercredi 6 octobre à 19h à Vic-sur-Aisne (salle polyvalente)

Pour en savoir plus sur la **création du RLPi**, trois réunions publiques sont organisées :

À destination des afficheurs et associations :

- Jeudi 21 octobre à 14h à Villers-Cotterêts (salle Labouret)

À destination des commerçants :

- Lundi 8 novembre à 12h à Vic-sur-Aisne (salle polyvalente)
- Mardi 9 novembre à 14h à Villers-Cotterêts (salle Labouret)

Pour tout renseignement complémentaire :

Pôle Aménagement du Territoire
35 rue du Général Leclerc
à Villers-Cotterêts - 03 23 96 99 91



PLUi/RLPi : où en sommes-nous ?

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la Communauté de Communes a lancé la révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) fin 2020.

En 2021, la collectivité a travaillé sur les grandes orientations de la révision du PLUi et de l'élaboration du RLPi. Elles ont été soumises aux Conseils communautaires des 12 novembre et 10 décembre derniers, afin d'être débattues en séance.

Depuis, le travail de fond continue et la concertation avec les personnes publiques associées (PPA)¹ et les habitants se poursuit. Des réunions publiques ont d'ores et déjà eu lieu à destination des commerçants et des professionnels de l'affichage et de l'environnement en

ce qui concerne le RLPi, ainsi que des réunions de concertation avec les PPA. Afin de vous présenter les grandes orientations du PLUi et du RLPi, **deux autres réunions publiques seront organisées les 22 et 23 février prochains**. N'hésitez pas à y assister ou à partager vos remarques sur le registre dématérialisé accessible au lien suivant :

www.democratie-active.fr/concertation-plui-rlpi-retzenvalois/

1 PPA : État, Région, Département, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture...

Rappel

Le **PLUi** précise l'ensemble des règles d'urbanisme et la politique de la collectivité en matière d'habitat, de transports et de déplacements. Document de référence destiné à évoluer, il permet d'avoir une vision à long terme pour l'ensemble du territoire.

Le **RLPi** quant à lui, est un document de réglementation de l'affichage publicitaire. Sa vocation n'est pas d'interdire la publicité mais de rendre cohérent et harmonieux cet affichage sur le territoire intercommunal en fonction de ses caractéristiques.



Journal de diffusion départementale :



RETZ-EN-VALOIS

Réunions publiques pour le plan d'urbanisme et le règlement local de publicité intercommunaux

La communauté de communes Retz-en-Valois a entamé la révision du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et de l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal (RLPi). Les rédacteurs des futurs plans ont besoin de tous les avis, chaque habitant peut et doit être acteur dans ces constructions. Deux réunions publiques sont organisées les 22 et 23 février. Elles permettront de présenter aux habitants les grandes orientations du PLUi et du RLPi. Pour rappel, le PLUi précise l'ensemble des règles d'urbanisme et la politique de la collectivité en matière d'habitat, de transports et de déplacements. Le document de référence est destiné à évoluer, il permet d'avoir une vision à long terme pour l'ensemble du territoire. Le RLPi lui, est un document qui va servir à planifier l'affichage publicitaire. Son but n'est pas d'interdire la publicité mais de rendre cohérent et harmonieux cet affichage avec le territoire et ses caractéristiques.

Les deux réunions publiques se tiendront, le mardi 22 février à 19 heures à la salle Demoustier, place de l'École à Villers-Cotterêts et la seconde le mercredi 23 février à 19 heures à la salle polyvalente de la Vigne-Catherine, rue du Stade à Ambleny. Pour ceux qui ne pourraient se rendre aux réunions, un registre de doléances est ouvert. Une version papier est disponible au pôle aménagement du territoire (ADT), 35 rue du Général-Leclerc à Villers-Cotterêts et une version électronique est accessible à l'adresse suivante : www.democratie-active.fr/concertation-plui-rlpi-retzenvalois/ Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter l'équipe du pôle ADT au 03 23 96 99 91.

Extrait du journal L'Union - Jeudi 17 février Page:8/9

AMÉNAGEMENT

Deux réunions publiques sur le plan local d'urbanisme

RETZ-EN-VALOIS

La communauté de communes Retz-en-Valois (CCRV) travaille depuis des mois sur la révision de son Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et l'élaboration du premier Règlement local de publicité intercommunal (RLPi) pour le territoire. La concertation préalable avant arrêt des deux projets se poursuit avec deux nouvelles réunions publiques à Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts la semaine prochaine.

Pour rappel, le PLUi précise l'ensemble des règles d'urbanisme et la politique de la collectivité en matière d'habitat, de transports et de déplacements. Le document permet d'avoir une vision à long terme pour le territoire. Le RLPi lui, est un document qui va servir à planifier l'affi-

chage publicitaire. Son but n'est pas d'interdire la publicité mais de rendre cohérent et harmonieux cet affichage avec le territoire intercommunal et ses caractéristiques.

Les réunions publiques se dérouleront le 17 mai à Vic-sur-Aisne à 19 heures à la salle polyvalente, 19 rue Lucien-Damy à Vic-sur-Aisne et le 18 mai à Villers-Cotterêts à 19 heures à la salle Demoustier, place de l'École à Villers-Cotterêts. Un registre de concertation est ouvert. Une version papier est disponible au Pôle aménagement du Territoire, 35 rue du Général Leclerc à Villers-Cotterêts et une version électronique est accessible à l'adresse www.democratie-active.fr/concertation-plui-rlpi-retzenvalois

Renseignements : tél. au 03 23 96 99 91.

Extrait du journal L'Union - Vendredi 13 mai 2011 - page 10/11



Soissons DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT POUR LE VILLAGE D'ENFANTS

PAGE 7

lunion.fr

L'union

Soissons
Des slogans très hostiles
au commandant
des pompiers

PAGE 8



Berny-Rivière
Le projet d'extension
du camping suscite
beaucoup d'opposition

PAGE 11

URBANISME

Débats houleux sur l'extension du camping

BERNY-RIVIÈRE Ce mardi, à Vic-sur-Aisne, se tenait une réunion publique sur la révision du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI). Il y a beaucoup été question de l'agrandissement du camping de Berny-Rivière.

HERVÉ MARTI

Aujourd'hui on polue la révision du PLUI (Plan local d'urbanisme intercommunal) avec l'extension du camping. On est quand même dans une zone inondable. Le Dreal (NDLR : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) va demander des documents et à cause du PPR (NDLR : Plan de prévention du risque d'inondation) on ne sait même pas si le projet d'extension sera exploitable. On met la peinture avant d'avoir posé les murs. » Ce mardi soir, lors d'une réunion publique de révision du PLUI de la Communauté de communes de Rietz-en-Valois (CCRV) à Vic-sur-Aisne, Hervé Heurtault, maire de Berny-Rivière, a maintenu sa « position négative » sur le projet.

Philippe Lefèvre souhaite tripler la surface du camping. La Croix du vieux pont. Il est prévu que le site touristique 5 étoiles que son père a créé en 1968 passe en effet de 40 à 130 hectares. La surface d'extension de 90 hectares est située au sud du camping et du village. Le but est d'augmenter la capacité d'accueil quotidienne de 2 000 vacanciers en passant de 800 à 1 100 bungalows (les nouveaux seraient sur pilotis), tout en offrant des animations supplémentaires aux touristes de ce qui est déjà le plus grand camping piscinard. Le propriétaire imagine entre autres une piste de karting indoor, une pratique de golf, des activités sur les étangs (jet-ski, ski nautique, pé-

dalos, pêche...), un espace aquatique, un restaurant, une salle de sport... Pour plusieurs participants à la réunion – plus de 80 personnes étaient présentes à la salle polyvalente de Vic – le projet paraît pharaonique. Thierry Sanchez, ex-maire de Berny-Rivière (1989-2008) et actuel conseiller municipal, reproche ceci : « On nous dit qu'il faut limiter la consommation du foncier, en particulier agricole, et supprimer les zones d'extension de l'habitat, et dans le même temps on offre 90 hectares à un projet touristique qui va imperméabiliser les sols avec des bâtiments dur comme le restaurant, les sanitaires ou le karting. »

« Si mon projet ne se fait pas, je vais extraire la grève du sol »

Philippe Lefèvre, propriétaire du camping

Présent, Philippe Lefèvre écoute les remontrances. Philippe Vasseur, ex-principal-adjoint au collège de Vic, aborde l'aspect écologique : « Vous ne parlez pas des nuisances sonores ou visuelles, et de la destruction des espaces agricoles et de la biodiversité. » Un autre Bernéen au t-shirt rouge s'enchaine : « Il y a aussi le traitement des eaux usées. Et en cas de fortes crues, vous avez pensé aux conséquences pour les campers ? » Thierry Sanchez enfonce le clou : « Le territoire appartient à tous les habitants et pas seulement à une seule personne ou à un seigneur. Nous ne



Philippe Lefèvre (à gauche), propriétaire du camping, a exprimé son point de vue face à ses contradicteurs durant la réunion. H.M.

sommes plus au Moyen Âge ! » Philippe Lefèvre répliquait : « C'est mon projet, mais il n'est pas profitable qu'à moi. Le camping a profité à toute la commune de Berny-Rivière, notamment grâce aux taxes de séjours et à la taxe foncière. » Et il signalait qu'il n'avait pas négocié sur le prix des champs : « J'ai acheté les terres agricoles au-dessus du prix du foncier parce qu'il y a de la grève en dessous. » Thierry Sanchez rétorquait : « Le camping va ressembler de plus en plus à une usine. C'est peu être le moment

de se dire qu'il faut que tu t'arrêtes là ! » Suscitant ainsi une volée d'applaudissements. Jean-Pascal Berson, vice-président à l'Aménagement du territoire de la CCRV, essayait de tempérer les ardeurs en signifiant que la révision du PLUI permettrait d'envisager l'extension et non de la valider : « Il faut réviser le PLUI maintenant. Mais les crispations perduraient encore le lendemain. » De toute façon le paysage va quand même changer car si mon projet ne se fait pas, je vais extraire la grève du sol. Il y

aura zéro retombées économiques pour les collectivités, et au lieu des bungalows, les hobbits viendront des bulldozers et des grues », lançait Philippe Lefèvre, ce jeudi matin. Le conseil municipal de Berny-Rivière devait se retrouver le 10 juin. Mais la polémique pourrait faire avancer la rencontre. Thierry Sanchez a l'intention d'en discuter à nouveau avec Hervé Heurtault ce vendredi : « Je veux savoir si le conseil municipal va se prononcer contre la modification du zonage, et si oui, dans quel délai ? » ■

Une révision qui s'étalera jusqu'en 2023

La révision du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de la Communauté de communes de Rietz-en-Valois, adopté en février 2020, est en cours depuis 2021. Un diagnostic présentant les enjeux du territoire a été réalisé dès avril. Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD), qui définit les orientations et objectifs d'aménagement (équipements, habitats, mobilité...) suivant l'évolution de la population a été établi de juillet à octobre. Mi-décembre, le cabinet d'études Ateneo et les élus communautaires ont rencontré les élus de 29 communes volontaires (sur 54) pour discuter du règlement du PLUI, du zonage et de projets dans des secteurs particuliers. C'est le 18 mars 2022, lors d'un second débat sur le PADD (le premier s'est tenu le 12 novembre) au conseil communautaire que l'extension du camping de Berny-Rivière a été abordée pour la première fois. Entre temps, des réunions publiques se sont tenues

les 22 et 23 février à Villers-Cotterêts, puis Ambigny, puis les 17 et 18 mai, à Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts. Le 3 juin un comité de pilotage d'arrêt du PLUI se réunira à la communauté de communes. D'ici là, les conseils municipaux peuvent se prononcer et/ou amender la révision. Le PLUI sera arrêté le 1er juillet en conseil communautaire. Puis durant trois mois, les « personnes publiques associées » (Chambre d'agriculture, Direction départementale des territoires, Chambre de commerce et d'industrie, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement...) seront aussi consultées. Elles pourront formuler des remarques et modifier le plan. Une enquête publique permettra ensuite aux élus et à la population de s'exprimer sur la révision durant un mois. Enfin, le PLUI sera approuvé au premier trimestre 2023 par le conseil communautaire, puis par les conseils municipaux des 54 communes.

Rédaction du Journal L'Union - Jeudi 19 mai 2022



URBANISME

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

RÉUNIONS
PUBLIQUES

CONCERTATION PRÉALABLE AVANT ARRÊT



► **Mardi 22 février** à **Villers-Cotterêts** à **19h**

Salle Demoustier, place de l'Ecole

► **Mercredi 23 février** à **Ambleny** à **19h**

Salle polyvalente de la Vigne Catherine, rue du stade

Renseignements : Communauté de Communes Retz-en-Valois
Pôle Aménagement du territoire
03.23.96.99.91 ou sur www.cc-retz-en-valois.fr

↳ **DANS LE RESPECT DES RÈGLES SANITAIRES EN VIGUEUR**



Communauté de Communes



URBANISME

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

RÉUNIONS PUBLIQUES

2^E PHASE DE LA CONCERTATION
PRÉALABLE AVANT ARRÊT DE PROJET



► **Mardi 17 mai** à **Vic-sur-Aisne** à **19h**

Salle polyvalente, 19 rue Lucien Damy

► **Mercredi 18 mai** à **Villers-Cotterêts** à **19h**

Salle Demoustier, place de l'Ecole

Renseignements : Communauté de Communes Retz-en-Valois
Pôle Aménagement du territoire
03.23.96.99.91 ou sur www.cc-retz-en-valois.fr



Communauté de Communes

Designed by Aisneres / Freepik

> VIE PRATIQUE

■ Déchets

- Collecte des déchets
- Déchèteries
- Consignes de tri
- Tarification Eco-Responsable

■ Eau potable

■ Assainissement

- Assainissement non collectif
- Assainissement collectif

■ Urbanisme

- Orientations d'aménagement du territoire (SCOT)
- Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI)
- Servitudes d'utilités publiques
- Autorisations d'urbanisme (droits des sols)
- Cartographie
- Logement
- Programme Local de l'Habitat

■ Logement

- Programme Local de l'Habitat
- Renouveler son logement
- Trouver un logement adapté

■ France services

■ Petite enfance et jeunesse

- Relais Assistants Maternels
- Activités jeunes
- Aide au BAF
- Junior Association

■ Chantiers d'insertion

■ Transport

- Réseau Villéo-Retziolo

■ Biodiversité

- Natura 2000
- Atlas de la Biodiversité Communale

Révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal

La CCRV a approuvé son premier Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) le 21 février 2020. Il est entré en vigueur le 23 mars 2020 sur l'ensemble des communes de l'ex-CCVFR et le 23 avril 2020 sur les communes de l'ex-CCPAH et de l'ex-CCDC.

Le PLUI est document de planification unique qui remplace les 35 documents d'urbanisme communaux existants et couvre désormais les 19 communes qui n'en avaient aucun. Il fixe les objectifs en termes d'urbanisme pour les 10 à 15 années à venir mais il ne s'agit pas d'un document figé. Il doit évoluer régulièrement en fonction des besoins du territoire et des éventuels changements législatifs. Le Conseil Communautaire a ainsi voté, le 11 décembre 2020, la mise en révision du PLUI dont les études seront lancées au premier trimestre 2021 pour se terminer courant 2022.

Conjointement à cette procédure, le Conseil Communautaire a également prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI). Ce document complètera le PLUI en permettant aux communes d'adapter la réglementation nationale, issue du code de l'environnement, applicable en matière de publicité, enseignes et pré-enseignes. A son approbation, il s'appliquera tout comme le PLUI sur l'ensemble du territoire de la CCRV.

Afin de dresser un état des lieux représentatif de la publicité dans nos villes et villages, l'équipe de notre prestataire G&H&I interviendra sur l'ensemble du territoire communautaire à compter du 24 mai 2021 afin de recenser les différents dispositifs.

Vous pouvez trouver ci-dessous, les délibérations du Conseil Communautaire du 11 décembre 2020 prescrivant la révision du PLUI et l'élaboration du RLPI :

[Délibération du 11 décembre 2020 prescription révision PLUI \(pdf - 3 Mo\)](#)

[Délibération du 11 décembre 2020 prescription révision PLUI \(pdf - 3 Mo\)](#)

[Délibération du 11 décembre 2020 prescription élaboration RLPI \(pdf - 3 Mo\)](#)

Vous serez avertis au fil des mois de l'évolution des procédures via le journal de la CCRV et par le site de concertation.

Vous pourrez également participer aux réunions publiques qui seront organisées, faire part de vos observations dans les registres de doléances disponibles au Pôle Aménagement du Territoire, à l'Antenne de Vics-sur-Aisne et sur internet, via le registre disponible sur cette page :

www.democratie-active.fr/concertation-plui-rpi-retzenvalois/

Vous pouvez accéder au dossier entier du PLUI approuvé, ainsi qu'à son enquête publique, aux liens ci-dessous :

[Accéder au dossier du PLUI en cliquant ici](#)

[Accéder au dossier d'enquête publique en cliquant ici](#)

[Rapport et conclusions de l'enquête publique \(pdf - 1 006 Ko\)](#)

[accéder au dossier d'élaboration RLPI – concertation préalable avant arrêt en cliquant ici](#)

[accéder au dossier élaboration PLUI – concertation préalable avant arrêt en cliquant ici](#)

Contact

Lut. FRANÇOIS Jeannot de Cindy GÉRADET – 03 23 96 59 51 – francc@retzenvalois.fr
Les locaux : 35 rue du Général Lucien, à Villers-Cotterêts



Située au sud-ouest de l'Aisne, en Hauts-de-France, la Communauté de Communes Retz-en-Valois se compose de 19 communes et compte 29 361 habitants.

**Communauté de Communes Retz-en-Valois**
15 février · 🌐

RÉUNION PUBLIQUE PLUi/RLPi

Dans le cadre de sa compétence aménagement de l'espace communautaire, la CCRV a lancé la révision de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) l'élaboration du premier Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

Pour vous présenter les grandes orientations de ces 2 actions, 2 réunions publiques sont organisées le : ... [Voir plus](#)



PARTICIPEZ AUX RÉUNIONS PUBLIQUES!
CONCERTATION PRÉALABLE AVANT ARRÊT

- ▶ **Mardi 22 février** à **Villers-Cotterêts** à **19h**
Salle Demoustier, place de l'Ecole
- ▶ **Mercredi 23 février** à **Ambleny** à **19h**
Salle polyvalente de la Vigne Catherine, rue du stade

 1

5 partages

 J'aime

 Commenter

 Partager



Communauté de Communes Retz-en-Valois

9 mai, 12:00 · 🌐

Réunions publiques PLUi / RLPi

La CCRV lance sa 2e phase de concertation de la révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi).

2 nouvelles réunions publiques vous sont proposées, rendez-vous les :

mardi 17 mai à 19h à la sally polyvalente, 19 rue Lucien Damy à Vic-sur-Aisne

mercredi 18 mai à 19h à la salle Demoustier, place de l'Ecole à Villers-Cotterêts

Un registre de concertation est à votre disposition

👉 www.democratie-active.fr/concertation-plui-rlpi-retzenvalo.../

**PLAN LOCAL D'URBANISME****intercommunal****RÈGLEMENT LOCAL de PUBLICITÉ****intercommunal****Participez aux
réunions publiques !**

👍 2

1 partage

Partager

Présentation

Documents

Déposer votre contribution


Voir les contributions

Objet :
Concertation publique sur le PLUi et le RLPi de la communauté de commune Retz en Valois

Statut - Ouvert

Dates d'ouverture :
Du 5 janvier 2021 - 09:00 au 24 juin 2022 - 12:00

Il vous reste 2 jours pour [déposer une observation](#)



Communauté de Communes

La CCRV a approuvé son premier Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) le 21 février 2020.

Le PLUi est document de planification unique qui remplace les 35 documents d'urbanisme communaux existants et couvre désormais les 19 communes qui n'en avaient aucun. Il fixe les objectifs en terme d'urbanisme pour les 10 à 15 années à mais il ne s'agit pas d'un document figé. Il doit évoluer régulièrement en fonction des besoins du territoire et des éventuels changements législatifs. A ce jour, plusieurs modifications du PLUi sont à envisager comme par exemple l'intégration de nouveaux projets ou la prise en compte de nouvelles études sur les risques canalisés et inondations. Le Conseil Communautaire a ainsi voté le 11 décembre 2020, la mise en révision du PLUi dont les études seront lancées au premier trimestre 2021 pour se terminer courant 2022.

Conjointement à cette procédure, il a également prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi). Ce document complètera le PLUi en permettant aux collectivités d'adapter la réglementation nationale issue du code de l'environnement applicable en matière de publicité, enseignes et pré-enseigne. A son approbation, il s'appliquera tout comme le PLUi sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes Retz-en-Valois.

Suite à la phase de travail et de concertation sur les projets de PLUi et de RLPi, le conseil communautaire délibèrera pour l'arrêt de projet de ces deux documents en séance du 1er juillet 2022.

Les présentes modalités de concertation sont mises en place depuis janvier 2021 jusqu'au 24 juin 2022 à 12h00 avant une réouverture pour l'enquête publique prévue courant Novembre 2022.

Contact :
Loïc FRANÇOIS
l.francois@retzenvalois.fr
03 23 96 99 91

Autorité organisatrice : Communauté de Communes Retz-en-Valois

Siège de la consultation :
Pôle Aménagement du Territoire
35 Rue du Général Leclerc
02600 Villers-Cotterêts

Mentions légales

© Micropulsee 2022 - Création site Internet

83

Observation n° 1 du 8 février 2021 - 09:24

Ne se prononce pas

Auteur : FLORENCE TOUZOT

Bonjour,

Ma grand-mère était originaire d'Haramont (famille BRIA) et suite au décès de mon père en janvier 2019, je suis propriétaire d'un terrain Chemin du Cimetière à Haramont (proche de la route de Taillefontaine) :

ref. cadastrales

C 1006 Derrière la Ville (Sud) - feuille 000C02

La maison de ma grand-mère ayant été vendue par mon père dans les années 1990, nous n'y avons plus de résidence.

J'aimerais pouvoir revenir à Haramont et m'installer sur ce terrain.

Nous avons déjà ce projet en tête depuis un moment mais il est vrai que le contexte sanitaire actuel nous motive à engager les démarches nécessaires.

A ce jour, notre terrain n'est pas constructible.

Ce terrain est néanmoins situé dans une zone d'habitation : des maisons existent sur les parcelles voisines (C376, C378, C379, C380).

Je sollicite donc par la présente le changement d'affectation de ce terrain afin de pouvoir y faire construire une maison.

Vous remerciant par avance de l'étude de ma demande, je vous prie de bien vouloir m'indiquer quelles démarches je dois effectuer à cet effet.

Restant à votre disposition,
Bien cordialement

Florence TOUZOT

Observation n° 2 du 28 février 2021 - 19:46

Défavorable

Auteur : Xavier DUPUIS

Je suis propriétaire de parcelles sur la commune de Faverolles qui étaient sur la carte communale avant la création du PLUI et qui n'ont pas été intégrés dans celui-ci. Je n'ai toujours pas eu d'explication pour ces choix. Le maire du village a toujours affirmé lors des votes successifs que la carte communale avait été intégrée dans son ensemble, ce qui n'est pas le cas. Je demande donc que la parcelle C236 propriété de Mr Xavier DUPUIS et la partie de la parcelle ZB14 bordant la rue des cahots propriété du GFA Du Colombier soit réintégrées dans le PLUI comme elles étaient dans la carte communale. Les parcelles voisines étant restées dans le PLUI, je ne comprend pas les

raisons qui peuvent justifier de sortir ces parcelles qui ne posent aucuns problèmes

Vous remerciant par avance de l'étude de ma demande

Bien cordialement

Mr Dupuis Xavier

Observation n° 3 du 25 mars 2021 - 14:22

Favorable

Auteur : Denis CARION Organisation : Mairie de Dammar

Toitures : Tenir compte de l'angle des toitures suivant les matériaux et l'environnement ;

Clôtures : Revoir la hauteur des murs de clôtures donnant sur le domaine public, qui doit être en harmonie avec l'existant. Entre autre, murs autorisés de 2 (deux) mètres

Observation n° 4 du 11 mai 2021 - 15:23

Ne se prononce pas

Auteur : Gerald BLANGEOT Organisation : Consort Blangeot Taillefontaine

Suite à l'établissement du PLUI à Taillefontaine nous avons eu la surprise de voir déclasser les parcelles AB471 ET AB472 en zone NS sans que vous disposiez à l'époque une étude prouvant la présence de cavité sous l'assise de la construction. J'ai adressé un mail a la mairie de Taillefontaine qui a reconnu cette erreur et ce déclassement prématuré, suite à l'étude reçu, mais pas finalisé du BRGM, mais disposant d'une cartographie des lieux je demande le reclassement de la parcelle en AB 471 par contre la parcelle AB472 restera en NS.

Dans l'attente d'une réponse de votre part,

Bien amicalement,

M BLANGEOT Gerald

Observation n° 5 du 20 mai 2021 - 17:47

Défavorable

Auteur : SYLVIE COLLIN

Bonjour,

Je vous prie de trouver ci-joint un courrier de doléance concernant le PLUi "Villers Hélon".

Cordialement

Sylvie Collin

Observation n° 6 du 6 juin 2021 - 13:43

Défavorable

Auteur : REGIS BLATRIER

Bonjour

Suite à la mise en place du PLUI sur la commune de Saint Christophe-à-Berry, la parcelle AC28

(ancienne ZB37 avant remaniement cadastral) dont je suis propriétaire, est redevenue terrain agricole alors qu'elle était en zone constructible sur la carte communale.

En possession d'un accord favorable du certificat d'urbanisme datant du 09 janvier 2019, j'avais déjà signifié mon désaccord lors d'un rendez-vous avec l'enquêteur public le 18 décembre 2019. J'ai également envoyé un courrier le 18 août 2020 au pôle aménagement de la communauté de commune.

Je profite de la concertation publique en ligne pour réitérer ma demande.

Dans ce courrier, je signalais qu'en observation sur le certificat d'urbanisme, la protection incendie insuffisante de ce hameau, impliquait la responsabilité de la mairie pour son accord final. Celle-ci a mis en place une étude de projet pour la résolution rapide de ce problème.

Au vu de ces informations et avec l'accord de la mairie, je vous demande de reconsidérer le classement de ce terrain dans la zone constructible lors de la prochaine révision du PLUI, ce qui par ailleurs me semble donner une réelle cohérence visuelle à l'entrée de ce hameau.

Observation n° 7 du 3 octobre 2021 - 23:44

Favorable

Auteur : JOSE AMEYE

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la concertation sur le PLUI, je vous prie de bien vouloir modifier en zone constructible sur la Commune de Vassens les parcelles suivantes m'appartenant :

- B 983 - selon plan suivant ci-joint : il s'agit d'une zone comprise entre deux hangars se situant à l'intérieur de mon corps de ferme. Ce classement en constructible est indispensable pour pouvoir développer une activité économique.

- B 1330 - 1337 : la totalité de ces deux parcelles. Ces dernières ont toujours été classées constructibles jusqu'au précédent PLUI. Des fondations, des murs apparents et un portail sont toujours présents. Ces deux parcelles jouxtent la voie publique.

Vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à ma demande,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

M. José AMEYE.

Observation n° 8 du 15 octobre 2021 - 10:25

Ne se prononce pas

Auteur : Sylvie Nortier

Vous nous demandez notre avis alors que notre maire nous impose une antenne relais de 45 m de haut à 300 m de notre jardin détruisant le panorama la faune et notre qualité de vie elle est belle votre écologie sans concertation en ne respectant même pas le code de l'urbanisme vous servez à quoi alors

Observation n° 9 du 19 decembre 2021 - 14:13

Favorable

Auteur : BRUNO NANIN

Projet contribution:

Reconnaitre comme ELEMENT du PATRIMOINE, le lavoir (repéré parcelle cadastrale 197) avec sa source, à Villers-Hélon sur la dite « PLACE du LAVOIR » à l'intersection de la Rue du Four et de la rue des Bruyeres, et au débouché de la ruelle de la Pissotte.

Ce Lavoir est réellement placé au centre du village, sur l'unique place historique du Village.

De ce Lavoir il ne subsiste que la bordure rectangulaire du bassin alimenté par la Source de la Pissotte selon le descriptif ci-dessous.

La position de la place du Lavoir au centre du village est illustré par le document en PJ.

Ce Lavoir, témoin de la vie passée de mi-19eme à mi-20eme siècle, constitue une véritable mémoire de la vie et de l'esprit des lieux. Il mérite tout d'abord d'être avec sa source, préservé de tout risque de disparition,

C'est donc avant tout l'objet de ma contribution que d'espérer sauver du risque de disparaître, ce lieu remarquable quasiment détruit que, en attendant mieux, quelques aménagements permettraient de mettre en valeur à peu de frais, insérant dans le village un point d'intérêt amical.

Au contraire, sont éloignés du coeur du village :

Le remarquable Château du XVI eme siècle, propriété privée situé à la sortie du Village, et ...

L'Eglise romane du 12eme siècle sise en bordure du village, remaniée XVI eme, élégante, qui ont tous deux traversé la 1ere guerre mondiale sans défiguration.

Enfin, un lavoir privé non visitable, proche de l'Eglise dont seul l'impluvium en contrebas est visible de la rue.

Les deux édifices remarquables sont excentrés. Plus écrins que cœur, ils manquent dans une certaine mesure à donner de la vie à ce village.

Pour plus d'informations, sur le lavoir de la « Place du Lavoir », visiter le site « [lavoir.org](https://www.Lavoir.org) » (rubrique Lavoirs de l'Aisne) : <https://www.Lavoir.org>, page 17.

1ere Photo : Au 1er plan, la bordure rectangulaire (5mx2,5m) en ciment du bassin envahi par les herbes; Au fond : la Niche de la source permanente d'eau claire qui alimentait le lavoir ; son eau s'écoule dans un bassin à débordement (partie fermée) d'où elle est drainée et se perd....

2eme photo : La source qui jaillit dans la partie ouverte de la niche, et s'écoule dans le bassin fermé.

3eme photo : Bassin visible au coin droit de la photo; A gauche, la ruelle de la Pissotte.

4eme photo : Partie Nord de la Place avec, cachée derrière le tilleul, un logis de ferme typique ancien.

Voir aussi excellente vue Google Maps - Street View (du 07/2013)

Avec nos salutations distinguées.

M. Nanin

Observation n° 10 du 14 fevrier 2022 - 16:02

Ne se prononce pas

Auteur : Jacques Grélot

j'ai envoyé un courrier sur le mél l.francois@retzenvalois.fr concernant la création des surfaces inconstructibles en lisière des boisements principaux que je pense être une erreur du fait de l'absence de justifications et justificatifs juridiques et d'un règlement écrit et graphique insuffisamment explicite. J'en demande la suppression, notamment au droit du 13, rue de Montaigu à Ambleny, pour lequel la lisière ne se situe pas physiquement à l'endroit supposé (non explicite, en partie sur le domaine public routier(talus)), en incohérence avec la zone à préserver du PPRICB.

Observation n° 11 du 20 février 2022 - 10:29

Ne se prononce pas

Auteur : Jérôme Morelle Hanryon

Chère Madame, Cher Monsieur,

Suite à mon rendez-vous avec Mme le maire de la commune de Montigny Lengrain, je réitère ma demande concernant le classement de mon terrain :

N° de parcelle : 0085 feuille 1 section AI située en dessous du 7 rue de là vallée à Montigny Lengrain en terrain à bâtir.

Ce terrain à pour service un compteur d'eau, l'électricité et une bouche à incendie située à distance réglementaire.

Je vous remercie de bien vouloir prendre en considération ma requête.

Je vous assure de mes sentiments distingués.

Jérôme Morelle Hanryon

Observation n° 12 du 23 mars 2022 - 13:39

Favorable

Auteur : Louis MOUGET

Bonjour Monsieur JUN,
Propriétaire des parcelles C10 - C11 sises sur la commune D'HARAMONT actuellement en zone N et Ns-ip, je demande un changement de zonage afin de rendre ces parcelles en statut "constructible" sur tout ou partie de la surface de ces parcelles. Mr CHAUVIN maire D'HARAMONT a été informé de ma démarche et y donne un avis favorable. Cordialement. Mr MOUGET Louis.

Observation n° 13 du 23 avril 2022 - 17:59

Défavorable

Auteur : Danie PERRENOT Organisation : Agent581

Ce RLPi réintroduit la publicité dans des espaces protégés par le Code de l'environnement, et n'est pas clair sur les 53 communes où la publicité est interdite au sol y compris sur mobilier urbain !
l'Article R581-42 renvoie à l'Article R581-31.

----- Contexte -----

54 communes dont une seule compte une agglomération de + de 10 000 habitants
Avec le nouveau RLPi nous verrons apparaître de la publicité sur Mobilier Urbain, y compris lumineuse et sans plage d'extinction nocturne !
Bureau d'études GoPUB -

----- Analyse rapide Publicité -----

A VILLERS-COTTERETS

Agglomération de + 10 000 habitants, nous pouvons trouver du numérique

Site patrimonial :

- dérogation - mobilier urbain non numérique : 2 m² et 3 m en hauteur, pas d'extinction
palissades de chantier : n'utilise pas la possibilité d'interdire (article L581-14)

Centre ancien :

mobilier urbain non numérique : 2 m² et 3 m en hauteur, pas d'extinction
palissades de chantier (ne peut pas être interdit mais peut être réglementé dimensions etc...)

Zone d'activité :

publicités sur mur ou clôture : 4 m² et 6 m en hauteur, numérique : 4 m² et 6 m - extinction 23h-6h
publicités au sol : 10,5 m² et 6 m en hauteur, numérique : 4 m² et 6 m extinction 23h-6h
mobilier urbain : 8 m² et 6 m en hauteur, numérique : 4 m² et 6 m en hauteur , pas d'extinction sauf si les images ne sont pas fixes

Autre :

publicités sur mur ou clôture non numérique : 4 m² et 6 m en hauteur , extinction 23h-6h
mobilier urbain non numérique : 2 m² et 3 m en hauteur pas d'extinction
palissades de chantier (ne peut pas être interdit mais peut être réglementé dimensions etc...)

Mon avis :

il faudrait :

- > interdire la publicité sur clôture
 - > Réduire à 4 m² la publicité au sol dans la zone d'activité
 - > interdire le numérique
 - > extinction nocturne sans faire d'exception pour le MU !
 - > pour répondre à réunion RLPi du 9/11/2021 que la publicité derrière les vitrines peut maintenant être encadrée par le RLPi (nouveau 2021)
- Question : pourquoi faire le choix de déroger?

A VIC-SUR AISNE

numérique interdit par RNP, publicité au sol interdite par RNP y compris sur MU!

Site patrimonial :

dérogation pour mobilier urbain : 2 m² et 3 m en hauteur pas d'extinction

palissades de chantier : n'utilise pas la possibilité d'interdire (article L581-14)

Centre ancien :

mobilier urbain : 2 m² et 3 m en hauteur pas d'extinction

palissades de chantier (ne peut pas être interdit mais peut être réglementé dimensions etc...)

Autre :

publicités sur mur ou clôture : 4 m² et 6 m en hauteur, extinction 23h-6h

mobilier urbain : 2 m² et 3 m en hauteur pas d'extinction

palissades de chantier (ne peut pas être interdit mais peut être réglementé dimensions etc...)

AUTRES COMMUNES

52 communes toutes avec agglomération de moins de 10 000 hab, numérique interdit par RNP, publicité au sol interdite par RNP y compris sur MU!

Site patrimonial :

mobilier urbain - dérogation - 2 m² et 3 m en hauteur pas d'extinction - il ne peut pas y avoir de publicité sur MU ici !!! voir RNP

palissades de chantier : n'utilise pas la possibilité d'interdire (article L581-14)

Autre :

publicités sur mur ou clôture : 4 m² et 6 m en hauteur, extinction 23h-6h

mobilier urbain : 2 m² et 3 m en hauteur pas d'extinction

palissades de chantier : n'utilise pas la possibilité d'interdire (article L581-14)

Mon avis :

il faudrait :

-> Interdire la publicité sur clôture

-> rappeler dans le RLPi que la publicité au sol est interdite, et le MU ne fait pas exception par application du RNP

-> de fait, extinction nocturne sans exception pour le MU puisqu'il n'y en aura pas !

Danie, Agent 581

06 86 57 94 63

www.agent581.fr

Observation n° 14 du 24 avril 2022 - 15:16

Défavorable

Auteur : Danie PERRENOT Organisation : Paysages de France

Mon avis :

il faudrait :

-> interdire la publicité sur clôture

-> Réduire à 4 m² la publicité au sol dans la zone d'activité

-> interdire le numérique

-> extinction nocturne sans faire d'exception pour le MU ! Exemple : Perpignan RLPi 36 communes ont fait ce changement dans leur RLPi après concertation

-> pour répondre à réunion RLPi du 9/11/2021 que la publicité derrière les vitrines peut maintenant être encadrée par le RLPi (nouveau 2021)

-> Question : pourquoi faire le choix de déroger?

Observation n° 15 du 1 mai 2022 - 14:17

Défavorable

Auteur : Véronique Samson

Bonjour

La dernière version du PPRI (9 juillet 2018) pour Montigny n'est pas prise en compte , ni par inclusion dans les documents (arrêtés) ni dans les représentations graphiques des coulées boues , particulièrement vrai pour le domaine /bois de Banru

La parcelle ZL 110 est coupée à tour par un trait oblique , cette parcelle n'appartient pas au bois de Banru , non soumise à Plan simple de Gestion , et doit être figurée avec des ronds

Le tracé du chemin de randonnée qui passe dans la forêt de Banru emprunte une parcelle privée 1074 , le tracé doit être effacé et aucun cas remplacé sans justification légale non contestable

Observation n° 16 du 2 mai 2022 - 18:55

Favorable

Auteur : Christian FRANQUELIN

Bonjour,

Suite à la mise en place du PLUi sur la commune de Fleury, les disponibilités foncières ont fondu par rapport au POS qui le précédait (voir document d'accompagnement), seul la zone C du POS a été validée. La zone D a « bénéficié » d'un justificatif de refus, n'y revenons pas. Les propriétaires des zones A et B, quant à eux, ils n'étaient sans doute pas en odeur de sainteté avec la municipalité au moment du passage POS vers PLUi, je ne vois pas d'autre explication. Il me semble que les zones A et B étaient à maintenir. Nous n'avons plus de réserve foncière.

Cordialement.

Observation n° 17 du 13 mai 2022 - 09:56

Favorable

Auteur : BERTRAND POIX

Bonjour dans le cadre du projet de révision du PLUi et du RLPi pouvez vous y inclure l'interdiction de l'éolien. vous remerciant par avance.

M. Bertrand POIX

Observation n° 18 du 20 mai 2022 - 17:25

Favorable

Auteur : Christian FRANQUELIN

Bonjour,

Remarque sur les 3 pages concernant Fleury dans les Annexes patrimoine bâti et paysager

6.3.2_Patrimoine-bati.pdf page37 et 38

6.3.3_Patrimoine-paysager.pdf page 24

Je note 5 erreurs et 2 actualisations qui modifient les données enregistrées, il semblerait que le Conseil municipal de Fleury en charge de la correction n'a pas fait son travail.

Observation n° 19 du 31 mai 2022 - 12:07

Défavorable

Auteur : FERY ROLAND SCI LA MADELON

Bonjour

Merci de consulter la lettre en pièce jointe concernant le projet des portes du Valois. Ce courrier a été envoyé aussi en lettre recommandée

Observation n° 20 du 14 juin 2022 - 11:45

Défavorable

Auteur : Gérard Beudelot

Je suis contre le projet d'extension du Camping La Croix du Vieux Pont. Je soutiens la raison et la décision du conseil municipale de Berny Rivière du vendredi 10 juin.

Observation n° 21 du 14 juin 2022 - 17:51

Défavorable

Auteur : Pedro INIGO YANEZ

Comme beaucoup d'habitants de Berny-Rivière, j'ai été surpris par le projet d'extension du Camping de Berny-Rivière, sur toute la surface de la commune sur la rive sud de la rivière. Puis, à

la lecture du projet de modification du PLUi et suite à la réunion de présentation qui a eu lieu à Vic-sur-Aisne, je ne comprends toujours pas les contradictions de ce projet spécifique et les orientations écologiques et durables du projet dans sa globalité.

J'ai apprécié sur le Conseil Municipal de Berny-Rivière s'exprime contre la modification du zonage proposé, et l'affectation de terres agricoles inondables à des projets privés de cette envergure.

Il y a incontestablement des Impacts écologiques, que toutes les précautions apportées par le porteur du projet ne pourront pas atténuer :

- Favoriser le tourisme de masse, et l'implantation en un seul lieu d'un grand nombre de personnes et de véhicules ne va induire que des impacts négatifs,
- Privatisation et clôture d'un espace rural ouvert,
- Cela limitera les déplacements d'animaux terrestres dû aux clôtures et à la présence d'humains ou de constructions humaines, notamment pour les accès aux berges de la rivière d'Aisne, idem pour les oiseaux migrateurs ou non, sur les plans d'eau existants.
- Circulation des promeneurs locaux toujours le long de clôtures, sur la Chaussée Brunehaut ainsi que sur le chemin de la halage entre Vic-sur-Aisne et Port-Fontenoy, et non plus une promenade sur des espaces ouverts qu'ils soient naturels ou agricoles.
- Disparition de surfaces agricoles, ce qui va à l'encontre des orientations générales du PLUi,
- Disparition de surfaces naturelles ou artificielles occupées par des oiseaux et autres animaux endémiques ou migrateurs,
- Bétonnage ou enrobage des terres, favorisant le ruissellement des eaux pluviales plutôt que l'infiltration,
- Augmentation des consommations d'énergie électrique
- Augmentation des consommations d'eau potable
- Augmentation des rejets d'eaux usées à traiter
- Augmentation des ordures ménagères à recycler ou à détruire
- Une extension induit un déploiement de nouvelles infrastructures de loisirs internes au camping qui auront un impact sur tout ce qui a été décrit ci-dessus.

Il y a aussi des impacts environnementaux et de voisinage, et plusieurs habitants s'en sont ouverts lors de la réunion, car ils en subissent déjà aujourd'hui dans la structure actuelle du camping :

- Pollution et nuisances sonores (des résidents, des espaces de jeux, des activités récréatives et/ou sportives)
- Pollution et nuisances lumineuses,
- Pollution visuelle des habitants ayant une vue sur la vallée de l'Aisne,
- Nuisances liées aux transports (Nombre de véhicules, autocars, etc.)
- Valeur immobilière des habitations aux alentours du camping encore plus dégradée avec cette extension,

Le porteur du projet met bien évidemment en avant les impacts économiques positifs pour essayer de contrebalancer tous les aspects négatifs :

- Le leitmotiv des créations d'emplois locaux est un leurre. Emplois souvent saisonniers, peu qualifiés, et souvent non locaux (les tour opérateurs recrutent leurs propres intervenants venant la plupart de l'extérieur du territoire).
- Le leitmotiv des impacts bénéfiques au commerce local est également un leurre, ou alors au sens très large, bien au-delà du seul territoire de la commune ou même de la communauté de

communes. L'intérêt du touriste de masse est bien au-delà de notre région.

- De plus, le camping vit essentiellement en autarcie et a donc peu d'impacts sur le local.

Ce qui est sous-entendu par ce projet c'est bien l'augmentation du nombre de touristes en un même lieu pour rentabiliser et optimiser les équipements anciens et nouveaux. Développer en interne des équipements sportifs, de loisirs et commerces. Intérêt purement économique, qui supplantera toujours les aspects écologiques le moment venu, et d'enrichissement de quelques personnes au détriment du confort de vie des riverains et des voisins qui n'en tireront aucun avantage.

Nous sommes à une période de l'Histoire récente où on a connu des pandémies de masse, des bouleversements climatiques dont les phénomènes vont aller en s'aggravant, et des conflits qui auront des impacts sur nos ressources alimentaires et énergétiques dans les années à venir. Je pense sincèrement qu'il convient maintenant :

- de mettre un frein au tourisme de masse et aux grandes migrations touristiques
- de préserver les espaces non bâtis et naturels
- de préserver les terres agricoles
- de préserver la biodiversité et le déplacement libre de la faune
- de privilégier les loisirs respectueux de l'environnement
- de privilégier l'écologique à l'économique
- de privilégier la décroissance ou du moins l'arrêt de la croissance à tout prix
- de privilégier l'intérêt de tous à celui de quelques-uns

Pour finir, je reprendrais à mon compte la formule que notre Président de la République a utilisé pendant sa campagne, et qu'il a lui-même emprunté au slogan d'un parti candidat à la présidentielle : Nos vies valent plus que leurs profits.

Donc, en conclusion, je suis défavorable à la modification du PLUi sur le zonage offert au Parc Résidentiel de Loisirs, à la modification de la zone rouge du PPRI.

Observation n° 22 du 14 juin 2022 - 18:46

Défavorable

Auteur : Ludovic Jovené

Je pense que nous avons déjà un beau camping. Cependant, il ne peut y avoir d'agrandissement à l'infini et il faut s'arrêter. Je suis donc CONTRE toute modification du PLUI et par conséquent contre toute extension du camping "la croix du vieux pont". Je soutiens pleinement la décision du conseil municipal du 10 juin

Observation n° 23 du 15 juin 2022 - 08:16

Défavorable

Auteur : Thierry SANCHEZ Organisation : conseil municipal

Dans sa délibération du 11/12/2020 sur les modalités de collaboration entre la CCRV et les 54 communes membres le conseil communautaire a décidé d'une information régulière, des échanges et d'implication des communes donc des conseils municipaux lors de l'élaboration du PLUI (charte

de gouvernance annexée à la délibération). Cependant nous constatons une introduction tardive et sans consultation préalable d'un zonage impactant de façon importante le territoire de notre commune. Le conseil municipal a lors de deux réunions voté à l'unanimité contre le projet de zonage de 45 hectares permettant l'extension du camping de la Croix du Vieux Pont. La CCRV respectant sa propre délibération et la position unanime du conseil municipal doit donc supprimer cette modification de zonage dans le cas contraire le message à l'ensemble des communes est clair nous décidons pour vous sans tenir compte de votre position....

Observation n° 24 du 15 juin 2022 - 12:01

Défavorable

Auteur : Michèle METTENDORFF

le camping de Berny Rivière est déjà bien assez grand. Nous ne voulons pas le voir agrandi car il aggraverait encore les impacts négatifs écologiques déjà constatés (pollution due au nombre de véhicules supplémentaires (+500/jour), consommations d'énergie électrique, d'eau potable, ordures ménagères, pollution sonores, bétonnage ...). L'aggravation de ces impacts toucherait les hommes et la faune vivant dans le canton de Vic/Aisne. Pour ces raisons nous donnons un avis défavorable aux demandes de modifications apportées au PLUi sur le zonage offert au projet de parc résidentiel de loisir, et la zone rouge du PPRI. Nous soutenons le conseil municipal dans sa décision de refuser ces modifications. Nous contestons également que le nouveau PLUi tenant compte du projet d'extension du camping soit présenté au vote du conseil communautaire...) Nous soutenons notre conseil municipal dans son action de refus d'extension dudit camping.

Observation n° 25 du 16 juin 2022 - 07:59

Défavorable

Auteur : Thierry SANCHEZ Organisation : Conseil municipal

La réunion du Club PLUi du 9/09/2018 préconise la prise en compte de la dimension agricole dans les PLUi en précisant la nécessité de préserver le foncier agricole, de veiller à la qualité du cadre de vie et à l'identité du territoire et de lutter contre l'artificialisation des espaces au détriment des espaces naturels ou agricoles....respectant ces recommandations les communes doivent réduire et même supprimer des zones d'expansion d'habitat dans le cadre de la révision du PLUi en cours. Dans le même document c'est au moins 45 hectares qui sont affectés à la création d'un parc résidentiel de loisirs avec des bâtiments (piscine, restaurants, salle de karting...), de la voirie et un golf synthétique....

Respectons le souhait de la direction des territoires de 2018 qui est encore plus d'actualité, en préservant au maximum les terres agricoles de notre territoire.

Observation n° 26 du 16 juin 2022 - 19:03

Défavorable

Auteur : ROGER DUFOUR

Propriétaire à BERNY-RIVIERE d'une maison sur un terrain descendant jusqu'à l'Aisne, ancien élu de la Commune pendant 25 ans, j'ai une servitude (droit de passage au bord de la rivière, je n'ai pas le droit de faire de travaux de terrassement qui modifieraient le passage des eaux de la rivière en période de crue.

Le caravanning respecte-t-il ce droit de passage en bord de rivière?

L'écoulement des eaux en période de crue est-il respecté dans le caravanning actuel? et dans l'extension projetée?

Toute réponse négative signifierait: deux poids deux mesures!

La modification du projet depuis la réunion publique de Vic-sur-Aisne, ne change rien aux nuisances largement évoquées à la dite réunion, elles sont partiellement déplacées sur Ressons le Long et Vic-sur-Aisne.

Observation n° 27 du 17 juin 2022 - 07:16

Défavorable

Auteur : Nicolas Jumeaux Organisation : Nscje

Laissons la nature tranquille.

Cette zone est naturelle et de plus inondable. Quid des conséquences en aval de l'implantation de telles structures.

Le monde connaît une crise alimentaire meurtrière. Conservons nos terres agricoles dont le rendement tend à nous rendre moins dépendants des autres pays.

A quoi bon vouloir avoir plus de capacités d'accueil si nous ne sommes plus en mesure de les nourrir.

Voyons les conséquences à long terme et non uniquement les promesses de quelques emplois immédiats.

Ce projet, outre ses conséquences désastreuses sur la faune et la flore locale aura des conséquences nefastes sur la vie des locaux au titre des valeurs mobilières et de la qualité de vie.

Aucune infrastructure routière locale ne peut supporter un tel apport de trafic supplémentaire.

Autoriser l'implantation sur cette zone ouvrira le chemin à ce promoteur sur l'ensemble des terrains allant du site nature jusqu'à vic.

Ne laissons pas l'appât du gain détruire notre terre

Nicolas Jumeaux. Conseiller municipal depuis 2008 ayant voté pour la dernière extension du camping mais contre tout projet d'implantation de l'autre côté de l'aisne

Observation n° 28 du 17 juin 2022 - 11:23

Défavorable

Auteur : Jacques BRAUX

Je suis contre le zonage permettant le projet d'extension du camping de Berny-rivière car cela supprime des terres agricoles utiles à la production alimentaire, la capacité de la nappe à produire de l'eau potable pour 2 à 3000 personnes de plus est incertaine, les nuisances visuelles et sonores seront supportées par le voisinage immédiat du camping...

Observation n° 29 du 17 juin 2022 - 16:43

Défavorable

Auteur : Philippe Vasseur

Le zonage envisagé, entraînerait la transformation de terres agricoles, actuellement en zone inondable donc inconstructible en zone résidentielle et de loisirs, ce qui est complètement aberrant, le changement de couleur de la zone n'empêchant pas les terres d'être inondées en cas de crue de

la rivière comme on l'a vu il y a quelques années.

Limplantation d'une station d'épuration pourrait alors entraîner une pollution des terres et de la nappe phréatique qui alimente les communes.

Le projet de golf est lui aussi une aberration car, un golf consomme énormément d'eau pour sa maintenance et tous les produits qui y sont utilisés polluent énormément.

Nous devons prendre en compte également la pollution visuelle et sonore qu'entraînerait un tel projet pour les habitants de Vic sur aise, de Ressons et de Berny ainsi que les problèmes de circulation si 500 mobil-homes supplémentaires sont installés.

A l'heure actuelle, nous n'avons pas le droit de sacrifier des terres agricoles, l'eau qui va bientôt nous manquer, la qualité de vie et la sécurité des habitants pour satisfaire aux seules ambitions d'un entrepreneur, il est encore temps de réagir pour laisser à nos enfants et aux générations futures une planète où il fait bon vivre....

Pierre Rabhi disait:

"Face au "toujours plus" qui ruine la planète au profit d'une minorité, la sobriété est un choix conscient inspiré par la raison. Elle est un art et une éthique de vie, source de satisfaction et de bien-être profond. Elle représente un positionnement politique et un acte de résistance en faveur de la terre, du partage et de l'équité. La Terre et l'humanisme sont indissociables !"

Observation n° 30 du 17 juin 2022 - 17:40

Défavorable

Auteur : Michelle Vasseur

C'est un projet insensé dans le contexte de réchauffement climatique que nous connaissons. Ne sacrifions pas les réserves d'eau, les terres agricoles et les zones naturelles à des fins spéculatives. L'urgence est climatique, que les investisseurs se tournent vers le financement d'énergies vertes, les jeunes générations ont besoin d'eux.

Respectons l'identité rurale de notre territoire et la valeur de patrimoine naturel qu'offre la vallée de l'Aisne (déjà trop défigurée à bien des endroits)

D'ailleurs la beauté du site n'est pas un critère dans le choix de la destination de vacances pour les personnes qui fréquentent ces lieux, seules les infrastructures existantes à l'intérieur du camping ainsi que la proximité de disneyland paris les intéressent. Implantez donc ces "réserves à touristes" dans des zones déjà sururbanisées et déjà sacrifiées.

Observation n° 31 du 17 juin 2022 - 23:33

Défavorable

Auteur : Philippe RUELLE

Comme cela a déjà été dit, ce n'est pas une décision administrative qui empêchera la zone concernée d'être inondée. Est-il normal d'implanter cette extension du camping dans la zone où se trouvent les deux puits de forage alimentant le réseau d'eau de la région de Vic sur Aisne ?

Voulons-nous que, dans quelques années, l'annonce que notre eau soit devenue impropre à la consommation devienne une réalité ?

Observation n° 32 du 18 juin 2022 - 10:59**Défavorable**

Auteur : Thierry SANCHEZ Organisation : Conseil municipal

Le zonage prévu pour l'extension du camping sur plus de 45 hectares est situé dans la zone rouge du PPRI (règlement et zonage du 24/04/2008), le préalable à ce zonage est la modification du PPRI ce qui n'est pas le cas actuellement. La commune a sollicité les services de l'État pour comprendre "pourquoi et surtout quels éléments techniques nouveaux apparus depuis 2006 peuvent motiver la révision du PPRI". La possibilité de modification de zonage doit correspondre à une volonté de permettre une extension d'une activité existante ce qui est "acceptable" pour permettre la modernisation d'une usine (Roquette ou Vico) l'est moins pour une création sur plus de 45 hectares dont la seule continuité est la création d'une passerelle sur l'Aisne. Les contraintes techniques permettant de préserver les champs d'expansion des crues ne sont pas compatibles avec le projet présenté : création d'un plan d'eau, voirie et tunnels, construction de : piscine, restaurant, salle de sport, salle de karting, locaux d'accueil... La création de clôtures ou la "privatisation" du chemin de halage ne sont pas autorisés. Pour toutes ces raisons comme évoqué par le Maire et son conseil ce zonage n'est pas acceptable en l'état.

Observation n° 33 du 19 juin 2022 - 09:56**Défavorable**

Auteur : Eddy Malatray

Ce projet est totalement surdimensionné dans un monde où on ne parle que d'écologie, comment peut-on autoriser un projet de ce type qui détruira des zones cultivables des zones boisées au profit de quelques personnes.

Parlons aussi du traitement des eaux usées avec des soi-disant poste d'assainissement qui ne seront certainement que sur papier il suffit de regarder aujourd'hui le camping existant pour s'apercevoir que des quantités importantes sont rejetées dans la nature (étang, rivière ex...) au détriment de toutes les règles et en toute impunité.

Je ne vous parle même pas des nuisances sonores et de nos infrastructures qui ne seront plus adaptées (médecin pompier routes ext...)

Ce monsieur n'est pas un entrepreneur mais un destructeur.

Observation n° 34 du 19 juin 2022 - 18:38**Défavorable**

Auteur : Marie Lemerrier

Non aux nouvelles nuisances sonores. Non à la destruction des terres agricoles et des zones boisées. Merci de respecter les habitants de Berny et leur qualité de vie.

Observation n° 35 du 20 juin 2022 - 12:47**Défavorable**

Auteur : Frédérique Stolarczyk

Stop au massacre de nos espaces verts, de nos cultures, des animaux qui vivent sur ces sites pour un projet qui à notre époque devient

ridicule si ce n'est déplacé.

Observation n° 36 du 20 juin 2022 - 15:50

Ne se prononce pas

Auteur : CELINE DEQUECKER Organisation : SCI CONSORTS DEQUECKER

CONCERNE PARCELLES BL 200 et BL 199 à Villers-Cotterêts, adresse "En Bury".

Il se trouve qu'il y a plusieurs décennies, la municipalité avait demandé l'autorisation au propriétaire de passer des égouts dans ces parcelles privées, à la suite d'une mauvaise planification du tracé de l'égout. Pour dépanner la commune, un accord verbal avait été passé.

Depuis les parcelles ont changé de classification.

Nous souhaitons proposer à la commune de céder la parcelle BL 200 et une partie de la BL199 (cf sur le plan en vert) pour qu'elle garde un accès direct aux égouts et en contre partie modifie dans la révision du PLUI le zonage d'une partie de la parcelle BL 199 (cf sur le plan en jaune) afin de la rendre constructible, soit la classer en URB. Voir plan ci-joint.

Merci d'étudier notre demande.

Observation n° 37 du 21 juin 2022 - 21:28

Favorable

Auteur : Mickaël Sueur

Bonjour à tous.

Concernant le projet d'extension du camping de Berny Rivière, il est important que le projet se fasse avec une analyse constructive.

Il est primordial de respecter les règles de faisabilité, et d'aménagement par rapport à la zone de PPRI.

Nous avons des organismes en France qui nous permettent de contrôler avec rigueur les aménagements en termes de sécurité environnementale.

Il faut adapter le projet afin de minimiser au maximum les nuisances du voisinage.

Mais n'oublions pas un facteur crucial pour notre communauté: l'emploi, combien de commerçants sur les communes de Vic-sur-Aisne, Ressons-le-Long, Berny rivière qui, se rejouisse d'une population supplémentaire dans notre monde rural: commerçants, coiffeur, restaurateur, boulanger, pharmacien, mais également la création d'emploi saisonnier chaque année.

Nous avons un taux de chômage dans l'Aisne bien supérieur à la moyenne nationale.

Nous avons la chance d'avoir des entreprises moteurs dans notre collectivité, il faut saisir l'opportunité.

Soyons constructif tous ensemble, pour éviter l'extinction de nos campagnes, et créer des emplois supplémentaires pour l'avenir de nos enfants.

Observation n° 38 du 21 juin 2022 - 21:53

Favorable

Auteur : AUDREY FLEGNY

Quel beau projet avec des créations d'emploi à venir pour nos jeunes

Observation n° 39 du 21 juin 2022 - 22:58**Défavorable**

Auteur : Emilie Malatray

Bonjour je suis totalement défavorable à l'agrandissement du camping car étant habitante de Berny-Rivière et ayant la vue direct sur le camping d'un côté et de l'autre je vous assure que les nuisances sonores que nous subissons déjà chaque jour seront amplifiées par cette agrandissement et qu'il sera très difficile d'habiter à côté car passer la pollution sonore et visuelle n'en parlons même pas, nous avons déjà une pénurie de médecin donc entre 2000 et 3000 personnes en plus(soit environ entre 4 à 5 personnes par bungalow en moyenne) il sera impossible au service de secours ou au médecin d'absorber l'afflux supplémentaire de personnes. Ce camping c'est déjà agrandi deux fois et n'a pas créé beaucoup plus d'emploi dans la région car la majorité des saisonniers sont employés par des tours opérateurs la plupart étrangers. Nous faisons donc face à la folie des grandeurs d'un seul homme. Le problème est que plus on a d'argent et plus on en veut. Et je terminerai donc sur ces paroles.

Observation n° 40 du 22 juin 2022 - 16:29**Favorable**

Auteur : Anais Tanquerel

Je suis pour cet aggrandissement, cela va permettre de créer de l'emploi, de faire connaître la région mais aussi à pouvoir faire vivre les petits commerces à proximité

Observation n° 41 du 22 juin 2022 - 16:41**Favorable**

Auteur : Clemence Castel

Je suis favorable à ce projet.

Observation n° 42 du 22 juin 2022 - 17:22**Défavorable**

Auteur : Connor Sarah

Je suis défavorable à ce projet c'est la mort d'un village

Observation n° 43 du 22 juin 2022 - 17:39**Favorable**

Auteur : Linda CARLIER

Bonjour.

Dans l'extension du camping de Berny Rivière nous pouvons observer une réactualisation du projet bien en retrait des maisons afin d'éviter les nuisances sonores.

D'après les nouveaux éléments sur le plan l'emprise est principalement sur la commune de Ressons-Le-Long avec aucune habitation au alentour.

Restons objectifs et constructifs dans nos propos.

Bonne journée à tous.

Observation n° 44 du 22 juin 2022 - 18:29

Favorable

Auteur : Patricia Lucot

Favorable pour la révision du PLUI et du RLPI et notamment pour le projet d'extension du camping "La Croix du Vieux Pont" à BERNY-RIVIERE.

L'extension du camping "La Croix du Vieux Pont" ne peut que conforter l'attraction de notre canton voir au delà avec la Cité de la Langue Française à VILLERS-COTTERETS. Des emplois seront les bienvenus et même si la majorité seront des emplois saisonniers, ils permettront à nos jeunes d'avoir un job d'été et de toute évidence, il y aura des emplois permanents pour la tenue du camping et de ses infrastructures toute l'année. Les commerces apprécieront la venue de touristes supplémentaires surtout après les deux années de pandémie qu'ils viennent de subir. Le chiffre d'affaire lié à cette population n'est pas négligeable. Cette projection leur donnera espoir de se maintenir sur place en attendant l'ouverture de ce camping. Ce projet apportera des infrastructures qu'aucune municipalité ne peut mettre en place. Permettons de faire rayonner notre secteur, de booster l'économie locale. Faisons confiance à l'investisseur local pour réaliser ce que personne d'autre ne pourrait faire. Les lois et les normes actuelles sauront encadrer ce projet pour qu'il réponde aux attentes de tous : respect de l'environnement, économie, vivre ensemble et attractivité du canton et de la région.

Observation n° 45 du 22 juin 2022 - 18:33

Favorable

Auteur : Joël Bordet

Bonjour,

Je tiens à préciser que je suis pour l'extension de camping d'autant plus que j'habite juste en face, j'ai vue sur les étangs, les airs de jeux, la plage extérieure et le mur d'escalade, sincèrement les nuisances sonores sont infiniment, visuellement nous trouvons jolies les divers aménagements réalisés il y a 10 années environ.

Je pense également qu'il faut prendre en compte les futurs emplois que cela va occasionner, les avantages multiples pour les commerçants et artisans de Vic et de la région.

En plus je crois savoir que les gens du village, de la région et les lycéens profitent déjà de certains accès au camping !

Cordialement.

Joël Bordet.

Observation n° 46 du 22 juin 2022 - 19:11

Favorable

Auteur : Anais Tanquerel

Je suis pour cet aggrandissement, cela va permettre de créer de l'emploi, de faire connaître la région mais aussi de pouvoir faire vivre les petits commerces à proximité

Observation n° 47 du 22 juin 2022 - 20:40**Favorable**

Auteur : Pascal Perot

Un plus pour la commune, la région et le commerce.

Observation n° 48 du 22 juin 2022 - 20:44**Favorable**

Auteur : Bertrand POINTIER Organisation : Commune de Ressons le long

La France est la première destination touristique au monde et à ce titre nous devons porter toute notre attention et favoriser tous les projets permettant de conforter ce secteur d'activité. Est il utile de rappeler que le tourisme et les activités de loisir en général ne sont pas "delocalisables" contrairement aux activités industrielles.

Par ailleurs ce projet est complémentaire à un site qui existe depuis de nombreuses années et qui apporte un flux de touristes consommateurs tout a fait considérable a l'échelle de notre canton.

l'argument "pseudo écologique" n'est pas pertinent eu égard a la qualité du projet et à son faible impact environnemental et a son implantation sur des terres à très faibles rendement.

Il est de l'intérêt de notre territoire et de ses habitants de promouvoir ce type d'activité et j'espère que ce projet sera défendu par tous nos élus.

Tres cordialement.

Bertrand POINTIER

Observation n° 49 du 22 juin 2022 - 20:48**Favorable**

Auteur : Mélissa Foursy

Bonjour à tous,

Étant étudiante en commerce international je me permet de donner un avis favorable à l'extension du camping de berny-rivière. Voici la quatrième année consécutive que je travaille sur la commune de vic-sur-aisne en travail saisonnier ; le projet peut permettre au commerçant d'évoluer et de proposer plus d'emplois saisonniers mais également au sein du camping.

Observation n° 50 du 22 juin 2022 - 20:59**Défavorable**

Auteur : Jean-Paul ELOI

je suis défavorable à ce projet pour les raisons suivantes:

Pour la destruction de zone agricole alors que les stratégies alimentaires mondiales changent.

Pour la construction en zone inondable d'un parc de loisirs

Pour les nuisances sonores générées par des milliers personnes dans ce camping au milieu d'un paisible village

Pour les respects de règles de vie d'autrui

Pour la pollution générée où une station d'épuration sera impossible à construire en zone inondable

Pour une infrastructure routière inadaptée à cette augmentation de population estivale

Observation n° 51 du 22 juin 2022 - 21:20**Défavorable**

Auteur : Alexandre De la roche

Bonsoir à tous

Je tiens à me prononcer contre l'extension du camping pour diverses raisons. Connaissant très bien ce magnifique village de Berny rivière hélas un peu écraser par ce camping qui depuis quelques années se dégrade je comprends donc la crainte de ses habitants certes la nouvelle extension n'est pas sur ce village mais de l'autre côté de la rivière mais c'est quand même lui qui subira les plus grosses nuisances car quand même très près!!!!!! Il faut arrêter de penser au profit!!!!!!et regarder un peu notre cadre de vie pour nous-même et nos futurs enfants tenez-vous vraiment à accueillir un afflux de touristes si important au point de se croire dans une grande ville . ET si on écoutait un peu plus les personnes concernées par ce projet c'est-à-dire les habitants de Berny rivière plutôt que des gens ne vive même pas à proximité de ce dit camping passer donc dans les rues à la rencontre de ces fameuses personnes qui apparemment ne sont pas importantes à vos yeux car trop aveuglé par l'appât du gain.

Bien cordialement

Observation n° 52 du 22 juin 2022 - 21:34**Favorable**

Auteur : Karine Gazaille

Je pense que ça peut-être que du positif à tout point de vue.
Les commerces on en besoin.

Observation n° 53 du 22 juin 2022 - 21:37**Favorable**

Auteur : JEROME LIENARD

Le PLUi doit être examiné dans sa globalité et non uniquement se concentrer sur l'extension du camping de Berny rivière.
Pour ma part, je suis favorable au développement de notre communauté de commune et au regard de notre territoire, le tourisme est le 1er levier à actionner :
- future cité de la francophonie, histoire de la 1ere guerre mondiale
- proximité de la région parisienne et fréquentation de touristes du Royaume unie en majorité.

Sans proposition d'hébergement supplémentaire, l'attrait de notre territoire est moindre.

L'extension du camping permettra le développement de l'emploi, l'aménagement d'infrastructure (routier) dont le manque se fait tant ressentir depuis des décennies.
Bien entendu, ce projet doit être réfléchi, concerté entre toutes les parties et soutenu par la

majorité de la population. Sa conception doit également tenir compte des enjeux environnementaux (eau, déchets, pollution sonore).

Observation n° 54 du 22 juin 2022 - 21:40

Favorable

Auteur : Beatrice Hincelin Organisation : SARL CHEZ MOI.

En qualité de commerçante, je suis extrêmement favorable à une extension du camping qui ne peut que ramener un surplus d'activité économique sur Soissons. C'est déjà d'ailleurs le cas pendant les périodes estivales où nous captions une nouvelle clientèle essentiellement anglaise favorable à mon commerce et donc à l'ensemble de l'activité économique et touristique du bassin soissonnais, sans oublier la création d'emplois directs et indirects que cela pourrait susciter.

Observation n° 55 du 23 juin 2022 - 10:42

Favorable

Auteur : Gilbert Margottet

Commerçant je suis pour l'extension du camping de la croix du vieux Pont avec un projet qui s'intègre parfaitement et qui respecte l'environnement.

Un plus économique et touristique pour notre village et notre région.

Le tourisme est un vrai levier pour notre économie et n'oublions pas que nous accueillerons prochainement le musée de la Francophonie d'où la nécessité de proposer des hébergements à nos futurs touristes la région en manquant actuellement.

L'extension permettra d'autre part la création d'emplois notre communauté des communes en ayant bien besoin.

Soyons positif pour l'avenir de notre village .

Observation n° 56 du 23 juin 2022 - 10:46

Favorable

Auteur : DIDIER COUVERCELLE Organisation : Entreprise

Bonjour,

Je suis favorable à l'extension du Caravaning de Berny-Rivière, qui apportera du dynamisme supplémentaire à notre canton en période estivale, de l'emploi et de la vie pour les commerces et entreprises de proximité.

Observation n° 57 du 23 juin 2022 - 11:33

Favorable

Auteur : Mélanie Audinet

Je suis favorable à l'extension du camping.

Cette extension permettra notamment d'embellir davantage la région avec un camping magnifique offrant des hébergements pour accueillir les personnes désireuses de la découvrir.

Je pense également que cette extension est un avantage pour les habitants des villages alentours

car elle permettrait de donner du dynamisme aux commerces adjacents.

Enfin, cette extension permettrait également de créer de nouveaux emplois. Moi et mon conjoint travaillant actuellement dans ce camping, cela nous permettrait donc de sécuriser nos emplois. En effet y travailler est vraiment plaisant, le cadre est splendide et parfait pour se détendre et c'est pourquoi je pense que cette extension ne peut que contribuer à embellir notre région.

Observation n° 58 du 23 juin 2022 - 11:53

Favorable

Auteur : Laure Medot

Je suis favorable à ce projet qui ne peut être que bénéfique à notre territoire...tant pour le développement économique que touristique.

Toutefois ce projet ne devra pas entraver la circulation piétonnière le long de l'Aisne. En effet beaucoup des alentours gens s'y promènent.

Il pourrait également être intéressant de faire bénéficier de temps en temps les habitants des villages alentours des installations du camping. C'est déjà le cas du bowling et laser... pourquoi ne pas l'étendre à la piscine et la plage occasionnellement ?

Observation n° 59 du 23 juin 2022 - 13:00

Favorable

Auteur : Rémi Gurhem

Je suis complètement favorable à ce projet.

J'ai du mal à y voir des points négatifs..

Cela créer des emplois direct au sein du camping, et également des emplois indirect en faisant vivre les commerces alentours.

Je trouve également que, contrairement à d'autres avis négatifs, le camping embellit le village de Berny rivière. Les nombreuses fleurs et buissons donnent un charme à ce village, et n'étant pas au centre mais à la sortie du village, je ne pense pas que le camping créer une nuisance sonore.

De plus une grande partie de la clientèle est étrangère (Anglaise et Néerlandaise) et se sont pour une grande majorité des personnes bien plus civilisés que nous, français.

Je vois très peu de points négatifs, mais beaucoup d'avantages à ce projet.

Observation n° 60 du 23 juin 2022 - 13:39

Favorable

Auteur : Elie Boucher

Je trouve ce projet intéressant pour la région, l'emploi et le tourisme

Observation n° 61 du 23 juin 2022 - 13:48

Favorable

Auteur : Hugo Sueur

Je suis favorable pour le pleine emploi sur notre communauté, je suis pour l'agrandissement du camping de berny rivières

Observation n° 62 du 23 juin 2022 - 13:49

Cette observation a été classée comme doublon par le commissaire enquêteur.

Observation n° 63 du 23 juin 2022 - 16:05

Favorable

Auteur : Mélissa Foursy

Bonjour à tous,

Étant étudiante en commerce international je me permet de donner un avis favorable à l'extension du camping de berny-rivière. Voici la quatrième année consécutive que je travaille sur la commune de vic-sur-aisne en travail saisonnier ; le projet peut permettre au commerçant d'évoluer et de proposer plus d'emplois saisonniers mais également au sein du camping.

Observation n° 64 du 23 juin 2022 - 16:05

Favorable

Auteur : Sylvia De souza

Je suis favorable à ce projet.

Il permettra à la création de nouveaux emplois dans la région qui en manque cruellement.

Observation n° 65 du 23 juin 2022 - 17:22

Favorable

Auteur : François Vieillard Organisation : La Cathédrale

Bonjour à tous

J'invite les ANTIS-CAMPING à regarder la situation catastrophique de notre bassin d'emploi, d'une part. Et d'autre part, j'invite les mêmes personnes à considérer le nombre de gens qui grâce au Camping de la Croix du Vieux Pont y ont trouvé un travail, saisonnier ou à temps plein... Les nuisances que vous évoquez les uns et les autres, ne sont pas nouvelles. Le camping est là depuis des années. Et vous mêmes, vous travaillez peut-être dans une entreprise, qui n'est pas au bout de votre jardin mais qui elle même peut créer des nuisances pour les riverains? Alors réfléchissez et pensez à tous ceux qui ont la chance de pouvoir travailler grâce à lui. Sans compter la taxe de séjour qui va directement dans les caisses de la commune et qui finance nombre d'investissements dont vous profitez!

Je pense que cela se passe de commentaire.

Observation n° 66 du 23 juin 2022 - 20:11

Favorable

Auteur : Kyllian Foursy

Je suis favorable en ce projet car le camping fais vivre Vic-sur-aisne et Ressons Le long et une extension de celui ci pourrais ramener plus d'activités et plus de monde pour le bien de notre Commune.

Observation n° 67 du 23 juin 2022 - 20:41

Favorable

Auteur : Charles FERTÉ

Favorable au projet pour soutenir les commerces vicois

Observation n° 68 du 24 juin 2022 - 09:27

Défavorable

Auteur : Blot Eric

Bonjour je me prononce défavorablement à l'agrandissement de ce camping car avant de penser à un agrandissement il faudrait déjà le remplir à sa totalité

Observation n° 69 du 24 juin 2022 - 11:23

Favorable

Auteur : Frédéric Philippot

Responsable du snack du camping, je suis pour l extension du camping.
C'est un vrai plus économique et touristique pour notre région et pour tous les petits commerces des villages environnants.
Cette extension permettra la création d emplois dont notre communauté des communes a bien besoin.